



République Algérienne Démocratique et populaire  
Ministère de l'enseignement supérieur  
Université de Ain Témouchent « Belhadj Bouchaib »



Faculté des sciences Économiques, des sciences de Gestion et des sciences  
Commerciales

Spécialité : sciences économiques

Laboratoire des marchés, employabilité, législation et simulation dans les pays  
maghrébins

## Thèse de Doctorat

# Diversification économique et croissance économique en Algérie

Présentée

Par **Brahimi Bensalem**

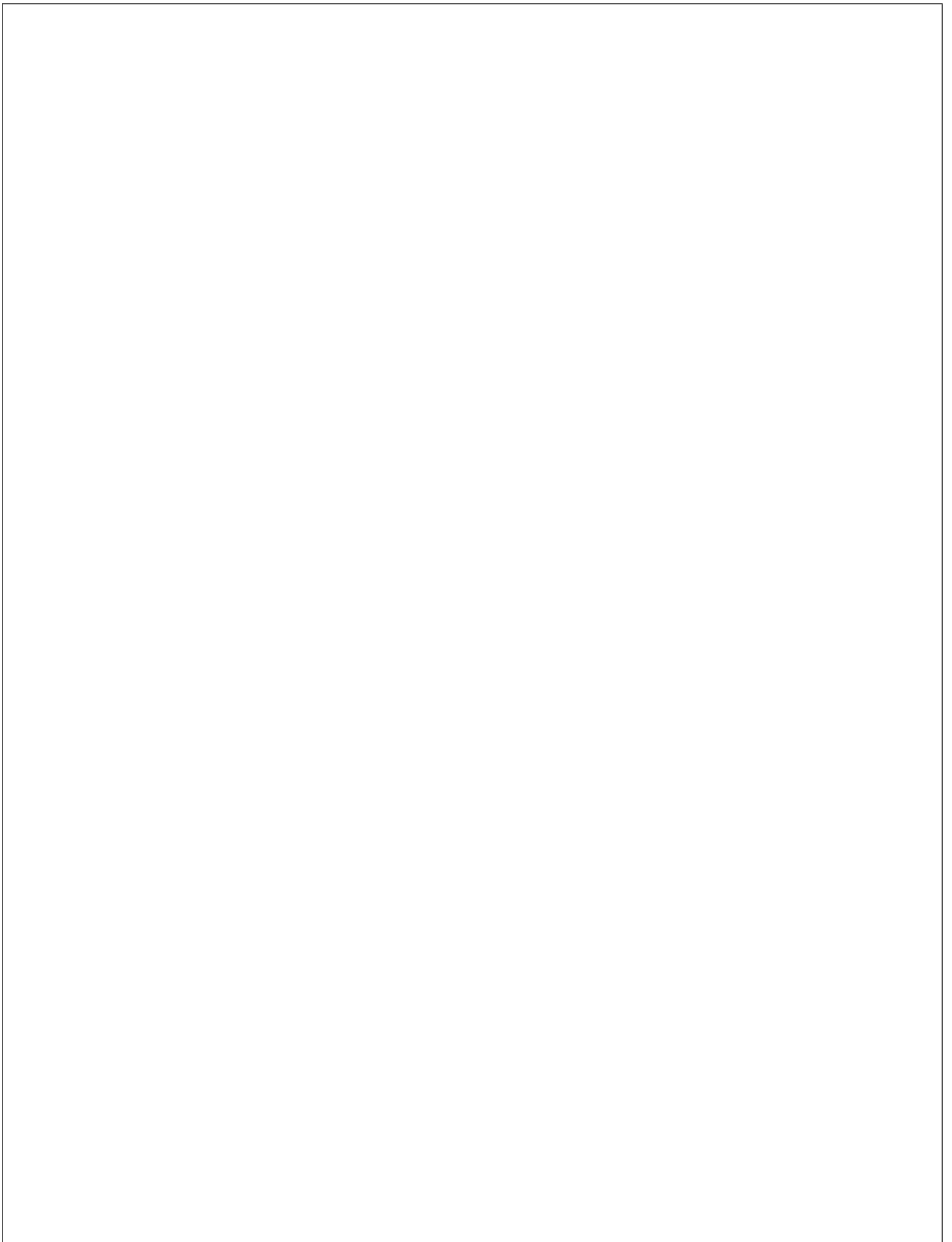
Encadrée :

Par Pr **Zenagui Sid Ahmed**

Devant le jury composé de :

M. Zeddoun Djamel (Professeur)	Université d'Aïn Témouchent	Président du jury
M. Bouali Abdelkader (Professeur)	Université d'Aïn Témouchent	Examineur
Mme Amimeur Fadila (MCA)	Université d'Aïn Témouchent	Examinatrice
M. Bengrine Djamel (MCA)	Université d'El Bayadh	Examineur
Mme Bensaoula Sarah (MCA)	Université de Tlemcen	Examinatrice

**Année universitaire : 2024/2025**



A la mémoire de mes parents défunts....

A ma femme et mes deux enfants, Sidi Mohamed El Mehdi et  
Zakaria

A mes frères et sœurs

## Remerciements

Je remercie tous ceux ou celles qui ont contribué, de près ou de loin, à l'élaboration de cette thèse sur le plan académique et professionnel en particulier mon encadreur Pr Sid Ahmed Zenagui qui m'a aidé à accomplir ce travail selon les normes académiques et surtout pour sa disponibilité entière.

Mes vifs remerciements au Recteur de l'Université d'Aïn Témouchent, M. Ziadi Abdelkader, qui, malgré ses nombreuses charges, a affiché toujours sa disponibilité.

Mes remerciements vont tout droit à mon directeur de recherche Zeddoun Djamel pour son attention et son encouragement à ce travail de recherche, de même qu'aux enseignants de la faculté des sciences économiques, sciences de gestion et sciences commerciales pour leur précieux concours.

Je remercie également Pr Abdelaziz Belkhatir pour ses orientations et ses bons conseils. De même que Belahrèche Nourine, pour son précieux concours

Sans oublier mon cher cousin et néanmoins ami Benaada Abderrahim

Enfin, mes plus sincères remerciements à certains cadres du ministère de l'Industrie, du Commerce et autres cadres d'autres institutions dont le Conseil National Économique, Sociale et Environnementale, de l'Institut national des stratégies globale, de la Banque d'Algérie qui ont affiché une disponibilité sans faille pour partager leurs expériences et leurs connaissances et échanges d'informations sur le sujet...

Je suis très fier d'appartenir à une jeune université qui porte le symbole d'un nom héroïque, celui de Belhadj Bouchaib, qui a milité toute sa vie pour que l'Algérie soit indépendante.

## SOMMAIRE :

Remerciements

Résumé

Introduction générale.....1

Problématique et enjeux de recherche .....4

Hypothèses de travail.....5

### CHAPITRE I : les fondements théoriques de la diversification

Introduction..... 11

#### Section 1- Diversification économique

Définitions.....12

Les dimensions de la diversification.....13

La diversification économique : un facteur clé de développement.....13

Différents types de diversification.....13

Les stratégies de diversification économique.....14

Les théories fondatrices de la diversification économique.....17

Evolution de la diversification économique.....18

Section 2- Les sources de la croissance.....19

Section 3- La théorie de l'échange intra-branche.....21

Conclusion.....23

### CHAPITRE II : Les évidences empiriques

Introduction .....26

Revue de la littérature empirique sur la diversification économique.....26

Les évidences empiriques .....31

Déterminants de la diversification économique .....33

Conclusion.....37

### CHAPITRE III : Les fondements théoriques de la croissance

Introduction .....	46
Section 1 – Cadre général sur la croissance économique.....	47
Croissance économique : notion, mesure et caractéristique.....	47
Les déterminants de la croissance.....	55
Les facteurs exogènes de la croissance potentielle.....	55
Les facteurs endogènes.....	56
Section 2- Les théories traditionnelles de la croissance économique.....	58
Analyse d’Adam Smith.....	59
Analyse de David Ricardo.....	59
Analyse de Malthus .....	59
Analyse John Stuart Mill.....	60
La théorie de Schumpeter.....	60
Le modèle de Domar.....	61
Le modèle de Harrod.....	62
Conclusion.....	70

### CHAPITRE IV : Ouverture commerciale et son incidence sur la croissance économique

Introduction .....	72
Le commerce international .....	72
Regard sur le commerce international.....	75
Théorème d’égalisation des prix des facteurs.....	81
Les nouvelles théories du commerce international.....	85
Les politiques du commerce international.....	90
Section 2- Revue de la littérature sur l’ouverture commerciale.....	94
Section 3- l’ouverture commerciale et croissance économique.....	104
Conclusion .....	117

## CHAPITRE V- Impact de l'ouverture sur la croissance en Algérie

Introduction.....	120
Rappel des principales étapes et du cadre général de l'ouverture commerciale.....	121
Cadre général du processus d'ouverture commerciale.....	121
La nécessaire révision de l'accord d'association avec l'UE.....	128
La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).....	129
Le maître mot : la transformation structurelle.....	131
Stratégie de diversification : avancées et performances.....	132
Evolution du commerce extérieur en Algérie.....	136
Amélioration du climat d'affaires dans le cadre de l'investissement.....	140
Révision de la stratégie de contrôle économique.....	143
Conclusion.....	144

## CHAPITRE VI : étude économétrique: cas de l'Algérie

Définition des conditions du modèle ARDL.....	147
L'approche de test aux bornes ou test de Co intégration et Pesaran et AI .....	148
Choix de la stationnarité des séries temporelles.....	150
Evaluation de la relation à long terme.....	152
Conclusion générale.....	157
Références et Bibliographies .....	160
Les annexes.....	165
Liste des graphes.....	178
Tableau des abréviations.....	184

## Résumé

Cette thèse traite de la diversification économique et de la croissance en Algérie, un pays qui avance- au pas de charge- dans sa quête de diversification économique afin de répondre aux enjeux économiques auxquels il est confronté depuis plusieurs décennies.

Une diversification économique qui s'impose comme un impératif pour sortir de l'emprise des hydrocarbures.

Il s'agit d'une orientation stratégique, en rupture avec le modèle de rente qui a prévalu et qui répond, du reste, aux exigences d'une économie mondiale en pleine mutation.

Une économie de plus en plus interconnectée, fondée sur un projet de société renouvelé, après la récession en 2020 qui a fragilisé l'économie nationale et le tissu social.

Une économie qui a souffert de dysfonctionnements, errements et autres travers à la fois de lourdeurs bureaucratiques, de problèmes de gestion, de difficultés d'accès au financement ou tout simplement d'une vision intersectorielle de long terme pouvant guider et encadrer la mise en œuvre des politiques publiques.

L'approche intersectorielle, une sorte de nouvelle boussole, vise à apporter plus de diversification à l'économie algérienne, sur la base d'une stratégie devant renforcer sa résilience pour affronter, sans coup férir, les aléas et crises structurels et conjoncturels éventuels induites par la mondialisation et les externalités négatives.

Une stratégie qui consacre le principe d'un retour à la croissance, grâce à la mobilisation des ressources nécessaires pour financer le développement des infrastructures et la recherche de solutions adaptées pour l'élargissement de la diversification et le maintien de la croissance de long terme.

La nouvelle approche vise également la modernisation de l'industrie, l'agriculture et les services, la valorisation des ressources naturelles notamment minières, la substitution des produits importés par des produits fabriqués localement, la promotion de l'investissement, la valorisation des potentialités humaines, outre l'accélération de la transition énergétique et la numérisation., pour arrimer l'économie algérienne à l'économie mondiale et améliorer les conditions de vie des populations.

Cette politique économique initiée par l'Etat algérien, a été déterminante pour élargir et renforcer cette diversification et accélérer la transformation structurelle de l'assise économique.

Une stratégie qui s'appuie sur les atouts géoéconomiques et autres leviers dont elle dispose pour renforcer sa place sur l'échiquier du commerce international dans un contexte où l'économie mondiale est confrontée à de nombreux défis apparents et une

tendance mondiale protectionniste observée qui risque de porter un sérieux coup à un système mondial de plus en plus interconnecté. De plus en plus fragmenté.

L'ouverture économique étant inévitable, l'accès aux marchés internationaux a fait du commerce international un déterminant majeur de la croissance économique et donc un moteur de développement.

Depuis 1990, le commerce a changé avec une augmentation progressive des flux commerciaux bilatéraux entre pays en développement.

La configuration du commerce international caractérisée par une forte augmentation des flux commerciaux entre pays en développement, appelée communément commerce Sud-Sud, a été portée par l'émergence de croissance rapide notamment de pays émergents, les exportations de ces pays tout comme la part Sud-Sud dans les chaînes de valeur mondial (CVM) ont également augmenté.

La relation entre commerce international et développement économique notamment par les exportations en tant que composante agrégée du PIB est désormais établie. L'exemple, le plus évident est celui de la montée en puissance de la Chine avec un taux de croissance supérieur, en moyenne de 10, de même que l'Inde qui a atteint un taux de croissance moyen d'environ 7,5 % durant plusieurs décennies.

Dans le même ordre d'idées, de nombreux pays asiatiques notamment ceux de l'Asie Est ont su tirer profit de la mondialisation grâce à des stratégies variées notamment une politique de croissance basée sur l'exportation, alors que nombre de pays en développement notamment de l'Afrique restent en marge du développement économique pour avoir emprunté d'autres voies divergentes, en termes de transformation structurelle.

Des pays qui trainent une dette comme un boulet de forçat depuis des décennies après avoir connu des échecs de leur politique de croissance, tirée par les exportations de produits à faible productivité.

Tirant les enseignements du passé, et des expériences réussies de la diversification, l'Algérie semble avoir saisi compte tenu de ses atouts, (avantages comparatifs), ces asymétries pour les transformer en opportunités.

Des atouts qui sont caractérisés notamment par les ressources énergétiques, minière et humaines constituant ainsi une passerelle vers la croissance durable.

En effet, la transition qu'elle traverse lui ouvre la voie à des investissements fructueux aussi bien nationaux qu'étrangers dans les différents secteurs d'activités primaire, secondaire et tertiaire et les chiffres annoncés ces dernières années sont éloquentes (AAPI) (1).

Sur le plan régional et continental, elle revient en force en tant que moteur et « booster » économique et partenaire de choix pour contribuer efficacement à la mise en œuvre du libre-échange continental africain (ZLECAF) (2).

Les changements opérés depuis 2020 sur tous les plans, confirment sa vision prospective ayant inscrit dans ses tablettes, la nécessité de mise en place d'un plan de modernisation de son économie voire d'un plan de relance nécessaire pour relever les défis.

Un plan de relance qui s'appuie, sur une intégration cohérente, un cadre à même de guider les politiques économiques en perspective.

Il faut rappeler que dans sa transition d'une économie planifiée à une économie de marché, l'Algérie a subi presque toutes les péripéties.

Alors que la meilleure approche était d'éliminer les distorsions, comme le préconisait le « Consensus de Washington », une approche décriée pour avoir appliquée des réformes, les distorsions, dans un contexte de contrainte financière, n'ont pas été éliminées.

Aussi a-t-elle connu, de nombreux problèmes d'ordre économique et sociaux dont les conséquences étaient désastreuses sur les plans économique et social. Les thérapies de type libérales adoptées ont été à l'origine de la désindustrialisation du pays, doublée de fermetures d'usines à tour de bras.

Cette thèse analyse les déterminants qui lui ont permis, après des années de crises et de chocs, de réaliser des résultats significatifs en termes de croissance et d'identifier quelles sont les facteurs qui sont liés à cette performance.

Après avoir passé en revue les fondements théoriques de la diversification économiques et les évidences empiriques sur ces déterminants, un cadre conceptuel des variables explicatives, à savoir le capital humain, la formation brute du capital fixe, l'ouverture commerciale et une variable explicative (Indice de Hirschman Herfindal (HHI)) a été retenu.

La méthode ARDL a été préférée et retenue pour trouver les déterminants de la diversification économique pour la période allant de 1995-2023, les changements intervenus depuis l'ouverture commerciale d'où l'impact des variables sur la croissance.

-L'objectif de cette étude, outre les progrès réalisés pour rétablir les grands équilibres macro-économiques dans un contexte multiforme et de stratégie alternative, pour trouver des solutions de sortie de la dépendance économique, est de montrer l'impact de la diversification économique et la croissance économique en Algérie, à travers plusieurs

études empiriques et une analyse économétrique des modèles ARDL couvrant la période 1995- 2023.

Et c'est à juste titre que nous avons adopté le coefficient Herfindhal Hirschman (HH1) pour mesurer les progrès économiques réalisés à travers les indicateurs macro-économiques dont le Produit intérieur Brut (PIB), comme principal instrument de mesure de croissance, le travail et le capital, tout en préconisant d'autres outils de la comptabilité nationale pour analyser au mieux l'évolution de l'économie.

Aussi, est-il nécessaire d'aborder à un premier niveau d'analyse les mesures prises pour préparer l'économie à apporter des solutions, compte tenu de l'ampleur des défis auxquels était confronté l'Algérie notamment la diversification économique, selon une logique de redressement avant de s'orienter vers une structure de production plus variée pour jeter les bases d'une croissance soutenue et renforcer sa résilience face aux chocs extérieurs pouvant compromettre ses perspectives de croissance à long terme.

---

# Introduction générale

---

## Introduction Générale

1. La diversification de l'économie algérienne, une voie prometteuse semée d'embûches

L'Algérie, dans sa quête de prospérité, s'est résolument engagée après s'être remise des deux chocs qu'elle a subi à la fois en 2020, le Covid-19 et la baisse du prix du pétrole en 2014 pour sortir du piège de la rente pétrolière dans laquelle elle a été confinée des décennies durant, et se mettre sur la voie de l'émergence même s'il a encore du chemin à faire pour s'installer durablement sur le sentier de la croissance.

En témoigne, l'expansion affichée ces quatre dernières années avec en prime des recettes d'exportation hors hydrocarbures sans précédents, enregistrant une croissance appréciable de 28 % en 2023 par rapport à l'année 2022<sup>1</sup>

De plus, le solde global de la balance des paiements enregistré en 2023, un deuxième excédent consécutif, après huit (8) années de déficits continus (2014-2021) et dans une moindre mesure en 2022, a permis la reconstitution du stock de réserves de change à près de 69 milliards de Dollars en 2023.

Après une forte récession de 5,1 pc en 2020 suite au choc pandémique, la croissance économique nationale a rebondi à 3,4 pc en 2021 pour s'établir à 3,2 pc en 2022 avant d'afficher 4,1 pc en 2023 et près de 4 % en 2024.

Il s'agit d'une performance ou plutôt d'une dynamique de l'activité économique appuyée par des mesures de politique économique qui s'inscrivent dans la continuité des grands projets structurants pour la relance économique, selon une logique de diversification des sources de revenus, d'amélioration des rentrées fiscales, de consolidation des fondamentaux, outre l'encouragement de l'investissement national et étranger (IDE) notamment après l'adoption en 2022, du nouveau code de l'investissement, garant de la stabilité et de la sécurité juridiques.

---

<sup>1</sup> Rapport annuel(2023) Evolution économique et monétaire .Bank of Algeria .page09.

Alors que la reprise postpandémique, amorcée en 2021 était principalement tirée par le secteur des hydrocarbures, celle de 2022, 2023 et 2024 provient pour l'essentiel des exportations hors-hydrocarbures.

De fait, le produit Intérieur brut (PIB) (hors hydrocarbures) a affiché une progression de 4,3 pc en 2021 tandis que celui des hydrocarbures a reculé de 0,6 pc après une forte hausse de croissance de 10,5 pc une année auparavant (4). La croissance totale en volume est de 3,2 pc en 2022 contre 3,4 pc en 2021. En volume, le PIB a atteint 27.688,9 milliards DA, 31.500 Milliards DA en (2022) et 32.400 milliards DA en 2023.

Mieux, la croissance économique hors hydrocarbures a progressé à un rythme soutenu, en 2023, en hausse de deux points de pourcentage pour s'établir à 4,3 pc contre 2,3 pc, l'année précédente.

Cette évolution est due à une hausse de la production de tous les secteurs et au rebond particulièrement marqué du secteur de l'agriculture sous l'effet conjugué de l'augmentation de la production céréalière après la sécheresse de 2021.

La riposte, à travers une série de mesures ciblées, a permis d'atténuer les impacts négatifs générés par la crise sanitaire qui s'en est suivie, appuyée par un ensemble d'instruments de politiques publiques et de réformes structurelles engagées, le tout articulé autour d'une stratégie industrielle comme catalyseur de croissance, devant stimuler l'investissement, aider la compétitivité, réduire le chômage, garantir une meilleure réallocation des ressources, et autres actions de promotion d'une croissance de long terme et résiliente face aux chocs extérieurs.

Des actions devant assurer une stabilité macro-économique avec comme impératif de récupérer certaines sphères économiques qui évoluent dans l'informel à la faveur des mécanismes mis en œuvre pour en faire un levier et renforcer la sphère productive, à l'effet de créer plus d'emplois notamment dans l'industrie et la nouvelle économie - Technologies de l'information et communication( TIC)- Intelligence artificielle et les énergies renouvelables, le réaménagement de la carte de la formation des ressources humaines pour aller vers le numérique en préparant la main d'œuvre en perspective

pour intégrer les chaînes de valeur et sortir de la trappe de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures.

Il faut dire que l'effondrement des prix des hydrocarbures en 2014 qui a fortement ébranlé l'économie algérienne -recul de la croissance et augmentation du chômage- a relancé le débat sur l'impératif d'accélérer la croissance de l'économie algérienne hors hydrocarbures et rompre avec les politiques expansionnistes qui ont prévalu jusqu'alors.

Les ressources financières, issues pour l'essentiel des recettes pétrolières se sont tariées provoquant une contraction de son économie, voire une déstabilisation qui avait atteint son paroxysme.

Même le fonds de régulation de recettes (FRR), ce « matelas » d'argent instauré en 2001(...) pour faire face à d'éventuels secousses, avait fondu comme « neige au soleil ».

La chute du prix du baril du pétrole est passée subitement de 140 dollars à moins de 40 dollars sur fond d'épuisement de l'épargne mettant à rude épreuve le modèle de croissance.

Alors que la diversification reste un défi majeur, la reprise aidant, n'a pas été démentie ces dernières années, en raison des performances positives enregistrées : taux de croissance appréciable du Produit Intérieur Brut( PIB), excédents de la balance des paiements pour la troisième année consécutive(2022, 2023 et 2024 )-les recettes hors hydrocarbures ont enregistré une croissance de 28 % en 2023 par rapport à l'année 2022, passant ainsi de 4.016, 46 milliards DA à 5.141, 07 milliards DA-, l'accumulation accrue des réserves de changes(près de 69 milliards Dollars US en 2023), de même que la croissance des crédits à l'économie <sup>2</sup>.

L'encours de la dette extérieure, lui, n'a représenté que 1 % en 2023(source Banque d'Algérie).

Cette série d'indicateurs traduit la poursuite de la dynamique de la transformation structurelle de l'économie algérienne, qui suggère des réformes en profondeur à l'effet de réduire les impacts négatifs de la croissance pour contenir l'inflation, et atteindre d'autres

---

<sup>2</sup> Résumé général.(2024). Les comptes nationaux trimestriels .N/1029 . office national des statistiques(ONS) Algérie . page de(07 à 16).

objectifs liés notamment à la disponibilité et la fiabilité des données statistiques, outre de donner un coup d'accélérateur à la croissance.

Néanmoins, il reste dans ce processus de transformation structurelle, à renforcer les investissements productifs à forte valeur ajoutée, dans une logique de promotion des exportations, à mettre de l'huile dans les rouages pour un meilleur fonctionnement du marché, à savoir renforcer la compétitivité et services financiers, accélérer le processus industriel, notamment pour le développement des industries extractives comme locomotive de développement, avec comme toile de fond la création de zones spécifiques pour accélérer le rythme de croissance, selon une trajectoire de diversificationn

Ces travers de développement constituent notre problématique de « renouvellement du concept de diversification suivie par l'Algérie, pour lui donner une véritable consistance et des fondements économiques, cohérents, efficaces, viables et durables ».

## 2. Problématique et enjeux de recherche sur l'objectif de diversification de l'économie algérienne :

Notre problématique s'articule autour de la question principale suivante :

Quelle est la nature de ces performances et quels sont les facteurs ayant contribué à ces résultats positifs en dépit des difficultés auxquelles est confrontée l'économie algérienne ?

Cette question constitue le fil conducteur de notre thèse, d'où découlent deux questions subsidiaires :

1) Quelle est la stratégie mise en œuvre dans ce processus de transformation structurelle, et quels sont les outils ayant libéré ce potentiel de croissance ?

2) La relance économique, l'amorce d'une diversification économique aidant, a permis la réalisation d'une croissance de 4,2 % et un PIB de 260 milliards de dollars US en 2023 avec des perspectives positives pour l'Algérie d'aller vers un PIB de 400 milliards de dollars<sup>3</sup>. Pourra-t-il transformer cette expansion en une croissance soutenue de long

---

<sup>3</sup> Direction général du trésor(2025).(ONS) mission Dappui. AU FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES.FRANCE.

terme ? Néanmoins l'économie algérienne est encore en phase de balbutiement sur le versant de la diversification et de la croissance qui se construit progressivement et patiemment. A ce jour, l'économie algérienne est encore dépendante pour l'essentiel des ressources issues de la rente pétrolière.

Par ailleurs le processus de diversification et son corollaire la croissance économique et leur régulation sur le terrain n'obéissent pas qu'à une vision techniciste modélisatrice paramétrée ; il en va aussi du comportement des agents économiques algériens publics et privés, des consommateurs et de la culture de développement économique de la société algérienne vers plus de modernité, de rationalité et de cohérence des circuits économiques internes et externes.

L'approche de « l'infitah » (ouverture) ne peut s'appréhender qu'avec un degré de résilience et de solidité de l'économie algérienne pour parer aux dynamiques de compétitions notamment à l'international.

### 3. Les hypothèses de travail sont les suivantes :

1) L'ouverture commerciale mesurée, la gestion prudente des dépenses publiques sont les facteurs clefs ayant contribué à la stabilité macro-économique, à la préservation de ses réserves de change et au maintien d'une balance commerciale positive confortant le pays dans son principe de non recours à l'endettement extérieur.

2) La diversification des sources de revenus, la promotion des exportations hors hydrocarbures, un des piliers de la transformation structurelle, l'accompagnement par des politiques sectorielles ont créé les conditions nécessaires de cette logique de croissance de moyen et long terme.

Les mesures en cours permettent-elles d'assurer la modernisation de l'économie, dans ses éléments industriels et agricoles, le développement d'une base productive notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée, l'amélioration du climat des affaires, le soutien à l'investissement par la réduction de certaines taxes, le foncier économique, la mise en place d'une agence de surveillance des grands équilibres et les risques pour améliorer le contrôle et le suivi des projets, la diversification des échanges commerciaux avec la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), avec

d'autres partenaires que ceux de l'Union européenne. Ces mécanismes peuvent-ils contribuer au maintien de la stabilité macro-économique.

Pour autant, la révision des accords d'association avec l'Union européenne se pose en terme d'urgence pour permettre à l'Algérie de négocier de manière équitable, en tant que pays pivot, compte tenu de ses atouts et ses richesses, pour améliorer le niveau de compétitivité des entreprises algériennes dans le cadre partenariat gagnant –gagnant car les conditions qui ont prévalu ont créé des dysfonctionnements dans un contexte où l'économie algérienne était mal préparée encore moins disposer d'atouts pour pouvoir négocier en force tant il est vrai que son économie était sinistrée voire exsangue.

- L'intérêt de cette contribution scientifique est d'enrichir les travaux précédents à travers l'examen de l'impact de certains déterminants sur la croissance économique, à savoir un cadre macro-économique sain, une stabilité politique, des investissements productifs à forte valeur ajoutée et une ouverture commerciale prudente.

- L'objectif de la Recherche :

Notre thèse vise à déterminer les facteurs macro-économiques qui expliquent cette performance en Algérie.

Nous tenons à mettre en évidence la stratégie mis en œuvre, les actions et programmes, outre la qualité des institutions qui demeure un paramètre et non des moindres quant à la réalisation de cette bonne performance ;

Après examen de la situation économique, nous tenterons d'identifier les déterminants. Ce travail contribue à enrichir la littérature qui traite les déterminants de la croissance économique en Algérie.

- Le choix du sujet :

Nous avons opté pour ce sujet pour diverses raisons dont voici quelques-unes, à savoir un intérêt de connaître l'importance de la diversification économique dans le développement économique d'un pays.

La diversification comme un catalyseur de la croissance, les facteurs qui peuvent aider à améliorer les conditions de vie des populations et assurer la souveraineté économique au sens large du terme.

L'ambition est de faire un essai d'un travail empirique, en utilisant des méthodes économétriques modernes sur l'Algérie, notre pays.

L'autre raison qui m'a poussé à choisir ce thème, dans cette quête de savoir, est d'enrichir mes connaissances dans le domaine de la macroéconomie.

Un choix qui s'est imposé par lui-même et qui m'a poussé à apporter une contribution, fusse -t-elle modeste, une sorte de pierre à l'édifice, dans la construction du pays qui, il faut le reconnaître, est une œuvre de longue haleine.

- Méthodologie de recherche :

Nous avons choisi une démarche basée sur la recherche documentaire, une consultation d'ouvrages, de revues, de supports, articles scientifiques et autres études sur la diversification économique et la croissance économique, également sur une analyse de la DATA contenue des rapports des organismes nationaux, régionaux et internationaux, d'une part pour cerner la thématique, les facteurs et les déterminants de la diversification économique et la croissance économique en Algérie d'autre part.

La méthode adoptée pour la description et l'évaluation est établie en fonction des données disponibles.

Cette thèse se base sur un état de la littérature liée sur la thématique, un recueil de données statistiques, des entretiens avec des cadres des ministères de l'Industrie, du Commerce, des universitaires et autres cadres d'autres organisations.

Elle jette un regard sur le processus de la diversification économique entamé en Algérie afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures, l'identification des déterminants ainsi que l'approche stratégique mise en place pour atténuer, améliorer la résilience et assurer une croissance durable.

Après avoir mis en exergue les fondements théoriques sur la diversification économique et les évidences empiriques sur les déterminants de la diversification et la croissance économique, de même qu'un un cadre conceptuel de trois variables explicatives, à savoir le capital humain, l'Investissement (Formation brute du capital fixe).

L'ouverture commerciale de même qu'une variable explicative, l'Indice de Hirschmann Herfindal (HHI) a été retenu. La méthode Autorégressive (ARDL) a été mise à contribution pour trouver les déterminants de la diversification économique pour la période allant de 1995-2022 sachant que l'évolution économique a été influencée par l'ouverture commerciale, dans un contexte du programme d'ajustement structurel et la nouvelle donne marquée par une stabilisation et une expansion,, le tout appuyée par une politique économique, mesures et actions efficaces pour promouvoir la diversification et la transformation structurelle. .

La stratégie mise en œuvre semble avoir imprimé une dynamique économique.

L'action de l'Etat a été déterminante dans la mise en œuvre de cette stratégie. La transformation structurelle, les réformes engagées à travers la loi sur l'investissement, le renforcement des capacités institutionnelles, le développement des infrastructures pour réussir cette diversification, l'industrialisation conforte cette action proactive de l'Etat pour réussir cette diversification devant assurer la croissance tant attendue.

- **Limite de l'étude :(2014-2024).**

Etant donné l'ampleur du thème choisi et la masse d'informations conséquente qu'il contient, nous avons limité l'étude sur quelques déterminants (économiques et institutionnels) avant leur validation.

De même, les estimations empiriques de cette étude concernent l'Algérie. Nous avons préféré de ne pas inclure d'autres pays pour ne pas se perdre en conjecture.

- Plan de la thèse

Cette thèse est organisée en six chapitres, dont trois sont consacrés à la théorie et deux à l'analyse empirique. Le premier chapitre pose les fondements de la diversification économique, en explorant ses aspects théoriques et empiriques à travers trois sections.

Ce chapitre introductif présente les concepts clés de la diversification économique, en mettant en évidence ses implications théoriques et pratiques.

Le deuxième chapitre se concentre sur les résultats empiriques de la diversification économique, en analysant les déterminants et les effets de cette stratégie sur la croissance économique.

Le troisième chapitre examine les théories de la croissance économique, en mettant en évidence les principaux déterminants et en présentant une revue de la littérature sur le sujet.

Le quatrième chapitre explore l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique, en analysant les mécanismes sous-jacents et les implications pour l'économie.

Le cinquième chapitre se concentre sur l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie, en tenant compte des contraintes du plan d'ajustement structurel. L'évolution de l'économie algérienne et les performances récentes seront également examinées.

Le sixième et dernier chapitre présente une étude empirique sur l'impact de la diversification économique et de la croissance économique en Algérie, en utilisant le modèle ARDL pour analyser les données et interpréter les résultats.

La présentation de la recherche a été faite, d'emblée, afin d'initier le lecteur à comprendre le sujet, écrit dans un langage simple et concis, sans lourdeur aucune, tout en respectant le champ de littérature.

---

## CHAPITRE I :

# Fondements théoriques de la diversification

---

## Introduction :

La diversification économique ne se limite pas à une simple stratégie de croissance : elle représente un paradigme de développement multidimensionnel. Son importance historique remonte aux travaux fondateurs de l'après-guerre (Rosenstein-Rodan, 1943 ; Hirschman, 1958), où elle a été identifiée comme un antidote à la vulnérabilité des économies mono-productives.

De fait, la diversification économique est une stratégie qui vise à réduire la dépendance d'une économie à un seul secteur ou produit en développant de nouveaux secteurs ou produits, ce qui permet de renforcer sa résilience face aux fluctuations des prix et des marchés et de promouvoir la croissance.

Les composantes de la diversification économique :

Plusieurs repères structurels composent la diversification économique :

- Résilience structurelle : Les économies diversifiées absorbent mieux les chocs exogènes (ex : crise des matières premières en Algérie dans les années 1990).
- Externalités positives : La diversification stimule l'innovation via les synergies intersectorielles (Porter, 1990).
- Débat théorique : Opposition entre spécialisation (Ricardo, 1817) et diversification (Kaldor, 1967), ce dernier privilégiant une approche holistique du développement.

La diversification est souvent associée à la croissance, elle l'est davantage pour assurer la stabilité, la prospérité, le progrès, le dynamisme ainsi que d'autres vertus liées au développement et l'amélioration de vie des populations.

C'est dire toute la complexité de cette notion dont les définitions varient selon les auteurs et leurs acceptions aussi bien dans leurs dimensions macroéconomiques que micro économique.

## Section 1- Diversification économique

### 1. Définitions

La diversification économique s'impose à de nombreux pays en quête de croissance pour répondre aux enjeux du développement.

En référence à Schuh, Barghouti et coll (1990), Petit et Barghouti (1992), la diversification économique est le processus de transformation structurelle d'une économie qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs d'activités primaires (ressources naturelles, agriculture, etc.) vers les secteurs secondaires (industrie de transformation, manufactures, etc.) et tertiaires (commerce, tourisme, et autres. (Syrquin, 1988)).

Pour autant, ce processus dynamique ne traduit pas forcément la disparition des secteurs primaires mais se caractérise par une réduction somme toute relative de leur contribution dans la création de richesse de l'économie concernée (Benbouziane Mohamed, 2020)

Selon Kamgna (2010), la diversification économique est un moyen pour une économie de réduire sa dépendance excessive à l'égard des secteurs économiques fondés sur l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles.

En élargissant les champs d'activités de l'économie, la diversification économique peut garantir une croissance à long terme du pays, en favorisant la compétitivité et en identifiant des secteurs porteurs à forte valeur ajoutée.

De nombreux arguments plaident en faveur de la diversification des exportations, qui permet de créer une variété de produits (Hesse, 2009).

Pour Kotler et Dubois, la diversification est une stratégie qui consiste à élargir les possibilités d'offre pour se prémunir contre les aléas de la conjoncture économique. Les entreprises peuvent ainsi étendre la gamme de produits pour conquérir une part du marché.

### 1.1. Les dimensions de la diversification :

Les économistes ont développé plusieurs théories et dimensions pour expliquer la diversification économique.

Les auteurs (Robeïstein-Rodan, 1943 ; Penrose, 1959 ; Marris, 1964 ; Leontief ; Clemenson, 1992 ; Bereziret et al, 2002 ; et autres), estiment que la diversification touche les dimensions micro et macro-économiques.

### 1.2. La diversification économique : un facteur clé de développement :

La diversification économique peut être définie comme l'élargissement de la gamme de biens et services produits et exportés, en particulier ceux à forte valeur ajoutée. Cette stratégie constitue un facteur important de transformation structurelle et de croissance économique.

En effet, la diversification représente un changement structurel profond dans la production de biens et services des pays à faible revenu, passant de produits non transformés à des marchandises à haute valeur ajoutée.

Selon plusieurs auteurs, notamment Schuh, Barghouti et Petit, la diversification économique est un processus de transformation structurelle qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs primaires vers les secteurs secondaires et tertiaires. Ce processus dynamique ne signifie pas nécessairement la disparition des secteurs primaires, mais plutôt une réduction relative de leur contribution à la création de richesse de l'économie concernée.

### 1.3. Les différents types de diversification :

Il existe plusieurs formes de diversification, notamment :

- Diversification verticale : élargissement de la gamme de produits fabriqués dans un même secteur pour aboutir à la constitution d'une filière depuis le produit de base jusqu'aux produits incorporant une forte valeur ajoutée.
- Diversification horizontale : émergence d'un nouveau secteur d'activité par la production et le développement de nouveaux produits.
- Diversification latérale : production locale de biens de consommation précédemment importés, ce qui se traduit par une densification du tissu économique avec l'essor de nouveaux secteurs d'activités.
- Diversification concentrique : exportation de produits dans d'autres pays pour sortir du marché traditionnel et attaquer une autre zone avec des facteurs clés de succès différents.

- Diversification financière : limitation des risques courus par l'investisseur en répartissant les fonds entre des titres divers.

Cette forme de diversification, appelée communément diversification du portefeuille international consiste en la réduction du risque pour éviter toute récession éventuelle qui peut surgir à tout moment. ...

Une remarque et non des moindres : ces diverses formes de diversification décrites ci-dessus ont une forte connotation microéconomique dont on peut utiliser leurs applications, lesquelles sont valables dans une perspective macroéconomique en tant que stratégie de développement.

#### 1.4. Les stratégies de diversification économique :

Un des objectifs majeurs de la politique économique est la diversification, pour renforcer sa résilience et faire face à un monde économique qui évolue aujourd'hui sur fonds de menaces et d'incertitudes.

Si certains pays ont choisi dans leur plan de développement, la mise en œuvre d'une stratégie de développement agricole, d'autres ont continué des stratégies destinées à soutenir la modernisation et la diversification de leur industrie pour créer des opportunités de croissance.

Il existe plusieurs stratégies de diversification économique, notamment :

- L'industrialisation par la substitution des importations : c'est une stratégie qui vise à répondre à la demande intérieure en remplaçant les produits de consommation importés par la production locale. Une telle démarche permet l'essor des industries naissantes lorsque le pays élabore une politique industrielle active s'appuyant sur « un protectionnisme ».

Cette application macroéconomique de l'ISI est bien illustrée par Baer dans cette assertion : « Tous les pays qui se sont industrialisés après le Royaume-Uni sont passés par une étape d'industrialisation par substitution des importations où la grande partie de l'investissement dans l'industrie a été dirigée pour remplacer des importations<sup>67</sup>. » (Baer, 1972 : 95-96)

- L'industrialisation par des industries industrialisantes<sup>4</sup> : elle consiste à développer des industries ayant des effets d'entraînement importants sur le reste de l'économie.
- L'industrialisation par la substitution des exportations : remplacer les exportations de produits primaires par des exportations de produits manufacturés.

L'industrialisation par les industries industrialisantes s'inscrit dans la logique de la diversification verticale, qui souscrit aux principes des notions d'effets d'entraînement et de densification des matrices intersectorielles promus par Rosenstein-Rodan et Leontief.

Contrairement à l'ISI, qui ne mise pas nécessairement sur la complémentarité entre les industries naissantes, privilégie la recherche des pôles d'industrialisation ayant des effets d'entraînement importants sur le reste de l'économie. On y retrouve aussi le principe de la complémentarité de la diversification verticale où les outputs d'un secteur deviennent les inputs d'un autre. Cette stratégie a été au cœur du développement de certains pays, à l'exemple de, l'Algérie, l'ex URSS, la Chine qui en ont fait la pierre angulaire de leur stratégie d'industrialisation avec plus ou moins de succès selon les cas.

Dans le cas de l'Algérie, elle s'était basée sur les industries des hydrocarbures (pétrole, gaz naturel), qui ont permis le développement des industries intermédiaires (pétrochimie, sidérurgie, cimenterie, énergie) et des industries de production des biens finis (textile, transport, etc.).

Cependant, comme toutes les autres stratégies, celle-ci a montré ses limites quand les industries lourdes, appartenant généralement à l'État et en situation de monopole, n'ont pas contribué ni à l'innovation, ni à la fabrication des biens de qualité, ni, de façon générale, au dynamisme de l'économie

- L'industrialisation par la substitution des exportations (ISE) :

La troisième dimension de l'industrialisation opérant dans une logique de diversification économique est l'industrialisation par la substitution des exportations (ISE), connue sous le nom de promotion des exportations.

L'ISE consiste à remplacer les exportations des produits primaires, faiblement transformés (produits de base, matières premières) par les exportations des produits non traditionnels (produits manufacturés, produits semi-manufactures, produits primaires élaborés).

---

<sup>4</sup> La seconde dimension de la stratégie d'industrialisation est celle de l'industrialisation par des industries industrialisantes

La paternité de cette stratégie est attribuée à l'économiste français Destanne de Bernis qui a défini « l'industrie

Industrialisante » comme celle : Baer, Werner (1972), « Substitution d'importation et industrialisation en Amérique latine : Expériences et interprétations », Revue latino-américaine vol. de recherche. 7 (ressort), pp. 95-122.

Autrement dit, il s'agit d'inciter les branches manufacturières à exporter leur production dans le but d'augmenter les revenus d'exportations du pays et, partant, pour parvenir à une croissance rapide susceptible de rehausser le niveau de vie de la population, outre l'élargissement du marché intérieur.

Cette stratégie repose sur certains avantages comparatifs dont dispose chaque pays, à savoir les facteurs de production (main-d'œuvre bon marché et qualifiée, disponibilité des ressources naturelles, énergie.).

Dans tous les cas de figure l'Etat peut jouer un rôle pro-actif sinon de facilitateur dans la mise en œuvre de cette stratégie.

Cela ne suffit pas à valider une idée embourbée dans la controverse depuis longtemps. Nombre d'économistes estiment que l'intervention de l'Etat est un facteur indispensable à la transformation structurelle

Toutes les données historiques prouvent que les gouvernements des pays développés ont eux aussi adopté des mesures destinées à soutenir la modernisation et la diversification de leurs industries même s'ils ne présentent pas les dispositions sur l'affectation officielle de « politique industrielle » et ce, à travers (attribution de contrats de défense, passation de grands marchés publics, soutien à la recherche fondamentale...)

Les entreprises financées par l'Etat ne peuvent pas résister face à des marchés ouverts et concurrentiels. Leur survie dépend des mesures protectionnistes lourdes, l'aide de subventions, à travers des mécanismes divers, tels que l'application des tarifs douaniers élevés, le contingentement et le crédit subventionné, selon le principe de la nouvelle économie structurelle (NES)<sup>5</sup>

L'Etat a toujours joué un rôle de premier plan dans la facilitation, la modernisation et la diversification industrielle dans les pays développés, lesquels pays ont réussi leur développement grâce à mise en place de ces instruments de protection de l'économie. Une protection aujourd'hui affichée, comme riposte aux menaces auxquels ils sont exposés. Ces mesures visant à préserver un certain nombre de filières vulnérables vont jusqu'au boycott, selon l'expression consacrée face à une guerre commerciale.

L'industrialisation par substitution des exportations : est l'une des stratégies dont l'application intègre plusieurs typologies de la diversification.

Premièrement, la diversification verticale est mise en valeur par la migration des exportations des produits de base vers des produits manufacturés.

---

<sup>5</sup> Justin Yifu Lin (2013).NES. « La politique industrielle revisitée : une nouvelle perspective économique ».Revue d'économie page7.

Deuxièmement, la transformation des produits de base non élaborés en produits élaborés est en conformité avec les principes de la diversification horizontale.

- Diversification géographique<sup>6</sup> : l'exportation des produits manufacturés vers d'autres pays.
- Diversification financière : la réduction des risques du pays aux effets néfastes des chocs commerciaux externes par l'exportation de plusieurs types de produits s'inscrit dans la logique de la diversification financière.

L'ISE a été adoptée dans plusieurs pays, mais elle a connu un réel succès dans certains d'entre eux, comme la Corée du Sud et la Malaisie.

Dans le cas du Chili, c'est l'avantage de l'environnement agroécologique qui a permis au pays d'exporter les produits comme le vin, le saumon, les fruits ou les produits forestiers (Agosin et Bravo-Ortega,

Cette dimension de la stratégie de l'industrialisation a l'avantage de contribuer à réduire la vulnérabilité économique des pays en développement tributaires des produits de base et à accroître la valeur ajoutée créée et conservée dans le pays, ce qui, à long terme, stimule l'économie nationale <sup>7</sup>

Ainsi, l'on peut avancer sans risque de se tromper que les stratégies et expériences de divers pays par l'agriculture et l'industrialisation ont intégré de façon générale les principes qui sous-tendaient les typologies de ce phénomène.

Nous allons aborder les théories fondatrices de la diversification pour mieux cerner ce paradigme

#### 1.5. Les théories fondatrices de la diversification économique

Il existe trois théories fondatrices de la diversification économique :

- La théorie de la croissance endogène : explique les sources de la croissance économique par l'investissement dans le capital humain, les infrastructures et la recherche-développement.
- La théorie moderne du portefeuille : repose sur le concept de diversification pour réduire les risques et atteindre une meilleure performance.

<sup>6</sup> PATERNE NDJAMBOU .(2013) THESE DOCTORAT DIVERSIFICATION ECONOMIQUE TERRITORIALE :ENJEUX,DETERMINANTS ,STRATIGIE,modalites,CONDITIONS ET PRESPECTIVES. Page120.

<sup>7</sup> Rapport (CNUCED).2003.L'impact très inégal du ralentissement de économique mondiale sur le monde en développement .TAD/NEW YORK ETATS -UNIS.

- La théorie de l'échange intra-branche : intègre la diversification dans les échanges internationaux et permet de mieux étudier les échanges internationaux dans le contexte de la mondialisation.

Ces théories de la croissance endogène s'inscrivent dans la lignée des travaux de Schumpeter et de Solow, qui ont tenté d'expliquer les sources de la croissance.

Elles ont vu le jour notamment avec les travaux d'économistes comme.<sup>8</sup>

En conclusion, la diversification économique est un levier important pour le développement économique.

Les différentes formes et stratégies de diversification peuvent être utilisées pour promouvoir la croissance économique et réduire les risques.

Les théories fondatrices de la diversification économique fournissent un cadre pour comprendre les mécanismes de la diversification et son impact sur l'économie.

#### 1.6. Evolution de la diversification économique :

L'idée de diversification économique remonte aux années 1930, lors de la crise économique mondiale, un phénomène connu sous le vocable de "grande dépression". Cette dernière est à l'origine du krach boursier qui s'est propagée à l'économie réelle.

Les travaux de McLaughlin (1930) sur les villes américaines ont été parmi les premiers à aborder ce sujet.

Plus tard, des économistes tels que Rosenstein-Rodan et Leontief ont pris le relais en mettant en avant les notions d'effets d'entraînement et de densification des matrices intersectorielles

Depuis, de nombreuses études ont montré l'importance de la diversification pour les pays en développement, notamment pour maîtriser les fluctuations des cours des matières premières

Selon Kuznets et Rostow, la transformation structurelle et la diversification sont des conditions nécessaires pour atteindre la croissance économique<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> Alain Beitone ET Christophe Rodrigues.(2013) .chapitre4 . Croissance et fluctuations depuis le xix<sup>e</sup> siècle.page (161-174).

<sup>9</sup> Pr BENBOUZIENE Mohammed. MESBAHI Fatima Zohra (2017)[Revue d'ECONOMIE et de MANAGEMENT](#). Stratégie De Diversification De L'économie Algérienne. Pages 30-53.

Ces idées ont influencé les politiques économiques et industrielles de nombreux pays

10

La diversification a été un paradigme dominant dans la réflexion sur la croissance et le développement depuis les années 1940 jusqu'à la fin des années <sup>11</sup>Cependant, certains pays en développement ont échoué dans leur stratégie de diversification en raison d'un manque d'adaptation et d'une mauvaise orientation de leur développement). C'est le cas de l'Algérie, qui a adopté des stratégies axées sur la spécialisation en raison de sa structure économique et de sa dépendance aux hydrocarbures.

Les solutions alternatives adoptées n'ont pas donné les résultats escomptés. Il existe différents types de diversification, tels que ceux décrits par Ansoff (1957), qui peuvent être utilisés par les pouvoirs publics pour assurer une croissance économique.

La diversification est une notion qui répond à une approche articulée avec des facteurs structurels permettant à une entreprise de prendre de l'expansion."

- Section 2 : les sources de la croissance :

Les théories de la croissance endogène vont connaître leur essor grâce aux travaux portant sur « la concurrence imparfaite » qu'on retrouve dans les nouvelles théories du commerce international. Ces travaux ont été une occasion de plus pour les économistes d'expliquer les facteurs de la croissance économique.

Le progrès technique (innovation) n'est plus un phénomène exogène, extérieur à l'économie, mais bel et bien le résultat des choix des agents économiques et une conséquence des activités de recherche et développement (R&D).

En d'autres termes, le progrès technique serait à la fois à l'origine et le résultat de la croissance. Cette hypothèse de base donnera lieu au développement de trois modèles dominants dans les théories de la croissance endogène.

Le premier modèle de la croissance endogène est celui de Lucas (1988), qui prône l'investissement dans le capital humain en raison des écarts de croissance entre pays et pourrait s'expliquer par les dotations dans la qualité du capital humain.

---

<sup>10</sup> Berthélemy (J.C.) et Chauvin (S.) [2000], "Structural Changes in Asia and Growth Prospects after Crisis", Document de travail du CEPII, n° 00-09.

<sup>11</sup> Sana Ben Abdallah Dhafer Saïdane.(2023). L'environnement juridique affecte-t-il la relation RSE-stabilité financière . Revue d'économie financière.page (289-300).

Dans ce contexte, un capital humain bien formé avec des compétences et connaissances acquises permet de faire apparaître l'innovation et de la diffuser.

Le second est celui de Barro (1990), qui considère l'importance d'investir dans le capital public (infrastructures, santé, éducation) pour avoir des externalités positives favorables pour une croissance de long terme.

Enfin, le troisième modèle est celui de Romer (1986, 1990), dont les fondements de la croissance reposent, d'une part, sur le capital physique et ses externalités liées somme toutes à la complémentarité et à la diffusion des connaissances et, d'autre part, au progrès technique et la technologie qui trouvent leur définition dans l'innovation et la recherche-développement (R&D).

Ces trois modèles de la théorie de la croissance endogène reconnaissent l'intervention de l'Etat dans l'investissement de la R&D, dans la fourniture des biens publics (infrastructures), dans la régularisation du marché, le tout évolue dans un contexte de concurrence imparfaite.

En cherchant les sources fondamentales de la croissance à long terme, ces modèles en général et celui de Romer (1986, 1990) en particulier, ont intégré la diversification comme l'un des facteurs de la croissance économique dans son ensemble.

Les externalités technologiques engendrées par la diffusion de l'innovation entre les entreprises novatrices, les laboratoires publics (incubateurs) et les universités permettent la création de nouveaux produits intermédiaires, de nouveaux procédés de fabrication et de produits finaux nouveaux ou améliorés. La prolifération de produits diversifiés à la fois intermédiaires et finaux induite par la R&D se traduit par une plus grande diversification économique (accroissement des biens qu'une économie sait produire grâce à l'émergence d'un plus grand nombre de secteurs industriels).

fournit un argument supplémentaire selon lequel la diversification des intrants (biens intermédiaires) dans la production peut être bénéfique pour la croissance.<sup>12</sup>

En adaptant cette argumentation à la diversification de la production, Feenstra et coll. (1999) sont arrivés aux mêmes conclusions.

Plusieurs études empiriques (Berthélemy et Chauvin, 2000 ; Berthélemy et Söderling, 2001 ; Al-Marhubi, 2000, De Ferranti et coll., 2002) ont démontré par des méthodologies différentes qu'un pays dont l'économie est diversifiée est moins sensible aux aléas conjoncturels, et ce, à condition que ces aléas qui touchent les différents secteurs ne soient pas positivement bien corrélés.

---

<sup>12</sup> Mankiw, N., D. Romer and D. Weil. 1992. « A Contribution to the Empiriques of Economic Growth », Quaterly Journal of Economics, vol. 107, 407-437, P417.

La théorie moderne de portefeuille est une approche avancée grâce à des travaux réalisés dans les années 50 par Harry Markowitz, prix Nobel d'économie en 1990 avec Merton Miller et William Sharpe pour les fondements de base sur lesquels les investisseurs institutionnels contemporains construisent leurs portefeuilles.

La finance moderne est donc l'un des outils utilisés par les investisseurs (gouvernements, dirigeants d'entreprises, actionnaires, banquiers, courtiers en bourse) pour prendre des décisions dans un contexte de mondialisation financière et numérique caractérisée par une prédominance de l'économie financière et bancaire.

La théorie moderne du portefeuille repose sur le concept de la diversification, qui postule qu'un groupe d'actifs financiers (actions, obligations, bons du Trésor, etc.) correctement choisi peut atteindre une meilleure performance avec un risque moindre qu'un actif financier isolé.

appuie son raisonnement sur le principe de l'aversion du risque.

La diversification des actifs financiers réduit le risque dans le sens où la volatilité d'un portefeuille diversifié est moindre que la moyenne des volatilités de ces composantes.<sup>13</sup>

Tout autant que la théorie moderne du portefeuille trouve son application directe dans la diversification financière, la diversification des exportations, est aussi ancrée dans la nouvelle théorie du commerce international de l'échange intra-branche.

Nous ne pouvons parler de théories du commerce international sans penser à la spécialisation internationale promue par les théories classiques des avantages absolus d'Adam Smith (1776), des avantages comparatifs de David Ricardo (1817) et de la loi des proportions des facteurs des théories néoclassiques d'Heckscher (1919), d'Ohlin (1933) et de Samuelson (1941, 1948 et 1949).

- Section 3- La théorie de l'échange intra-branche :

### 3-1 La théorie de l'échange intra-branche intègre deux dimensions :

Les travaux de Linder (1961) avec « l'approche de la demande représentative » qui ont constitué les fondements de la théorie de l'échange intra-branche, mérite qu'on s'y attarde.

Selon cet auteur, la proximité des pays en matière de niveau de développement permet un échange croisé des produits similaires dans le sens où la demande intérieure

<sup>13</sup> I. Harry M. Markowitz –(2019). Livre. Les fondations de la théorie moderne du portefeuille Editions. Caen. Page698.

stimule la production locale, laquelle permet la réalisation des économies d'échelle et un perfectionnement du savoir-faire {Learning by doing}.

La réalisation des économies d'échelle incite les producteurs locaux à rechercher des débouchés sur des marchés extérieurs où la demande pour ce type de produit existe déjà. Dans ce cas de figure, ce ne sont plus les facteurs de production (travail, capital, etc.) qui déterminent le commerce international, mais la demande du produit parce que le marché extérieur n'est que le prolongement du marché intérieur.

Lassudrie-Duchêne et Mucchielli (1979) ont démontré que les « pays intermédiaires », fabricant des produits technologiquement avancés, intensifs en capital technique et en savoir-faire humain, ont des avantages comparatifs par rapport aux pays en développement et un désavantage comparatif par rapport aux pays développés. Lassudrie-Duchêne (1982), en droite ligne des nouvelles théories du commerce international a élaboré le concept de décomposition internationale des processus productifs (DIPP). La décomposition internationale des processus productifs est à l'origine de la diversification horizontale dans une même industrie à cause des importations et exportations des biens intermédiaires. La DIPP permettrait ainsi aux pays intégrés au commerce international de combler leurs handicaps dans la filière de production par l'échange intra-branche des composants pour lesquels ils sont moins compétitifs, ce qui se Economies et Sociétés.

Traduit par une diversification de la structure industrielle avec la création d'une nouvelle industrie compétitive.

Celle-ci est facilitée par la fragmentation de la chaîne de valeur et les délocalisations industrielles opérées par les firmes multinationales.

La congruence entre la diversification et le développement international des échanges intra-branches s'observe par une plus grande diversité potentielle des exportations, comme en témoignent l'industrie aéronautique avec le programme Airbus en France (Lassudrie-Duchêne, Berthélemy et Bonnefoy, 1986) et l'exemple du commerce d'assemblage de la Chine, qui lui a permis d'exporter de plus en plus de produits manufacturés à l'étranger <sup>14</sup>

Les nouvelles approches du commerce international se démarquent clairement des théories classiques et néoclassiques, tout en s'appuyant sur les fondements de ces dernières.

En abandonnant les hypothèses de concurrence pure et parfaite et de facteurs de production homogènes, ces nouvelles approches adoptent une perspective de

---

<sup>14</sup> Patrick Artus Françoise Lemoine(2004). Le devenir financier de la Chine. Revue d'économie financière.page(111-114).

concurrence imparfaite, plus réaliste et plus pertinente pour analyser les échanges internationaux dans le contexte de la mondialisation.

Les avancées théoriques de l'échange intra-branche contribuent ainsi à intégrer la diversification dans les théories de la croissance endogène.

Il est important de noter que les théories de la croissance endogène s'inscrivent dans la lignée des travaux pionniers de Schumpeter (1942) et de Solow (1956), qui ont cherché à expliquer les sources de la croissance économique. Ces théories ont été développées par des économistes tels que Romer (1986), Lucas (1988), Barro (1990), Barro et Sala-i-Martin (1995, 2003) et Grossman et Helpman (1991), qui ont apporté des contributions significatives à notre compréhension de la croissance économique.

Les théories de la croissance endogène ont permis de mieux comprendre les mécanismes qui sous-tendent la croissance économique. En effet, ces théories mettent en évidence l'importance de facteurs tels que l'innovation, la recherche et développement, l'éducation et la formation, ainsi que les institutions et les politiques publiques, dans la détermination de la croissance économique. Les économistes ont ainsi pu identifier les principaux moteurs de la croissance et proposer des politiques pour la stimuler.

Les implications de ces théories sont pertinentes tant pour les décideurs que les gestionnaires. En effet, les gouvernements peuvent mettre en place des politiques pour encourager l'innovation et la recherche, telles que des incitations fiscales ou des investissements dans l'éducation et la formation. Les entreprises, quant à elles, peuvent investir dans la recherche et développement pour améliorer leur compétitivité et stimuler leur croissance.

Les théories de la croissance endogène offrent ainsi un cadre pour comprendre les facteurs qui déterminent la croissance économique et pour élaborer des stratégies afin de la promouvoir.

### Conclusion :

Il existe plusieurs approches de développement dans l'analyse économique du développement.

Une analyse approfondie de ces approches (pôles de croissance, développement endogène, milieux innovateurs, permet de conclure que la diversification économique est plus valorisée que la spécialisation économique.

Ayant généralement tendance à concentrer spatialement l'activité économique, le pôle de croissance peut avoir des effets d'entraînement qui se traduisent par une densification du tissu économique local et régional, si et seulement si, il est

judicieusement articulé. Les expériences réussies de développement endogène sont caractérisées par un tissu économique multisectoriel et hétéroclite.

De même, la diversification est l'un des traits descriptifs d'un milieu innovateur où celle-ci est induite et amplifiée par la dialectique coopération-concurrence entre les acteurs du milieu. La diversification est en fin de compte un levier du développement.

La revue de la littérature nous a permis de voir notamment ses dimensions macroéconomiques de même que ses typologies (verticale, horizontale, financière), ses stratégies de développement (industrialisation par substitution des importations, industrialisation par substitution des exportations et industries industrialisantes) et ses théories fondatrices (théorie moderne du portefeuille, théorie du commerce intra-branche et théorie de la croissance endogène).

La deuxième section dévoile le cœur de notre modèle conceptuel, où les hypothèses de recherche prennent forme après une sélection rigoureuse des déterminants clés de la diversification économique, validés par la littérature empirique.

La troisième section est dédiée à la présentation de notre approche méthodologique, un ensemble de outils et de techniques qui nous permettront de tester nos hypothèses et de faire émerger les résultats.

---

## CHAPITRE II :

### Les évidences empiriques

---

Introduction :

La première section présente une synthèse ciblée des recherches empiriques pertinentes sur la diversification économique comme facteur de développement.

Cette revue sera organisée en sous-sections, la première focalisera sur les études réalisées dans différents pays, riches ou pauvres en ressources naturelles, tout en offrant un panorama des expériences et des enseignements tirés.

La deuxième sous-section sera consacrée aux études empiriques ayant étudié globalement la situation africaine.

La troisième et dernière sous-section s'occupera de donner une définition empirique de la diversification économique ainsi que l'indicateur de mesure retenu dans le cadre de cette recherche.

## 1. Revue de la littérature empirique sur la diversification économique :

La littérature souligne que les économies diversifiées offrent certains avantages, dont une hausse des échanges commerciaux, une plus grande productivité de capital et de travail, une meilleure intégration économique régionale et un moyen pour affronter les impacts des chocs externes.

Ces bénéfices combinés à une gestion publique saine et efficace peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté et partant à la promotion d'un développement humain et social <sup>15</sup>

Les recherches montrent que les économies diversifiées ont tendance à enregistrer des résultats économiques plus solides à long terme (Hesse, 2008 ; Lederman et Maloney, 2007).

La transition d'une économie spécialisée à une économie diversifiée est souvent complexe et semée d'obstacles. Les études existantes sur le sujet sont souvent hétérogènes en termes d'expériences et de méthodologies, ce qui rend difficile leur comparaison et leur généralisation. Cependant, ces recherches mettent en évidence plusieurs facteurs clés qui contribuent au succès des stratégies de diversification économique.

---

<sup>15</sup> Rapport OCDE.(2010). Perspectives du développement mondial : Le basculement de La richesse. Paris. France.page183.

Les travaux de Gylfason (2005) sont particulièrement éclairants à bien des égards et à des égards bien fondés.

Ainsi, il a élaboré un modèle économétrique pour analyser les déterminants de la croissance économique dans les économies de rente, riches en ressources naturelles, en synthétisant les résultats de recherches antérieure.

Dans ce modèle, il tente de comprendre, d'une part, les relations entre la diversification économique et la croissance et, d'autre part, les relations entre les autres déterminants de la croissance et la diversification.

Testant son modèle avec les données d'un échantillon composé de 85 pays pour la période de 1965-1998, il est arrivé à la conclusion que « tout ce qui est bon pour la croissance économique encourage la diversification économique ».

Selon lui, l'investissement public dans des secteurs autres que les industries extractives, comme l'infrastructure, l'éducation et la formation, est un déterminant de la diversification.

L'Inde et l'Irlande sont de bons exemples de l'effet de l'investissement public dans l'éducation et la formation sur la transformation de la structure productive.

Selon cette étude, l'ouverture commerciale et l'investissement direct étranger constituent également des facteurs clés de la diversification économique.

L'expérience chinoise est particulièrement illustrative puisque les investissements étrangers directs ont joué un rôle déterminant dans la croissance rapide du pays, qui affiche l'un des taux de croissance les plus élevés depuis son intégration dans l'économie mondiale

Rodrik (2003) a expliqué rigoureusement les facteurs qui influencent la croissance économique en faisant la distinction entre les déterminants « immédiats et les politiques de croissance et de leur interdépendance. La production totale d'une économie est fonction de ses dotations factorielles-Travail-Capital physique, capital humain et sa productivité avec laquelle ses dotations sont déployés pour produire des flux de biens et services (PIB). Cette relation peut être exprimé sous forme d'une fonction de production.

Le taux de croissance du PIB/habitant peut être exprimé par trois facteurs : l'accumulation du capital physique, l'accumulation du capital humain et la croissance de la productivité. Rodrick (2003) soutient que l'accumulation du capital humain et la croissance de la productivité sont endogènes. <sup>16</sup>

---

<sup>16</sup> Kamgna, Y. S. (2007). Diversification économique en Afrique centrale : Etas des lieux et enseignements . Paper N°9602, Banque des Etats de l'Afrique centrale

Enfin, la qualité institutionnelle (la gouvernance), renforce la diversification économique ; c'est le cas de la Norvège qui est citée en exemple <sup>17</sup>

La constitution du capital humain et la qualité des institutions comme facteurs de la diversification dans les pays riches en ressources naturelles ont été étudiées également par d'autres chercheurs comme<sup>18</sup>, qui considèrent que l'accumulation de capital humain a joué un rôle essentiel dans la diversification et la croissance économique de certains pays asiatiques.

Lederman et Maloney (2007) abondent dans le même sens en citant l'Australie, le Canada et de la Norvège, qui ont su tirer profit de leurs ressources naturelles pour se développer grâce au capital humain.

Alors que Maier et Wood (1998) avaient déjà démontré que les pays qui n'arrivaient pas à investir beaucoup dans leur capital humain ont éprouvé des difficultés à s'affranchir de leur dépendance aux produits primaires et à passer à des produits complexes, du Chili dans la diversification de ses exportations avec des produits sophistiqués à partir des ressources naturelles tient à l'investissement public du gouvernement dans le capital humain de haut niveau en finançant des bourses d'études à l'étranger et en instituant un fonds pour la compétitivité et l'innovation pour construire des pôles d'excellence opérationnels <sup>19</sup>

Acemoglu, Johnson et Robinson (2003) démontrent à l'aide de l'expérience du Botswana l'importance de la qualité des institutions aussi bien pour la croissance à long terme que pour la diversification des économies riches en ressources naturelles.

Selon le FMI, les institutions jouent un rôle déterminant dans la prospérité des nations, en conditionnant leur développement économique. En effet, une structure institutionnelle efficace permet de corriger les distorsions et les défaillances du marché, créant ainsi un environnement propice à la croissance.

Les travaux de Coxhead (2007) corroborent cette thèse, en mettant en évidence cinq pays (Malaisie, Thaïlande, Chine, Indonésie et Sri Lanka) qui, malgré leur richesse en ressources naturelles, ont enregistré une croissance soutenue à long terme.

Une analyse plus approfondie révèle que ces pays partagent un dénominateur commun : certains ont réussi à diversifier leur économie en faveur de la production

---

<sup>17</sup> Gylfason, T. (2005). Institutions, Human Capital, and Diversification of Rentier Economies. Working Paper Series, Institute of Economic Studies.

<sup>19</sup> Elizabeth F. Neufeld(2015). Database and Comprehensive Analysis of Published and Novel Variants. *revus human mutation*.page1021.

manufacturière, tandis que d'autres ont valorisé leurs ressources naturelles en produisant des biens sophistiqués.

L'exemple de la Malaisie illustre parfaitement ce phénomène, puisque l'étude de Coxhead souligne l'impact positif de l'investissement public dans les technologies et les infrastructures, ainsi que d'un régime d'ouverture commerciale bien conçu, sur la diversification économique.

Dans le cas de l'Indonésie, en plus d'une priorité des investissements publics dans les infrastructures en campagne, le gouvernement a mené une « politique prudente » de gestion des dépenses publiques (limitation des dépenses publiques dans un cycle d'expansion et d'accumulation des réserves et des excédents budgétaires), une politique préventive du taux de change (stabiliser le taux de change réel durant les phases de prospérité et dévaluer durant les phases de ralentissement économique) et une politique de libéralisation des investissements directs étrangers dans les secteurs exportateurs.

En ce qui concerne la diversification des exportations, Harding et Javorcik (2007) ont mené une étude empirique pour vérifier les conclusions de Berthélemy et Söderling (2001) et Feenstra et al. (1999), qui affirmaient que l'Afrique ne pouvait pas tirer profit du commerce international en raison de sa structure productive peu diversifiée.

Ce constat a suscité l'intérêt d'autres chercheurs pour étudier la problématique de la diversification économique en Afrique.

Ainsi, certaines études ont analysé la situation panafricaine en général, tandis que d'autres ont examiné la situation continentale, régionale et nationale, mettant en évidence quelques exemples de réussite sur le continent africain.

Une étude exhaustive sur les enjeux de la diversification économique en Afrique a été réalisée en 2006 par les chercheurs du Centre africain de politique commerciale (ACPC) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

Cette étude, dont les résultats ont été repris, du reste, dans le Rapport économique pour l'Afrique (2007) a permis, d'une part, de dégager la tendance de diversification du continent et, d'autre part, de répertorier les déterminants de la diversification en Afrique.

Toujours sur le plan continental, les résultats montrent que les économies africaines, en plus d'être caractérisées par un très faible niveau de diversification, ont des indicateurs de la diversification très instables. Cette affirmation est bien illustrée dans cette assertion :

« Les économies africaines présentent un faible degré de diversification et dans l'ensemble, les évaluations indiquent que la diversification des exportations a très peu évolué au cours de ces 25 dernières années. [...]Les résultats en matière de diversification sont volatiles et fragiles »<sup>20</sup>.

---

<sup>20</sup>Rapport économique sur l'Afrique 2007: Accélérer le développement de l'Afrique par la diversification.

Une étude réalisée par Ben Hammouda, Oulmane et Sadni Jallab (2009) en Afrique du Nord pour la période 1980-2002 conclut quant à l'importance des politiques publiques (industrielle et budgétaire) dans le processus de diversification sectorielle des économies de cette zone.

Les résultats de Ben Hammouda et coll. (2006) montrent, à l'échelle continentale, que le processus de diversification est fortement influencé par l'investissement, la croissance du revenu, une politique commerciale optimale, une politique macroéconomique stabilisant le taux de change et l'inflation, une politique budgétaire ambitieuse, une bonne gouvernance et l'absence de conflits.

Une économie ne peut prétendre se diversifier que si une part suffisante du revenu national est investie pour la création du capital dans le pays même. Si la totalité des investissements privés et publics est indispensable pour le processus de diversification, cela dépend de la coordination des stratégies entre le gouvernement et le secteur privé.

Lorsque le revenu par habitant augmente, les économies africaines ont tendance à progresser en matière de diversification, mais pour que ce processus soit durable, il importe que ces économies maintiennent des taux élevés et stables de croissance économique.

Les résultats de cette étude semblent indiquer qu'au lieu d'encourager le processus de diversification, l'ouverture commerciale aurait tendance à stimuler la spécialisation. D'où une politique commerciale optimale qui consisterait à ouvrir progressivement le pays au commerce extérieur si le gouvernement veut diversifier son économie, et à le faire rapidement s'il veut la spécialiser.

Comme indicateurs de la stabilité macroéconomique, l'inflation et les taux de change effectifs réels semblent être des déterminants essentiels du processus de diversification/concentration en Afrique.

L'équilibre budgétaire, un aspect de la politique budgétaire, favoriserait le maintien et le renforcement des efforts en matière de diversification.

L'amélioration de la gouvernance est un facteur qui contribue à développer une base d'exportation diversifiée d'un pays. Cette interaction de l'investissement avec d'autres facteurs, tel le revenu par habitant et les investissements, concourent à son influence sur la diversification <sup>21</sup>L'action gouvernementale n'est pas en reste et joue un rôle important dans la diversification de l'économie. C'est le cas de l'Afrique du Sud qui a donné son appui aux nouveaux secteurs dans le secteur mécanique (automobile).

---

<sup>21</sup> Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2006a. Perspectives économiques. Paris:OCDE.

Dans le cas de la Tunisie, le gouvernement a aidé l'industrie agroalimentaire à satisfaire aux exigences de l'Union européenne en matière d'importations agricoles pour tirer profit de l'accord de libre-échange signé en 1995.

Dans ces trois pays, les partenariats public-privé se sont avérés très utiles pour le développement de l'infrastructure et l'amélioration du climat.

L'investissement dans l'infrastructure de transport, la logistique, routes, ports et aéroport, chemins de fer, est un facteur clé de la diversification économique dans tous les pays étudiés. Les ressources financières combinées à une saine gestion du gouvernement dans les pays riches en ressources naturelles jouent un rôle important dans la diversification économique.

L'intégration régionale est également un déterminant de la diversification économique dans tous les cas étudiés, dans le sens où non seulement elle facilite l'échange des biens et services entre les pays membres des différentes communautés économiques, mais elle permet également aux pays à faible densité de population d'accéder à un plus grand marché de consommateurs.

Nous allons voir si ces déterminants existent en Algérie où son économie est caractérisée par une dynamique de diversification dans les secteurs pétrolier, minier et agricole.

En effet, la structure des exportations a changé durant la période de l'étude, et ce, malgré une forte croissance de la valeur globale de ces exportations dans le PIB (de 23,6 % en moyenne de 1987 à 1993 ; de 36,1 % de 1994 à 2000 et de 44,8 % de 2001 à 2006). Ce résultat corrobore celui obtenu par dans l'analyse de l'économie Algérienne.<sup>22</sup>

La deuxième section présente le modèle conceptuel et les hypothèses de recherche après avoir retenu quelques déterminants de la diversification économique parmi ceux empiriquement validés dans la littérature empirique mobilisée. La troisième section est consacrée à la présentation du cadre méthodologique de la recherche, qui est l'ensemble des instruments requis pour nous aider à confirmer ou à infirmer les hypothèses de recherche.

## 2. Les évidences empiriques sur la diversification économique :

La première section de notre étude propose un aperçu des recherches empiriques clés sur la diversification économique en tant que levier de développement.

---

<sup>22</sup> Ben Hammouda (H.), Karingi (S.N.), Njuguna (A.) et Sadni-Jallab (M.) [2006], " La diversification, vers un nouveau paradigme pour le développement de l'Afrique", Document de travail ATPC, Commission Economique pour l'Afrique, Nations Unies.

Cette revue de littérature sera structurée en trois parties. Tout d'abord, nous examinerons les études menées à l'échelle mondiale, en comparant les expériences de pays riches en ressources naturelles et ceux qui en sont dépourvus.

Ensuite, nous nous concentrerons sur les recherches empiriques qui ont analysé la situation spécifique de l'Afrique dans son ensemble. Enfin, nous définirons le concept de diversification économique et présenterons l'indicateur de mesure que nous utiliserons dans le cadre de cette recherche.

Dans le cadre de notre étude, nous nous sommes concentrés sur la diversification économique et la croissance économique en Algérie, en nous limitant à la dimension macroéconomique.

Nous avons défini la diversification économique comme le processus de densification du tissu économique algérien, qui se traduit par la création de nouvelles branches d'activités ou l'expansion de branches existantes à long terme.

Cette densification peut se faire par la création de valeur ajoutée à travers la transformation de produits de base, ce qui génère de la valeur ajoutée dans la branche d'activité et contribue au produit intérieur brut global.

La création d'emplois dépend alors de la technologie utilisée dans l'industrie. Nous distinguons deux types de diversification : la diversification de la production, qui consiste à produire une variété de biens et services pour la consommation locale ou l'exportation, et la diversification des exportations

Ce processus aide le tissu économique à mieux résister aux chocs économiques contre les risques éventuels et les effets induits de la baisse de la demande.

C'est dire que l'une des caractéristiques de la diversification de la production est la diversité des filières agricole, industrielle et des services.

La diversification des exportations, quant à elle, se définit comme la gamme des produits exportés à l'étranger dans le cadre de ses échanges internationaux avec ses partenaires commerciaux. Outre, les exportations traditionnelles, le pays exporte désormais des nouveaux produits grâce à la transformation de la structure productive de son tissu Économique.

La diversification des exportations suppose également une diversification des partenaires commerciaux et des marchés d'exportation.

Klinger et Lederman (2006) et Cabellero et Cowan (2006) ont montré que la structure d'exportation des pays suit la même tendance de développement que celle de leur production nationale.

- Les différentes mesures de la diversification empiriques :

La diversification peut être mesurée de plusieurs façons selon l'objectif de l'étude, la définition, le type et la dimension (Clarke, 1993). Il ressort de la revue de la littérature sur les indicateurs de mesure de la diversification/concentration économique qu'il existe un spectre assez large des mesures, allant du plus simple au plus élaboré.

Il existe plusieurs indices pour mesurer la diversification/concentration économique. Les plus usités pour mesurer la diversification/concentration industrielle de la production et des exportations sont : l'indice d'Ogive<sup>23</sup>, l'indice d'Entropie, l'indice de Herfindahl<sup>24</sup>, l'indice de Hirschman, l'indice agrégatif de spécialisation et l'indice de Gini.

Après avoir examiné les différents indicateurs de mesure de la diversification et de la concentration de la production et des exportations, nous avons retenu l'indice de Herfindahl-Hirschman normalisé pour évaluer la diversification économique en Algérie.

Cet indice, qui mesure le degré de diversification ou de concentration des exportations d'un pays, est calculé en additionnant les carrés des pourcentages de chaque produit exporté dans les exportations totales.

Les valeurs de cet indice varient entre 0 et 1, où 0 indique une diversification élevée des exportations et 1 une concentration élevée sur quelques produits.

### 3. Déterminants de la diversification économique à valider :

Pour cette recherche et à partir de la littérature empirique mise en avant, nous avons retenu trois déterminants de la diversification économique validés empiriquement.

Ces trois déterminants sont : le capital humain, la formation brute du capital fixe (investissement public, ouverture commerciale et l'indice HHI).

---

<sup>23</sup> L'indice d'Ogive (OGV) a été utilisé pour la première fois par Tress (1938) pour mesurer la diversification industrielle. Depuis lors, il est considéré par Attaran et Zwick (1987) comme l'un des indices de diversification industrielle les plus couramment utilisés. L'indice d'Entropie est une mesure dont l'application touche plusieurs domaines d'études parmi lesquels on remarque la biologie, la psychologie, la communication, les sciences de la gestion, l'économie et même les sciences régionales. En sciences régionales, il a été utilisé comme mesure de la diversité économique régionale par Kort (1981), Smith et Gibson (1988), Délier et Chicoine (1989), et ses applications à la statistique sont apparues à la fin des années soixante et soixante-dix selon Frenken (2003).

<sup>24</sup> Le plus usité pour mesurer la diversification/concentration industrielle est l'indice de Herfindahl, utilisé comme mesure de la diversification/concentration des exportations dans des études récentes (Gutierrez de Pineros et Ferrantino, 1997 ; Imbs et Wacziarg, 2003 ; Feensta et coll., 2005 ; Lederman et Maloney, 2007 ; Hesse, 2008).

Dans les prochains paragraphes, nous passerons en revue chacun de ces déterminants.

La théorie moderne de la croissance indique les possibilités de la croissance de l'économie passe par l'argumentation des connaissances en investissant dans le capital humain. En ce qui concerne l'Algérie qui a connu des programmes de réformes, de relance et de développement a commencé a donné plus d'importance au capital humain.

Le but est de savoir si le capital constitue une variable déterminante de la croissance pour la période allant de 1995-2022

L'étude empirique relève que le taux de croissance économique en Algérie dépend de plusieurs facteurs macroéconomiques dont la variable du capital humain et la variable du capitale fixe.

Les questions de développement ne sont pas récentes, elles remontent depuis le début du siècle dernier, coïncidant avec la guerre mondiale, elles reposent certes sur des ressources matérielles également sur le capital humain et le progrès technique.

L'Algérie, à l'instar d'autres pays, a adopté une série de réformes visant à améliorer sa situation économique afin de renforcer ses institutions et se procurer les moyens nécessaires pour la croissance et pour assurer sa stabilité d'où l'importance de l'élaboration d'une politique économique en encourageant la diversification et la transformation structurelle, à travers une série de mesures pour élargir la gamme de produits de base par l'exploitation de ses ressources gazières et minières, l'élargissement des marchés d'exportation pour l'essentiel, l'amélioration de la qualité de leurs exportation en ajoutant d'autres produits à forte valeur ajoutée non seulement dans l'industrie manufacturière mais aussi dans les services.

Parmi les mesures efficaces, l'investissement dans les infrastructures et le développement du secteur financier.

Depuis 2000, l'Algérie a mis en œuvre un programme de relance ambitieux pour rattraper son retard en matière d'infrastructures et stabiliser ses indicateurs macro-économiques. Dans le cadre de notre étude, nous nous sommes intéressés à l'impact du capital humain et du capital fixe (FBCF) sur la croissance économique.

La question qui se pose est la suivante : le développement du capital stimule-t-il la croissance économique ? Pour répondre à cette question, nous supposons que le taux de croissance dépend de plusieurs variables, mais que le développement du capital est un facteur clé de stimulation de la croissance.

Pour ce faire, nous avons analysé les données de la période 1995-2022. Les déterminants de la croissance sont essentiels pour améliorer les conditions financières, économiques et sociales du pays.

Pour évaluer le niveau de développement des pays et faciliter les comparaisons internationales, les institutions de développement telles que le FMI, la Banque mondiale, le PNUD et l'OCDE ont élaboré un ensemble d'indicateurs. Ces indicateurs s'inspirent des travaux pionniers de sur l'arithmétique politique.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons retenu le PIB par habitant comme indicateur de mesure du niveau de développement, qui est dérivé du Produit Intérieur Brut (PIB). Selon plusieurs auteurs, le PIB est un agrégat de la comptabilité nationale qui mesure la production totale de biens et services sur le territoire national, quelle que soit la nationalité des agents économiques, au cours d'une période donnée.

En d'autres termes, il dénombre la richesse créée au cours d'une période (mensuelle, trimestrielle, semestrielle et annuelle). Le PIB par habitant se calcule de la manière suivante : ci-dessus une révision du calcul du PIB en Algérie : enjeux et limites.

Le gouvernement algérien a annoncé en septembre 2023 une révision du calcul du PIB, le faisant passer de 183 milliards de dollars à 220 milliards de dollars fin 2022, sans divulguer la méthode utilisée. Cette révision inclut la sphère informelle, estimée à 20-25 milliards de dollars selon le gouvernement, mais à 45,25 milliards de dollars selon la Banque d'Algérie. Cette différence significative met en évidence les limites du système d'information.

Les indicateurs macro-économiques publiés par les institutions internationales pour l'Algérie en 2022 sont les suivants :

- PIB courant : 187 milliards de dollars
- PIB par tête d'habitant : 4 150 dollars
- Taux de chômage : 14-15%
- Taux d'inflation : 9,7%
- Solde budgétaire : -12,3% du PIB
- Dette publique : 63% du PIB

Contrairement aux rapports internationaux, le gouvernement a annoncé une révision du calcul du PIB sans divulguer la méthode, ce qui soulève des questions sur la fiabilité des données. Le calcul objectif du PIB nécessite une information fiable et une collaboration internationale. Si les données sont biaisées, la sommation au niveau

national sera également biaisée, ce qui peut donner une fausse appréciation de la situation économique réelle d'un pays.

En contrepartie de ces taxes, les subventions reversées par l'État sont logiquement retranchées.

## Le Produit Intérieur Brut (PIB) :

Le PIB est un indicateur économique qui mesure la richesse créée par les agents économiques au niveau national pendant une période donnée. Il existe trois méthodes pour calculer le PIB :

1. Optique de la production : somme des valeurs ajoutées des activités de production de biens et services, plus les impôts moins les subventions sur les produits.
2. Optique des dépenses : somme des dépenses finales, plus les exportations moins les importations de biens et services.
3. Optique du revenu : somme des revenus obtenus dans le processus de production, plus les impôts sur la production et les importations moins les subventions.

## Limites du PIB :

Le PIB présente plusieurs limites :

1. Inégalités : le PIB ne tient pas compte des inégalités de revenus et de la répartition de la richesse.
2. Bien-être et satisfaction : le PIB ignore les aspects qualitatifs du développement économique et social, tels que le bien-être, les loisirs, la sécurité, l'éducation et les libertés.
3. Prix du marché : les prix du marché peuvent être biaisés en raison de manipulations, de rapports de force ou de monopoles.
4. Travail non rémunéré : le PIB ne prend pas en compte le travail non énuméré, le bénévolat et le travail en noir.
5. Effets environnementaux : le PIB ne prend pas en compte les dommages environnementaux causés par certaines activités économiques.

## Alternatives au PIB :

L'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD est un indicateur plus approprié pour évaluer le développement économique et social d'une nation. Il intègre trois facteurs :

- Espérance de vie à la naissance : significative des conditions de vie à venir des individus.
- Niveau d'éducation : détermine l'autonomie professionnelle et sociale de l'individu.
- Revenu national brut par habitant : révélateur du niveau de vie des individus.

## Conclusion :

Le PIB est un indicateur économique important, mais il présente plusieurs limites. Il est essentiel de prendre en compte ces limites et de considérer d'autres indicateurs, tels que l'IDH, pour avoir une vision plus complète du développement économique et social d'une nation.

---

Ben Hammouda et coll. (2006) ont montré qu'une augmentation de la richesse créée consolide le processus de diversification au niveau d'un pays si le niveau de développement induit une plus grande diversification économique ou non. Ceci nous permettra aussi de vérifier si la relation en forme de U inversé entre la diversification et le niveau de développement économique démontré par Imbs et Wacziarg (2003) est aussi vraie entre le niveau de développement économique et la diversification.

Au sens de la comptabilité nationale, l'investissement public est un acte d'utilisation, au cours d'une période, d'une partie du revenu national par l'État dans le but de renouveler ou d'améliorer l'infrastructure publique à savoir les routes, lignes ferroviaires, les ports, aéroports, structures éducatives et de santé.... Logements sociaux.

Plus spécifiquement, l'investissement public se décompose en investissement non productif (logement et équipement sociaux et collectifs) et en investissement en capital humain (éducation, formation, dépenses de santé). L'investissement public joue un

double rôle essentiel en fonction de la conjoncture économique qui prévaut dans le monde, dans le pays et dans la collectivité territoriale.

Après une période de récession ou crise économique, l'investissement massif dans les infrastructures publiques est utilisé comme un levier de la relance économique.

En période de prospérité économique, l'investissement public est une composante de la demande globale, donc un ingrédient stratégique de la croissance et du développement économique. <sup>25</sup>Dans le deuxième chapitre, il a été démontré que les modèles de la théorie de la croissance endogène plaident pour un investissement dans le capital humain (Lucas, 1988), dans le capital public (Barro, 1990) et dans la recherche et développement, source du progrès technique et technologique <sup>26</sup>

Abondant dans le même sens, Gylfason (2005) est aussi arrivé à la conclusion que tout ce qui concourt à la croissance économique encourage la diversification économique en soulignant que l'investissement dans l'éducation, la formation et l'infrastructure est un déterminant de la diversification économique.

Compte tenu des apports aussi bien théoriques qu'empiriques, il va sans dire que l'intégration de l'investissement public comme une variable explicative pour l'étude de la diversification est pertinente.

Reste à savoir comment nous pouvons mesurer cet investissement public.

L'investissement est généralement mesuré par la Formation brute du capital fixe (FBCF), un agrégat qui représente la somme des investissements réalisés au cours d'une année dans un pays.

Bien que la FBCF est souvent utilisée comme indicateur de mesure de l'investissement public à cause des difficultés à distinguer les investissements immatériels des dépenses courantes de consommation intermédiaire des entreprises.

Nous utiliserons la FBCF comme dans les études de Ben Hammouda et coll. (2006), Ben Hammouda, Oulman et Sadni Jallab (2009) et malgré le fait qu'elle a des limites (estimation approximative des investissements immatériels, exclusion des dépenses en recherche et développement, formation, publicité, etc.) en tant que mesure de l'investissement public.

L'investissement public, antérieurement présenté, permettait de vérifier l'impact de la stratégie d'investissement sur le processus de diversification.

---

<sup>25</sup> BEZBAKH. p. et Gherardi. s. (2011) dictionnaire de l'économie. Paris. Larousse, 655. page.

<sup>26</sup> Romer, P.M., « Increasing Returns and Long Run Growth », The journal off Political Economy, Volume 94, Issue 5 (Oct., 1986 ), 1002-1037

La gestion des finances publiques, quant à elle, renseigne sur la manière dont les pouvoirs publics ont utilisé les excédents budgétaires., l'investissement productif, pour éviter de rééditer le scénario catastrophique du passé.

Pour ce qui du lien entre la gestion des finances publiques et la diversification économique, le rapport de l'UNECA (2007) recommande la stratégie suivante :

« Une gestion efficace des recettes pétrolières aux fins de la diversification économique est indispensable pour que les économies africaines exportatrices de pétrole réduisent leur vulnérabilité aux chocs pétroliers, fassent en sorte que les recettes tirées du pétrole profitent au plus grand nombre et parviennent à assurer une croissance durable. » (UNECA, 2007 : 40-41).

L'action des pouvoirs publics demeure cruciale ; elle passe par des investissements publics bien pensés et des réformes efficaces, le tout appuyé d'une économie plus diversifiée.

La diversification commerciale, elle, s'opère de trois manières :

1. Exportation (ou importation) de nouveaux produits (biens ou services) ;
2. Exportation ou importation de produits existants vers ou en provenance de nouveaux marchés
3. Amélioration qualitative des produits exportés (ou importés).

La diversification commerciale :

Le commerce est souvent l'un des facteurs clés de la diversification économique.

Aucun pays n'a pu construire une croissance soutenue et réduire sa pauvreté sans s'intégrer dans l'économie mondiale.

Dans le même sillage, chaque pays devait suivre sa propre trajectoire pour élargir sa gamme d'actifs commerciaux et produits et faire en sorte qu'elle reflète ses atouts, avantages comparatifs et ses caractéristiques compte tenu des dispositions, institutions et obstacles liés à l'économie.

Ce qui se traduit par une batterie de mesures transversales, sectorielles et ciblées géographiquement.

La diversification des exportations constitue ainsi un objectif en soi pour réduire la vulnérabilité aux chocs commerciaux et stabiliser les recettes d'exportation et conduit à la diversification de la production.

Les données empiriques montrent aussi que la montée en gamme des produits d'exportation est étroitement corrélée, avec en prime un impact plus important de la diversification de la production nationale sur l'augmentation de la productivité (FMI, 2014).

La diversification économique n'est plus simplement associée à la nécessité de faire émerger de nouveaux secteurs d'activité.

Par le passé, l'accent était mis sur le développement de secteurs entiers et le déplacement des ressources entre les secteurs anciens (à faible productivité) et les nouveaux secteurs, à plus forte productivité. Il fallait alors investir dans tous les éléments de production du secteur concerné.

Aussi, le progrès technologique et la baisse persistante des coûts des transactions ont entraîné un éclatement de la production et l'apparition de chaînes de valeur régionales et mondiales où des activités et des tâches distinctes sont réalisées dans différents pays.

Des réformes réglementaires ont permis aux pays en développement de participer beaucoup plus au commerce international des services, avec des activités caractérisées par une productivité relativement supérieure à celle des activités agricoles ou manufacturières traditionnelles.

La diversification de la gamme et de la qualité des intrants importés peut aider à améliorer la qualité et doper la productivité dans les secteurs existants et permettre la conception de nouvelles variétés de produits.

Les producteurs d'intrants peuvent envisager de densifier leurs chaînes de valeur (diversification des usages d'un produit existant) pour se créer de nouveaux débouchés et être mieux préparés en cas de choc lié à un produit en particulier. Cela ouvre le champ

du débat sur la diversification mais indique aussi qu'il faut disposer d'un plus large éventail d'instruments pour mesurer la diversification.

### Cadre institutionnel pour la diversification :

Il n'existe pas de recette miracle pour diversifier une économie.

En revanche, de multiples voies à emprunter pour réussir la diversification.

L'économie de la Malaisie, par exemple, reposait auparavant sur les produits primaires. Aujourd'hui, elle est intégrée aux chaînes de valeur mondiales dans une large gamme de secteurs (manufacturiers, pour la plupart), a développé de nouveaux produits et pris pied sur de nouveaux marchés et son panier d'exportations contient davantage de produits plus élaborés.

Il faut soutenir l'essor des exportations comme c'est le cas du Chili qui a réussi à diversifier la production nationale pour exporter de nouveaux produits. Le Costa Rica a depuis quelques décennies axé sa stratégie de développement à l'insertion des chaînes de valeur régionales et les mesures destinées à attirer les IDE nécessaires pour atteindre les objectifs escomptés. Ré le pays exportait plus de 4000 produits différents en partie des produits médicaux et des composants informatiques ainsi que divers services à forte valeur ajoutée.

Les Émirats arabes unis possèdent plusieurs atouts, parmi lesquels une administration efficace, un cadre macroéconomique stable, de bonnes infrastructures et une localisation privilégiée.

Ils ont suivi une stratégie de diversification centrée sur l'exportation de nouveaux services aux entreprises, l'exploitation des externalités d'agglomération et la construction d'une plate-forme commerciale à bas coût (Gelb, 2010).

Un peu partout, le programme de la politique du commerce et de l'investissement constitue le pivot de la stratégie de diversification économique.

Il est essentiel de construire le socle de la transformation structurelle et d'une

croissance tirée par le secteur privé pour pouvoir ensuite élargir les bases de l'activité économique.

### Cadre d'incitation à la diversification :

Selon la Banque mondiale, trois grands domaines interconnectés influent sur le cadre d'incitations économiques en faveur de la diversification.

Il s'agit : i) de la réglementation des activités commerciales et de la politique d'investissement ; ii) de la formulation de la politique commerciale ; et iii) de la politique de la concurrence.

### Réglementation commerciale et politique d'investissement :

Des règles commerciales qui soient à la fois claires, transparentes et prévisibles et assurent l'égalité des chances à tous les investisseurs (petits et gros, nationaux et étrangers) sont essentielles pour la diversification économique.

Les règles qui régissent les marchés du crédit, l'embauche et le licenciement, les normes de qualité, les procédures et autorisations nécessaires pour créer une entreprise, le respect des contrats et l'insolvabilité constituent un volet essentiel du cadre incitatif visant à encourager l'investissement dans de nouvelles activités. Quand les conditions sont peu propices à l'investissement, le manque de fournisseurs nationaux compétitifs combiné aux inefficacités sur les marchés de facteurs et aux contraintes institutionnelles en matière de capacités entravent la diversification <sup>27</sup>

La trajectoire de développement suivie dernièrement par certains pays africains illustre les avantages qui peuvent résulter pour toute l'économie d'une volonté déterminée de privilégier la diversification et la valeur ajoutée en les plaçant au centre de la politique commerciale.

---

<sup>27</sup> Hicham Kevieche , Abdelouahab Berrahal.2017. Modèles de croissance endogène : Model de Barro (capital public, Review of economic papers.page.05.

## Organismes de promotion des Exportations :

Les organismes de promotion des exportations peuvent utilement combler les lacunes. Ces institutions peuvent notamment fournir les informations nécessaires aux entreprises des secteurs non traditionnels, y compris si ces dernières n'exportent pas encore.

Le bilan des organismes de promotion des exportations est toutefois mitigé en ce qui concerne la promotion de la diversification. Bien que certains d'entre eux aient largement contribué à l'amélioration des résultats d'exportation des pays qui les financent, ces modèles ne sont pas toujours faciles à répliquer. Au vu des éléments disponibles, plusieurs caractéristiques contribuent à une promotion réussie des exportations.

1. L'environnement politique doit encourager l'exportation.
2. Les organismes de promotion des exportations sont les plus efficaces lorsqu'ils fonctionnent de façon autonome et souple et maintiennent un dialogue ouvert avec les différents acteurs (Public et privé pour accompagner la stratégie).

## Conclusion :

Il est clair que la diversification économique est un processus complexe qui nécessite une approche adaptée aux spécificités de chaque pays en développement.

Les trajectoires empruntées par différents pays montrent qu'il n'existe pas de modèle unique pour réussir une diversification économique qui renforce la résilience face aux chocs extérieurs et offre des opportunités d'emplois productifs.

Les politiques doivent être conçues en fonction des circonstances nationales, des situations géographiques, des dotations en ressources et des capacités institutionnelles et de gouvernance de chaque pays, afin de maximiser les chances de succès et de répondre aux besoins des citoyens.

Le succès des efforts de diversification dépend de la combinaison, des investissements, des réformes et des institutions, en cohérence avec les ressources sous-jacentes et les avantages comparatifs correspondants de chaque pays.

Les investissements dans les compétences, les infrastructures, les institutions et la qualité de la gouvernance – c'est-à-dire l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de l'anticipation dans la décision– augmentent les chances de réussite de la diversification.

Dans de nombreux cas, soutenir un effort de diversification nécessitera une approche à plusieurs volets pour stimuler les exportations.

---

## CHAPITRE III

### Les fondements théoriques de la croissance

---

## 1. Introduction

La croissance économique est largement perçue comme l'un des concepts majeurs de la science économique, car elle permet de comprendre comment les nations s'enrichissent et assurent leur développement.

Plusieurs économistes qui ont étudié ce phénomène ont formulé des théories et des modèles pour connaître les mécanismes de la croissance.

Les économistes classiques se sont intéressés aux stratégies et politiques susceptibles d'enrichir l'État, tandis que Schumpeter a mis l'accent sur l'importance de l'innovation dans le processus de croissance.

Harrod et Domar, économistes postkeynésiens et pionniers de la macroéconomie dynamique, ont conçu un modèle destiné à déterminer les conditions nécessaires à une croissance durable.

La théorie néoclassique, développée dans les années 1950 par Robert Solow, est venue enrichir la réflexion économique à travers une critique de ce modèle précédent.

Selon Solow, la croissance économique dépend avant tout de l'accumulation du capital, du progrès technologique et de la croissance démographique.

A partir des années quatre-vingt, de nouvelles théories sont apparues du modèle de Solow qui n'était pas exempt de critiques expliquant la croissance économique à travers de nombreux facteurs endogènes.

Et c'est à juste titre qu'elles ont constitué un champ d'investigation et de recherche et d'analyse macroéconomique.

Ce chapitre donne un aperçu sur les fondements théoriques de la croissance économique.

Aussi, nous procédons dans la première section à des rappels sur la croissance économique avec ses facteurs, ses indicateurs, ses caractéristiques, ses étapes ainsi que la différence qui existe entre la croissance et le développement économique.

S'agissant de la deuxième section, nous tenterons de présenter l'évolution des théories de la croissance économique.

La troisième section met en exergue les théories endogènes de la croissance.

## Section 1- Cadre général sur la croissance économique :

La croissance économique est largement perçue comme l'un des concepts majeurs de la science économique, car elle permet de comprendre comment les nations s'enrichissent et assurent leur développement. Dans ce contexte, nous proposons quelques définitions de la croissance économique, puis des ensuite nous les indicateurs, les facteurs, les caractéristiques, les étapes ainsi que les nuances qui existent entre la croissance et le développement économique.

### Croissance économique : notion, mesures et caractéristiques

Introduction :

L'étude de phénomène de la croissance économique portera sur la notion, quelques définitions, les caractéristiques de la croissance ainsi que la mesure de la croissance.

- La notion de croissance : nous entamons la notion de croissance par un certain nombre de définitions de quelques auteurs.

La croissance concerne souvent les grands agrégats économiques. Elle constitue de ce fait, un phénomène quantitatif, car susceptible d'être mesuré. :

François Perroux, écrit : « la croissance économique est l'augmentation soutenue pendant plusieurs périodes, où chacune d'elles comprends plusieurs cycles quasi décennaux d'un indicateur de dimension : pour une nation, c'est le produit global net en terme réels. Ce n'est pas l'augmentation du produit réel par habitant ». (1)

Silem (2), soutient que « la croissance économique est l'augmentation durable en terme réels d'un indicateur de la performance économique »

Ce qui distingue la croissance du développement, sur le plan de l'analyse est que la croissance modifie les structures, les habitudes et inclut le progrès technique.

Bourdonne et Martos (3), reprennent à leur compte que « la croissance économique est un processus complexe auto-entretenu d'évolution à long terme qui se traduit par un accroissement des dimensions caractéristiques de l'économie et par une transformation des structures de la société. Elle est mesurée par les variations d'un indicateur de production exprimé en volume-le PIB réel »

Mieux, en introduisant et insistant sur cette dynamique globale de croissance, Perroux poursuit : « la croissance est définie par l'accroissement durable d'une unité économique

simple ou complexe, réalisée dans les changements de structures et éventuellement des systèmes et accompagnée de progrès économiques variables. »

C'est dire que le développement englobe la croissance, un phénomène plutôt irréversible puisque son caractère autoentretenu engendre des modifications cumulatives des conditions de production : d'investissements, qualifications de la main d'œuvre, progrès technique, réorganisation et nouvelles habitudes de consommation.

C'est donc un mouvement de transformations structurelles repérable par des indicateurs et par des mutations sectorielles (part de chaque secteur économique, nouvelles industries, croissance de la valeur ajoutée par travailleur,) et s'accompagne de mutations sociales qui assurent dans le temps le flux de production (nouveaux rapports de propriété, nouvelles technologies, croissance de biens de production),

Par opposition à la croissance qui s'intéresse aux longues périodes, l'expansion désigne le phénomène à court terme.

Ainsi, cette dernière consiste en « l'élévation d'un ou plusieurs indicateurs de performance et ce, pendant une courte période ».

La notion de croissance et d'expansion s'appliquent aux activités d'une entreprise ou d'une branche de l'ensemble de l'économie nationale ou internationale.

Au niveau d'une nation, la croissance économique correspond au changement de dimension d'un agrégat que l'on peut apprécier dans le temps. Elle peut être mesurée à travers :

- le produit national brut a pris constant (PNB)
- le produit global net réel
- le Revenu national
- La consommation
- l'investissement

Pour autant, la croissance économique désigne de manière concurrentielle, l'augmentation durable du Revenu national, supérieure à l'accroissement de la population d'un pays ou groupe de pays.

C'est que nous devons retenir, est que la Croissance économique désigne la variation de la production de biens et services dans une économie généralement sur le long terme.

Selon l'économiste français François Perroux, « la croissance économique correspond à l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension pour une nation, le produit global net en terme réels ».

A court terme, les économistes parlent plutôt d'expansion, un phénomène qui s'oppose à l'expansion.

Le taux de croissance est le taux de variation du PIB alors que pour apprécier l'amélioration du niveau de vie (à ne pas confondre avec la qualité de vie), on utilise le plus souvent la croissance du PIB par habitant.

- Les indicateurs de la croissance économique :

Il existe plusieurs indicateurs pour mesurer la croissance économique d'un pays. Nous allons citer dans un premier temps les indicateurs les plus utilisés pour ensuite présenter les indicateurs alternatifs de croissance.

Les agrégats de la production nationale :

Le produit intérieur brut

Selon la comptabilité nationale, et les organisations internationales, l'indicateur qui est communément utilisé pour la mesure de la croissance est le Produit intérieur brut (PIB), lequel détermine la valeur des biens et services produits par l'économie durant une période donnée généralement un an. Il peut être à la fois

- a) Un indicateur du revenu.
- b) Un indicateur d'activité.
- c) La somme des emplois des biens et services produits.
- d) Pour le calculer, les économistes procèdent de plusieurs manières. Parmi les plus usitées, nous citerons

#### (i) La Méthode des dépenses :

Selon cette méthode, le PIB est composé de quatre agents économiques, à savoir les ménages, les entreprises, l'Etat et le reste du monde.

$$PIB = C + I + G + X - M$$

C : la consommation finale

I : l'investissement public et privé

G : les dépenses publiques X : les exportations

M : les importations.

## (ii) La Méthode de la valeur ajoutée :

Pour calculer le PIB selon cette méthode en additionnant les valeurs ajoutées de toutes les entreprises.

$$PIB = \sum VA$$

*VA = valeur des biens et services produits - valeurs des consommations intermédiaire*

## (iii) La Méthode des revenus :

Une troisième méthode de mesure consiste à calculer la somme des revenus des facteurs de production.

$$PIB = \text{les salaires} + \text{les intérêts} + \text{les bénéfices} + \text{les rentes}$$

Le produit national brut :

Le produit national brut (PNB) est un indicateur économique qui indique la valeur des biens et services finis produits par les facteurs de production détenus par les citoyens d'un pays sans prendre en compte le lieu de la création de cette valeur.

Nous pouvons dire que la différence entre le PIB et le PNB est la suivante :

Le PIB est un indicateur qui mesure la richesse économique créé par les agents nationaux ou étrangers dans le territoire national.

Par contre, le PNB est un indicateur qui mesure la valeur produite par les agents nationaux que ce soit sur le territoire où à l'étranger.

Le PNB est indicateur basé sur le principe de nationalité alors que le PIB est un indicateur calculé suivant le critère territorialité.

Cet agrégat se calcule ainsi :

$$PNB = PIB + \text{les produits nets provenant de l'étranger.}$$

Les produits nets provenant de l'étranger correspondent aux revenus du travail et capital en provenance de l'étranger diminués des revenus du travail et capital versés à l'étranger.

## Les limites du PIB :

Malgré les méthodes utilisées pour mesurer la croissance économique, le PIB en tant qu'un indicateur s'avère insuffisant pour mesurer la performance économique d'une nation compte tenu du fait qu'il ne prend pas en considération les activités domestiques, les activités économiques informelles et autres externalités négatives nuisibles (santé et autres).

Alors, pour pallier ces insuffisances, nous devons parler du développement économique plutôt que la croissance économique, car le PIB est un indicateur de performance économique que les décideurs politiques utilisent pour réguler l'activité économique.

## Les agrégats du revenu national :

### Le revenu national brut (RNB) :

Le revenu national brut sert à mesurer les revenus primaires d'un pays. C'est un indicateur de l'activité économique. Il est égal au PIB moins les revenus primaires à payer à des unités non-résidentes, plus les revenus primaires à recevoir des unités non-résidentes.

$$RNB = PIB - \text{revenus primaires à payer au reste du monde (RDM)} \\ + \text{revenus primaires à recevoir du RDM}$$

### L'indice du développement humain (IDH) :

Cet indicateur combine trois critères considérés indispensable dans tout processus de développement : la capacité à bénéficier d'une vie longue et saine (santé), la capacité d'accès à l'éducation et aux connaissances (éducation) et la capacité d'accéder aux ressources matérielles indispensables pour atteindre un niveau de vie décent (niveau de vie)

### Les facteurs de la croissance économique :

La théorie économique a débattu les facteurs de la croissance économiques. Les trois facteurs majeurs retenus sont : le capital humain, le capital physique et le progrès technologique.

### Capital humain :

Selon la définition de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), le capital humain recouvre l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique. Le capital humain constitue un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité.

Le développement du capital humain constitue à la fois un outil essentiel pour assurer une croissance économique durable et un moyen de lutte contre la pauvreté. Le capital humain est un facteur cumulable, son accumulation détermine la capacité des gains, les perspectives d'emploi des individus et le niveau de répartition du revenu dans la collectivité.

### Capital physique :

Le capital physique ou capital technique est un facteur de production, il peut être matériel (équipements machines) ou immatériel (logiciels informatiques). Est un facteur cumulable. Il peut concourir à la croissance de la productivité, car d'une part il agit directement sur la production puisqu'il faut le produire ; et d'autre part il permet d'améliorer la productivité du travail. Par exemple, un matériel informatique sophistiqué permet d'augmenter la productivité horaire d'un secrétaire.

L'augmentation du capital physique est une des clés de la croissance économique car elle permet d'assurer la production de biens et de services à l'avenir ainsi de substituer des capitaux économiques dans les activités de production à des capitaux humains et environnementaux.

### Progrès technique :

Le progrès technique est l'ensemble des éléments qui permettent d'améliorer les techniques de production et l'apparition de nouveaux produits grâce à l'innovation.

Ainsi, est l'un des facteurs de l'accroissement de la productivité, il constitue sous le nom de « Facteur résiduel » l'un des éléments moteurs de la croissance économique.

Certains théoriciens (Solow) considèrent ce facteur comme étant exogène, alors que d'autres (Römer), le jugent endogène. En outre, la croissance économique dépend de la qualité et la quantité des facteurs de production mentionnés ci-dessus. Cependant, elle nécessite trois conditions nécessaires qui la stimulent.

## Les types de la croissance économique :

La croissance économique peut être soit intensive, soit extensive

- Croissance économique intensive :

Elle désigne une utilisation plus efficace des facteurs de production, elle repose alors sur les gains de productivité.

- Croissance économique extensive :

C'est l'augmentation de la quantité de facteurs de production utilisés, elle repose alors sur une croissance du capital et du travail utilisé.

## Les caractéristiques de la croissance économique :

Kuznets a distingué quatre caractéristiques de la croissance économique moderne dont notamment :

Taux de croissance élevé de la production et de la population.

Taux de croissance élevé de la productivité (productivité du travail.)

Taux de croissance élevé de la transformation structurelle économique : Les aspects essentiels de cette transformation s'illustrent dans le passage des activités agricoles aux activités industrielles, et plus récemment vers les services.

Le progrès technique dans les transports et les Technologies de l'information et communication (TIC).

## Les étapes de la croissance économique :

Rostow dans son ouvrage « les étapes de la croissance économique », a mis en avant différentes étapes de la croissance économique à savoir : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse.

## Les conditions du décollage :

La deuxième phase constitue une phase de transition. Elle sera marquée par : le développement d'indicateurs dont notamment ceux du système bancaire et de l'infrastructure, ceux du commerce et de l'investissement.

Elle se caractérise également par la productivité du travail et le progrès technique.

Une observation : durant cette phase, les conditions de vie s'améliorent mais l'activité se développe à un rythme modéré.

- Le Take Off (décollage) :

Le décollage constitue le passage d'une phase à une autre, celle de la croissance. Il se distingue notamment par : une forte augmentation de la productivité de l'agriculture, un accroissement des investissements et la hausse des revenus par tête et qui, plus est, affiche une croissance régulière.

- La maturité :

Cette phase fait partie d'une longue période de progrès soutenu combinée à une application des technologies modernes. Elle se caractérise par :

- Un nouvel accroissement du taux d'investissement.
- Une diversification de la production.
- Une modification de la structure de la population de masse .

- Le déclin :

Cette phase touche la production des biens de consommation et les services qui deviennent les principaux secteurs de l'économie, de même que l'augmentation des revenus.

La Croissance économique mondiale : un phénomène récent

Selon l'économiste et historien britannique Angus Maddison (1926-2010), éminent spécialiste de l'analyse historique et comparative de la croissance économique, « au cours du dernier millénaire, la population mondiale a été multipliée par 22, le revenu par habitant par 13 et le PIB mondial par près de 300.

Cette progression contraste avec radicalement avec celle enregistrée au cours du millénaire précédent : la population mondiale n'avait alors augmenté que d'un sixième et le revenu par habitant stagné ».

La croissance mondiale ne connaît toutefois de décollage que depuis 1820. Alors que le rythme de croissance annuel moyen de 0,1 à 0,2 pc par an avant le 19<sup>ème</sup> siècle, il augmente ensuite de façon sensible et s'accélère particulièrement après 1950 puis ralentit à partir du milieu des années 1970.

## Les déterminants de la croissance :

L'économiste et statisticien américain Simon Kuznets (1901-1985) opère une distinction entre ce qui rend la croissance possible, à savoir les facteurs de production, le travail et le capital et la manière dont elle se réalise de façon effective.

Les facteurs de production déterminent la croissance économique. Les richesses naturelles, l'environnement extérieur, la population, l'innovation, l'investissement, la connaissance etc., sont autant d'éléments favorisant la croissance.

Angus Maddison a, quant à lui, identifié différents processus interdépendants qui ont permis l'augmentation conjointe de la population et du revenu sur le très long terme : la conquête ou la colonisation d'espaces fertiles et relativement peu peuplés, le commerce international et les mouvements de capitaux et enfin l'innovation technologique et institutionnelle.

## Les facteurs exogènes de la croissance potentielle :

L'économiste américain Robert Solow est un pionnier de la théorie de la croissance. Il est en effet l'un des premiers à avoir proposé une explication quantitative de la croissance et non plus seulement qualitative comme Schumpeter avec sa théorie de l'entrepreneur.

La croissance résulte de l'augmentation des facteurs de production utilisés, à savoir le travail et capital ou de la hausse de la productivité.

Le modèle de croissance de R. Solow s'appuie sur une fonction de production dont les rendements factoriels sont décroissants.

L'accumulation du capital ne peut être un facteur de croissance soutenue sur le long terme car la décroissance de la productivité marginale du capital tend à limiter le processus de croissance.

Pourtant l'expérience montre que le ralentissement inéluctable de la croissance annoncé par le raisonnement ne se produit pas.

R. Solow propose d'ajouter un troisième un troisième facteur : le facteur résiduel qui peut être assimilé au progrès technique.

Ce progrès rend les équipements de plus en plus performants.

Jean Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud sont arrivés, entre 1951 à 1968, à la même conclusion que R. Solow.

Selon eux, « le résidu traduit pour l'essentiel l'effet du progrès technique et de l'amélioration qu'a connu la gestion des entreprises et de l'économie ».

- Les facteurs endogènes :

A partir des années 1980, les théories de croissance connaissent un renouveau. Les travaux des américains Paul Romer, Robert Solow et Robert Barro montrent que la croissance n'est pas un phénomène naturel découlant uniquement de la croissance démographique et du progrès technique (divergences de croissance entre les régions du monde, phénomène de crise,).

La croissance est, selon eux, un phénomène cumulatif. Leurs théories, dite de croissance endogène cherchent à expliquer pourquoi il en est ainsi.

Trois raisons principales sont avancées :

- Le progrès technique est considéré comme un facteur endogène au mécanisme de la croissance (celle-ci traduit le progrès technique, qui, à son tour, génère la croissance)

- Le progrès technique produit des effets externes positifs qui renforcent la croissance

- Les rendements sont constants et non décroissants comme le stipulaient les modèles théoriques précédents.

Paul Romer étudie les effets de l'accumulation des connaissances : « plus la croissance est dynamique, plus l'accumulation du savoir-faire est importante, ce qui favorise la croissance ».

Robert Lucas, lui, considère, que l'accumulation du capital humain est un facteur endogène de Croissance.

Robert Barro, enfin, démontre que la dépense publique en matière d'éducation, de recherche et de développement (RET D), d'infrastructures de transport et de communication est directement productive et doit donc être considérée comme un des facteurs de la fonction de production.

Ces dépenses publiques ont un effet cumulatif. Elles permettent l'augmentation de la croissance, ce qui entraîne une hausse des recettes publiques et donc de nouvelles dépenses publiques. Dans tous ces modèles, l'intervention de l'Etat est donc essentielle.

Si l'innovation d'une entreprise induit des externalités positives, le français Phillipe Aghion et l'américain Peter Howitt montrent qu'elle entraîne également des effets négatifs en détruisant les technologies existantes devenues obsolètes.

Dans ces conditions, une succession d'innovation à un rythme trop soutenu est susceptible à terme de nuire la croissance.

- Croissance effective et développement économique et social :

La croissance effective peut être plus forte que la croissance potentielle au cours des phases d'expansion ou moins forte lorsque l'économie entre en récession.

Les principaux facteurs à l'origine de la croissance effective sont la demande, le profit et les institutions.

Si la croissance-indicateur essentiellement quantitatif-constitue le principal facteur de développement, ce dernier suppose qu'un pays enregistre des progrès au-delà de la seule activité économique, à savoir dans de nombreux autres domaines comme la démographie, la santé l'éducation, les conditions sociales etc.

La croissance est à l'origine du développement économique et social mais celui-ci, assure à son tour la croissance.

La croissance économique est historiquement liée au développement économique.

La première est par définition, de nature quantitative, la seconde est perçue comme un processus de changement profond et durable des structures économiques, sociales et culturelle.

Ces changements structurels constituent pour Rostow, les différentes étapes conditionnant, d'abord l'apparition d'une croissance, ensuite sa généralisation.

En outre, à long terme, l'effet durable de ces changements de dimensions se manifeste presque toujours par des modifications structurelles : exode rural, développement de l'industrie puis tertiarisation, ouverture des économies, délocalisations des activités avec l'extinction des unes et l'apparition des autres, modification de l'espace économique, changement de qualification et enfin réorganisation continue des structures, sociales, économiques et démographiques.

En guise de conclusion partielle, ces deux phénomènes, diversification et croissance sont interdépendants parfois mêmes confondus mais leur usage est souvent dichotomique ex primant des réalités différentes

En fait la croissance est appliquée aux pays développés industriels et développement aux pays en voie de développement

Il faut faire, pour le moment, abstraction de leur grande diversification dans la classification effectuée par les organismes internationaux, suivant des critères et des

indicateurs quantitatifs, à savoir le PN : tête, l'indicateur de développement humain ou tout autre agrégat macroéconomique de comparaison internationale.

Comme sus-indiqué, la croissance économique est l'augmentation durable de la richesse produite ou l'accroissement de la production globale dans une économie nationale.

Toutefois, le développement économique est un concept plus large qui signifie le mouvement continu sur le long terme et l'ensemble des changements structurels qui accompagne la croissance économique.

Pour l'économiste François PERROUX, le développement économique est une combinaison des changements mentaux et sociaux qui la rendent apte à faire cumuler progressivement et durablement son produit intérieur brut.

Le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels économiques, sociaux, démographiques d'un pays tels que l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie.

La croissance économique ne constitue qu'un élément du développement économique. En bref, le développement économique est un phénomène qualitatif et quantitatif de long terme alors que la croissance économique est un phénomène quantitatif.

La croissance économique est largement perçue comme l'un des concepts majeurs de la science économique, car elle permet de comprendre comment les nations s'enrichissent et assurent leur développement.

En outre, grâce à la croissance économique, une société peut améliorer le niveau de vie de la population. Un pays sans croissance économique, serait condamné à la stagnation et au déclin.

## Section 2- Les théories traditionnelles de la croissance économique :

De nombreux économistes ont étudié ce phénomène et ont élaboré des théories ainsi que des modèles pour analyser les mécanismes qui sous-tendent la croissance.

Dans cette section, nous essayerons d'exposer ces différentes théories explicatives de la croissance économique.

Les théories classiques :

Les économistes ont commencé à penser à la croissance économique depuis 1776 lorsqu'Adam Smith a publié son célèbre livre « la richesse des nations ». Ensuite d'autres économistes classiques à savoir Ricardo, Malthus, Mill et autres ont traité aussi ce sujet.

Les économistes classiques estiment que l'économie va atteindre un état stationnaire à long terme, en d'autres termes aucune croissance n'est durable.

A cet égard, nous nous intéressons de présenter les différentes analyses de l'école classique afin d'expliquer les facteurs ayant un effet sur la croissance économique.

L'analyse d'Adam Smith :

Smith a une vision optimiste sur la croissance en la considérant illimitée ; pour lui c'est la division du travail, l'accumulation du capital et le progrès technique qui sont à l'origine de la croissance économique. Dans son célèbre livre « la richesse des nations », il pose la question suivante : à la suite de quelles circonstances le produit d'une nation est-il susceptible de s'accroître ? Pour répondre à cette question, Smith a mis en évidence deux causes : soit l'accroissement de la force de travail, soit l'augmentation de la productivité moyenne du travail.

En outre, il indique que la rationalisation du travail par une meilleure répartition des tâches permet d'accroître la productivité du travail.

Ainsi, Adam Smith montre que le rôle des rendements d'échelle est croissant, la division du travail est une innovation qui améliore l'efficacité de toutes les entreprises et enfin, une spécialisation plus forte est traduite par de nouveaux marchés et de nouveaux produits.

L'analyse de David Ricardo :

Ricardo avait une vision pessimiste sur la croissance économique contrairement à Adam Smith. Pour lui, la croissance tend vers un état stationnaire c'est-à-dire il n'aura plus de croissance économique.

Ainsi, selon Ricardo la croissance économique repose principalement sur l'accumulation du capital et le réinvestissement des profits. Il considère aussi que le progrès technique et le libre échange sont des facteurs essentiels pour la croissance économique.

Dans son analyse aussi, il a pris en considération le secteur agricole où il a affirmé que les rendements agricoles sont décroissants.

L'analyse de Malthus :

Malthus a aussi un raisonnement pessimiste de la croissance économique. Comme Ricardo il considère que l'économie converge vers un état stationnaire. Malthus explique cet état stationnaire à travers la loi de la population. Selon celle-ci, la population augmente selon une suite géométrique alors que les ressources de substance progressent selon une suite arithmétique. Puisque les ressources tendent à être insuffisantes pour nourrir la population, il y a une tendance à la surpopulation.

L'analyse de John Stuart Mill :

John Stuart Mill indique que le progrès technique ne peut se réduire à la croissance économique. La croissance des biens disponibles doit s'accompagner d'une meilleure distribution des richesses. Il préconise d'attacher moins d'importance au simple accroissement de la production et assurer un véritable progrès dans les domaines économiques et sociaux.

La théorie de Schumpeter :

La théorie de l'entrepreneur innovateur constitue la synthèse de la pensée Schumpeter. Pour lui le rôle central de l'entrepreneur était d'appliquer de nouvelles combinaisons des inputs et d'assurer de nouveaux outputs. En d'autres termes, il a indiqué le rôle des innovations dans le processus de la croissance économique (1912), selon lui les innovations engendrent le développement en donnant naissance à plusieurs éléments comme la production de nouveaux produits, nouvelles méthodes de production, la conquête d'une nouvelle source de matière première, l'ouverture d'un débouché nouveau ou la réalisation d'une nouvelle organisation.

Schumpeter est l'un des premiers auteurs qui s'est intéressé au rôle du progrès technique, il le considère comme un moteur de croissance économique.

En matière de croissance et de développement économique, la pensée de Schumpeter est d'une grande importance, elle vient de compléter la pensée classique. Cet auteur a montré comment certaines modifications dans l'offre pouvaient influencer le processus de croissance.

En outre, Schumpeter a introduit le concept de destruction créatrice qui est considéré aussi comme un moteur de croissance économique, on peut définir cette dernière comme étant le mouvement de destruction d'activité liée aux anciennes innovations et création de nouvelles activités liées aux nouvelles innovations.

Harrod et Domar, économistes postkeynésiens et pionniers de la macroéconomie dynamique, ont conçu un modèle destiné à déterminer les conditions nécessaires à une croissance durable.

A la fin des années trente et au cours des années quarante les économistes Roy Forbes Harrod (1939) et Ensey Domar (1946) ont prolongé les analyses de Keynes sur le long terme, en introduisant l'accumulation des facteurs capital et travail. Ces deux économistes ont essayé de répondre à la question suivante :

Dans quelles circonstances une économie peut-elle avoir une croissance régulière et équilibré tout en assurant le plein emploi ?

Ce modèle repose sur certaines hypothèses :

La propension à épargner est stable et ne dépend pas des autres variables du modèle.

Les variables sont exogènes.

Le travail et le capital ne sont pas substituables.

Ce modèle ne prend pas en compte l'influence du progrès technique sur la production.

Le modèle de Domar :

Domar (1946) considère que l'investissement a un double effet sur l'économie. D'un côté, il agit sur la demande : une augmentation de l'investissement permet d'augmenter la demande via le principe de multiplicateur keynésien, et d'un autre côté il agit sur l'offre : l'investissement accroît la capacité de la production via le principe de l'accélérateur.

L'effet de l'investissement sur la demande :

$$\Delta d = m\Delta I \dots (1)$$

Où  $m$  est le multiplicateur qui égale à  $1/1-c$  c'est la proportion marginale à consommer  $s = 1-c$  où  $s$  c'est la proportion marginale à épargner. Donc, on obtient la formule suivante :

$$\Delta D = \Delta I/s \dots (2)$$

L'effet de l'investissement sur l'offre :

D'autre part, l'investissement a aussi un effet sur l'offre comme le montre la formule ci-dessous :

$$\Delta S = I/k \dots (3)$$

Où  $k$  le coefficient du capital. Domar suppose que l'investissement engendre une augmentation du capital ( $K$ ) qui augmente à son tour les capacités de production.

Situation d'équilibre :

Pour assurer l'équilibre il faut que l'accroissement de l'offre soit égal à l'accroissement de la demande.

$$(2) = (3) \text{ donc : } \Delta D = \Delta S \rightarrow \Delta I/s = I/k \quad \Delta I/I = s/k \dots (4).$$

De ce fait, pour maintenir l'équilibre entre l'augmentation de l'offre et la demande il faut que le capital et la production croissent au taux égal au rapport du taux d'épargne au coefficient du capital.

D'après l'analyse de Domar on constate que si l'augmentation de l'offre correspond à l'augmentation de la demande alors la croissance économique est en situation d'équilibre.

Le modèle de Harrod :

Harrod dans son analyse pense que la croissance est déséquilibrée et instable à la fois, ainsi que les situations de déséquilibre sont plus fréquentes que celle de l'équilibre.

L'analyse de l'instabilité de la croissance se base sur la comparaison de trois taux de croissance :

Taux de croissance effectif  $g$ .

Taux de croissance garanti  $g_w$ .

Taux de croissance naturel  $g_n$ .

Selon Harrod, le taux de croissance effectif est relié au taux d'épargne et au coefficient du capital, le taux de croissance garanti lequel est le taux qui équilibre l'offre et la demande du marché des biens et le taux de croissance naturel est le taux qui assure le plein emploi donc c'est le taux auquel une économie doit croître pour éviter le chômage.

Une question essentielle se pose pour Harrod à quelles conditions le taux de croissance effectif peut-il être égal au taux de croissance garanti ?

Pour Harrod, l'investissement ( $I$ ) est proportionnel aux variations du revenu :

$$I = k \Delta y \dots (1)$$

Où  $k$  : le coefficient du capital.

Ainsi, l'épargne ( $S$ ) est proportionnelle au revenu ( $y$ ).

$$S = sy \dots (2)$$

Où  $s$  : la propension à épargner.

Situation d'équilibre :

Pour qu'il ait un équilibre il faut  $I=S$

$$I = k \Delta y = S = sy \dots (3)$$

On simplifier :

$$K \Delta y = s y \dots \dots (4)$$

$$\Delta y/y = s/k \quad Gw = s/k \dots \dots (5)$$

On constate que le taux de croissance effectif est égal au taux de croissance désiré (garanti) dans ce cas.

L'instabilité de la croissance (Le fil du rasoir) :

Harrod distingue deux types de déséquilibres :

Le premier problème du Harrod :

Déséquilibre sur le marché des biens lorsque le taux de croissance effectif de l'économie est différent du taux de croissance garanti.

Le taux de croissance effectif est supérieur au taux de croissance garanti :  $g > gw$  ceci veut dire que l'investissement insuffisant pour satisfaire la demande. Pour Harrod cette situation stimule l'expansion de l'économie.

Le taux de croissance effectif est inférieur au taux de croissance garanti :  $g < gw$  cela entrainera une surcapacité de production donc la demande est insuffisante pour utiliser toute la capacité de production. Selon Harrod c'est une situation de dépression.

Le deuxième problème du harrod :

Déséquilibre sur le marché de travail. Lorsque le taux de croissance garanti est différent du taux de croissance naturel.

Le taux de croissance garanti est supérieur au taux de croissance naturel :  $gw > gn$  dans ce cas-là on aura une situation de chômage Le taux de croissance garanti est inférieur au taux de croissance naturel :  $gw < gn$  dans ce cas on aura une situation de stagnation.

Nous retenons d'après le modèle harrodien que la croissance sera en équilibre si est seulement si les trois taux de croissance sont égaux :  $g = gw = gn$ .

Les limites du modèle :

Le modèle de Harrod & Domar a affronté certaines limites :

Harrod et Domar, économistes postkeynésiens et pionniers de la macroéconomie dynamique, ont conçu un modèle destiné à déterminer les conditions nécessaires à une croissance durable.

La proportion à épargner est toujours stable et elle ne dépend pas d'autres variables du modèle.

Les facteurs de production (travail et le capital) ne sont pas substituables ainsi il ne prend pas en compte le progrès technique.

Un modèle très exogène.

Ceci a conduit Solow à élaborer un autre modèle pour montrer que la croissance économique peut être durable et stable ainsi de mettre en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance.

La théorie néoclassique, développée dans les années 1950 par Robert Solow, est venue enrichir la réflexion économique à travers une critique de ce modèle précédent.

Présentation du modèle :

Le modèle de Robert SOLOW est à l'origine de la théorie néoclassique ; il est considéré comme l'un des principaux modèles de la théorie de la croissance économique. Solow a construit un modèle formel de la croissance économique à travers une réflexion critique sur le modèle de Harrod-Domar. Ce dernier était pessimiste par contre le modèle de Solow est un modèle optimiste car il conçoit que la croissance peut être durable et stable.

Selon la théorie de la croissance économique de Solow, trois facteurs clés déterminent la croissance : l'accumulation du capital, le progrès technologique et la croissance démographique.

La démographie et le progrès technique jouent des rôles distincts mais complémentaires : la démographie influence la quantité de main-d'œuvre disponible, tandis que le progrès technique améliore l'efficacité et la productivité du travail.

Structure du modèle :

Solow présente dans son fameux article « A contribution to the theory of economic growth » certaines hypothèses :

Les pays produisent et consomment un seul bien homogène (le produit). Les ménages possèdent les actifs et les facteurs de production et ils choisissent la part de

leur revenu qui sera consacrée à la consommation. La production se fait en concurrence parfaite.

Le progrès technique est exogène. Les firmes louent les services des facteurs de production (le capital et le travail) et vendent leurs produits aux ménages et aux autres firmes. Elles ont accès à une technologie qui leur permet de transformer ces facteurs en produits.

La technologie peut être représentée par une fonction de production basée sur des facteurs substituables : le capital physique, et le travail.

La fonction de production de type « Cobb-Douglas » :

$$Y = F(K, L)$$

L'économie à un secteur productif dans laquelle un bien homogène peut être soit consommé soit investi en vue de créer ou d'accroître le capital physique. En général c'est une économie fermée où la production est égale à la demande et l'investissement à l'épargne. La consommation agrégée est représentée par une fonction keynésienne :

Le capital se déprécie au taux constant «  $\delta$  ». La variation du capital est égale à la différence entre investissement et la dépréciation du capital.

Le taux d'épargne «  $s$  » est exogène et constant. Solow postule qu'à chaque instant une partie du produit va être consommée et une partie va être épargnée et investie, la fraction épargnée demeure constante.

Le facteur travail, augmente dans le temps en raison de la croissance démographique. Le taux d'activité est constant. Si la population croît au taux «  $n$  » l'offre de travail ( $L$ ) augmente aussi à ce taux «  $n$  ».

Modèle de base de Solow (sans progrès technique) :

Offre et la fonction de production :

Nous présentons d'abord la fonction de production sans progrès technique qui prend la forme suivante :

$$Y = F(K, L)$$

( $Y$ ) est le niveau de production obtenus grâce à la combinaison du stock du capital ( $K$ ) et de niveau d'emploi ( $L$ ).

On admet que la fonction de production est homogène de degré 1, ce qui veut dire qu'il y a des rendements d'échelles constants.

Autrement dit, si ( $K$ ) et ( $L$ ) sont multiplié par «  $\lambda$  », alors ( $Y$ ) est aussi multiplié par «  $\lambda$  ».

Maintenant, nous simplifions la fonction de production précédente pour exprimer les variables par travailleurs, en divisant ses termes par (L).

Donc on aura :  $Y/L = F(K/L, L/L) = F(K/L, 1)$

On va mettre  $y=Y/L$  et  $k=K/L$  On obtient :  $y = f(k) \dots (1)$

Demande et la fonction de consommation :

La fonction prend la forme suivante :  $Y = C + I$

Pour étudier cette fonction, on va continuer d'utiliser les variables exprimées en travailleurs comme le coté de l'offre.

Alors :  $c=C/L$  représente la consommation par travailleur.  $i =I/L$  représente l'investissement par travailleur.

On obtient :  $y = c + i \dots (2)$

Par ailleurs, la fonction de consommation prend la forme suivante selon Solow :  $c=(1-s)y$  avec  $s$  : la propension marginale à épargner

Donc la fonction (2) devient comme suit :  $y= (1-s)y+i$  Nous simplifions l'équation, on aura donc :  $s y = i \dots (3)$

A partir de cette équation (3) nous constatons que l'épargne qui n'est qu'une fraction du revenu est entièrement affectée à l'investissement

Equation fondamentale du stock de capital :

Selon Solow, le stock de capital se déprécie avec le temps pour une fraction «  $\delta$  ». Cette dernière affecte sur le niveau du stock de capital et de la production par tête.

De ce fait, la variation du stock de capital par tête est égale à la différence entre investissement et la dépréciation du capital (au taux constant  $\delta$ ).

$\Delta K = i - \delta K \dots (4)$

Avec  $\delta K$  : taux de dépréciation du capital.

A partir des équations (1) et (3), on peut écrire :

$i = s f(k) \dots (5)$

A partir des équations (4) et (5) et à l'aide d'une transformation mathématique, l'équation peut être reformulée comme suit :

$\Delta K = s f(k) - (n + \delta)K \dots (6)$

L'équation (6) est l'équation fondamentale du modèle néoclassique Solow. Le terme  $(n + \delta)$  est le taux de dépréciation effective du capital par travailleur.

L'état stationnaire chez Solow :

L'état stationnaire ou l'état régulier chez Solow est la situation où le stock de capital par tête ne change pas c'est-à-dire :  $\Delta K = s(k) - (n + \delta)k = 0$

D'après la figure précédente nous constatons :

Lorsque  $K < K^*$  c'est-à-dire l'investissement requis est supérieur à l'investissement réalisé ; le capital par tête net décroît  $\Delta K < 0$ .

Lorsque  $K > K^*$  c'est-à-dire l'investissement requis est inférieur à l'investissement réalisé, le capital par tête net croît  $\Delta K > 0$ .

Lorsque  $K = K^*$  c'est-à-dire l'investissement requis égal à l'investissement réalisé, le capital par tête est constant  $\Delta K = 0$ . Donc c'est l'équilibre stationnaire.

En revanche, l'état stationnaire est important pour trois raisons essentielles :

Une économie qui l'atteint ne bouge plus.

Une économie qui ne l'atteint pas, tend naturellement vers lui.

Il définit l'équilibre de longue période de l'économie.

Etats comparatifs :

Etudier les états comparatifs d'un modèle permettent d'examiner sa réponse en cas de changement dans la valeur de l'un de ses paramètres, tel que le taux d'investissement ou encore le taux de croissance de la population.

Une augmentation du taux d'investissement : entraîne un déplacement de la courbe vers le haut de  $s(y)$  à  $s'y$  comme apparaît dans la figure (7). Ainsi, le niveau de capital par tête continue à augmenter jusqu'à son nouvel état stationnaire  $k^{**}$ .

Pour permettre une croissance économique stable, Solow a introduit la technologie dans son modèle. Ce dernier permet d'augmenter la force du travail parce qu'il en augmente l'efficacité.

De nombreuses études statistiques ont été faites pour mesurer la contribution de chaque facteur à la croissance économique.

Ainsi, nous pouvons dire que le seul effet du progrès technologique est celui d'augmenter l'offre du travail.

Ce progrès technique va changer la contribution du facteur travail, pour l'introduire nous revenons à l'équation de la production initiale :

$$Y = F(K, L, E)$$

Où E est une forme du progrès technique qui accroît l'efficacité du travail.

Lorsque les technologies sont introduites, les travailleurs deviennent plus efficaces. De ce fait, il faut moins de travail pour produire la même quantité de biens, cela signifie qu'une partie du facteur travail devient disponible.

Ainsi, on suppose que l'efficacité E de chaque unité de travail augmente à un taux « g », et que le nombre de travailleur augmente à un taux « n », le nombre de travailleur efficace augmente donc à un taux « g+n ».

Nous procédons à la même procédure précédente, mais en raisonnant en fonction d'une unité par travailleur efficace :

On suppose que  $y^{**} = Y/EL$  et  $k^{**} = K/EL$

La fonction de production devient alors :  $y^{**} = f(k^{**})$

L'équation fondamentale du capital devient :  $\Delta K = s(k^{**}) - (\delta + g + n)k^{**}$

D'après Solow l'état stationnaire change sur le long terme grâce au progrès technique ainsi une amélioration de la productivité des facteurs qui permet une augmentation de la production.

Les limites du modèle :

Le modèle Solow à une certaine insuffisance :

La croissance à long terme du produit par tête s'explique uniquement avec le progrès technique exogène.

Les hypothèses du modèle sont trop simplistes et irréalistes.

Manque d'explication des sources du progrès technique.

Il ne prend pas en considération d'autres facteurs pour expliquer la croissance économique telle que les ressources naturelles (il l'explique sauf avec les facteurs de production).

Cette section a présenté un aperçu des principales théories traditionnelles de la croissance économique, notamment :

- Les théories classiques
- La théorie de Schumpeter
- La théorie postkeynésienne
- La théorie néoclassique

Ces théories offrent des perspectives différentes sur les facteurs qui influencent la croissance économique et les mécanismes qui la sous-tendent.

L'objectif de ces théories est de comprendre le mécanisme de la croissance économique. En d'autres termes il s'agit de s'interroger sur les sources de la croissance.

### Les théories de la croissance endogène :

Les théories de la croissance endogène ont émergé dans les années 1980 pour expliquer les facteurs qui contribuent à la croissance économique à long terme. Ces théories mettent en évidence les facteurs endogènes qui génèrent des externalités positives, tels que le capital humain, le capital physique, le capital public, les innovations technologiques, l'apprentissage par la pratique et la recherche et développement.

- Le modèle de Romer (1986)

Le modèle de Romer (1986) propose que l'investissement privé en capital physique constitue une source de croissance. Pour avoir une croissance auto-entretenu, il faut que le rendement marginal du capital physique soit au moins constant ou croissant. Les rendements d'échelle sont rendus croissants à l'aide des phénomènes d'externalités sur le stock privé de connaissances.

- Le modèle de Lucas (1988)

Le modèle de Lucas (1988) met en évidence le rôle du capital humain dans la croissance endogène. Le capital humain traduit les niveaux d'éducation et de formation, la capacité à assimiler des connaissances nouvelles et l'expérience professionnelle. Lucas propose deux modèles prenant pour base l'accumulation de capital humain.

- Le modèle de Barro (1990)

Le modèle de Barro (1990) montre que le capital public joue un rôle moteur dans la croissance économique. Les dépenses publiques productives assimilées au capital public d'infrastructure peuvent améliorer la productivité des facteurs privés.

### Les limites du modèle :

Les théories de la croissance endogène ont des limites, notamment l'incapacité d'expliquer le faible niveau d'utilisation des capacités de production dans les pays en voie de développement. Les modèles de croissance endogène liés au rôle du capital humain prennent en compte l'éducation privée soutenue par l'État et négligent le secteur d'éducation publique.

### Conclusion

En conclusion, les théories de la croissance endogène mettent en évidence les facteurs endogènes qui génèrent des externalités positives et contribuent à la croissance économique à long terme. Les modèles de Romer, Lucas et Barro sont des exemples de ces théories qui ont contribué à notre compréhension de la croissance économique.

---

## CHAPITRE IV :

# Ouverture commerciale et son incidence sur la croissance économique

---

### Introduction :

Dans un monde où les frontières économiques s'effacent et où les nations s'entrelacent dans un jeu complexe de dépendance et d'interdépendance, le commerce international est devenu un champ de bataille où les puissances économiques s'affrontent pour imposer leur suprématie.

La « guerre commerciale » qui est déclarée au grand jour par les puissants du moment, n'est pas seulement une question de tarifs douaniers et de quotas, mais aussi une lutte pour la domination des marchés, la maîtrise des chaînes de valeur et la captation des ressources stratégiques.

Alors que les règles du jeu commercial international sont en train d'être redéfinies, les pays en développement doivent adapter leurs stratégies pour ne pas rester en marge et protéger leurs intérêts."

C'est dire que le commerce international est devenu un enjeu géopolitique majeur, où les nations s'affrontent pour imposer leur puissance économique. Cette réalité souligne l'importance de la compétitivité et de la mise en place de stratégies pour ne pas être objet de cet échiquier sachant que le commerce international représente plus de 60% du PIB mondial alors que les échanges commerciaux entre les pays augmentent de 10% par an en moyenne depuis les années 1990.

### 1- Le commerce international, un moteur clef de la croissance économique mondiale :

Le commerce international est un moteur clef de la croissance économique mondiale. Mieux, il a un effet levier sur le développement économique des Etats, ses avantages concernent notamment :

- L'accès à de nouveaux marchés via le commerce international
- L'accès à la diversification des produits : les pays peuvent importer des produits qu'ils ne produisent pas ou qui sont rares sur leur territoire.
- La spécialisation et l'efficacité économique : les pays peuvent se spécialiser dans les produits qui produisent le mieux, ce qui augmente l'efficacité et réduit les coûts.

### 2- La croissance économique :

- Le commerce international peut stimuler la croissance économique en augmentant les investissements, les emplois et les revenus

- Innovation et transfert de technologique
- Le commerce international favorise l'échange de technologies et d'innovation entre les pays.

### 3- Les enjeux :

- Le commerce international crée une concurrence entre les entreprises et les pays.
- Les barrières commerciales : les pays peuvent imposer leurs barrières commerciales pour protéger leurs industries nationales
- Les déséquilibres commerciaux
- Les pays peuvent connaître des déséquilibres commerciaux avec des excédents ou de déficits importants.
- Impact environnemental.
- Le commerce international peut avoir des impacts environnementaux négatifs tels que la pollution, la déforestation.
- Les inégalités.
- Le Commerce International peut exacerber les inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays.
- Le Commerce International est générateur de croissance en attirant les IDE.
- Création d'emplois dans les secteurs de l'exportation et de l'importation.
- Le commerce International contribue à l'augmentation des revenus des entreprises et des ménages.

La diversification économique :

Le CI peut contribuer à la diversification économique en encourageant les pays à développer de nouvelles activités industrielles.

Le défi à relever :

- Réduire les impacts négatifs des nuisances
- Promouvoir la justice sociale : réduire les inégalités générées par le CI
- Coopérer pour résoudre les problèmes et promouvoir une croissance durable.

C'est dire que toute participation accrue des échanges mondiaux peut stimuler une croissance économique à travers des canaux de transmission, en l'occurrence l'ouverture commerciale, les exportations, les importations, le taux de change et la balance commerciale.

Le but de ce chapitre est d'aborder la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique.

Voici-ci quelques généralités du Commerce International que nous vous livrons, selon un ordre chronologique.

Les économistes ont tenté, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, d'expliquer, les échanges internationaux. L'apport des théories du commerce international au développement de ces échanges n'est plus à démontrer.

La théorie mercantiliste considère que le commerce international est une « guerre économique » qui ressemble à s'y méprendre à un « jeu à somme nulle ».

Les théories classiques du commerce international ont cherché à identifier les déterminants des échanges internationaux.

Les théories factorielles ont poussé la réflexion pour démontrer que le commerce International permet aux pays de se spécialiser dans un registre plus étroit de biens leur permettant d'acquérir une grande efficacité grâce aux économies d'échelle. Néanmoins les bénéfices ne sont pas limités au seul commerce tangible.

A partir des années 80, de nouvelles théories ont fait leur apparition pour introduire l'hypothèse des rendements d'échelle croissante de même que l'importance du commerce international intra-branche.

Dans un deuxième temps, nous explorerons les indicateurs clés de l'ouverture commerciale, mettant en lumière les différentes facettes de ce concept. Ensuite, nous approfondirons l'analyse de la relation complexe entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, cherchant à comprendre les mécanismes sous-jacents qui influencent cette dynamique.

En effet, l'ouverture commerciale au reste du monde par le développement des échanges est corrélée à la croissance économique, à l'instar des pays émergents asiatiques dont leurs économies se fendent sur une stratégie d'intégration inter planétaire. Cette ouverture permet aux producteurs d'accroître leur production, offrir aux consommateurs des produits diversifiés et partant contribuer à la hausse de la croissance.

La littérature économique est riche en études qui analysent la relation entre ces deux phénomènes. Ces études peuvent être regroupées en deux grandes catégories.

L'une présente les explications théoriques et l'autre analyse la relation dans un cadre empirique.

### Section 1- Focus sur le commerce international :

Toutes les économies participent à l'échange international, ceci est la raison pour laquelle les grands courants du commerce international ont essayé d'expliquer et analyser les raisons de cet échange.

#### Introduction :

Cette section explore les théories qui expliquent le commerce international et leur évolution.

Nous aborderons également les politiques commerciales, notamment le protectionnisme et le libre-échange, dans un contexte où certaines puissances dominantes cherchent à influencer le monde.

#### 1- Les fondements théoriques du commerce international :

Nous explorerons les théories classiques du commerce international pour mieux comprendre les échanges commerciaux mondiaux.

La théorie mercantiliste : Le mercantilisme est une doctrine économique qui s'est développée en Europe. Cette théorie considère que le commerce international est une « guerre économique » assimilée à « un jeu à somme nulle ».

Selon la littérature sur le commerce extérieur, en date du 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> siècle, les mercantilismes sont les premiers qui ont défini les concepts permettant la richesse des nations.

Les mercantilistes qui ont fait de la richesse et de la puissance leur cheval de bataille, soutiennent que les facteurs clefs de la croissance sont l'abondance de la main d'œuvre (Labor), les métaux précieux et l'intervention étatique, pour s'enrichir, l'excédent commercial, en invitant les Etats à stimuler les exportations et à restreindre les importations, à accompagner les industriels par l'importation de matières premières bon marché, l'aide à l'essor du trafic maritime, le tout doublé d'une politique protectionniste qui taxe les produits manufacturiers.

L'État est le moteur de la richesse nationale, et les théories mercantilistes offrent des perspectives variées sur ce rôle crucial.

Dans la course à la richesse, l'État joue un rôle déterminant, et les écoles mercantilistes proposent différentes approches pour y parvenir.

La richesse nationale est souvent le fruit d'une politique étatique volontariste, et les théories mercantilistes révèlent les différentes facettes de cette stratégie :

- Anglaise (enrichissement de l'Etat par le commerce extérieur,
- Espagnole (enrichissement de l'Etat par l'or et l'argent),
- Française (création et soutien des activités industrielles par des subventions ou privilèges (octroi de position de monopole).

Entre temps, deux autres théories du commerce international ont vu le jour, l'une classique et l'autre moderne.

### 2- Les théories classiques :

Les approches développées par les classiques ont jeté des bases d'une meilleure compréhension des mécanismes de spécialisation internationale. En cherchant à identifier les déterminants des échanges internationaux, ils ont contribué par leur réflexion à apporter des éléments de réponse formulés dans un certain nombre de question aux échanges entre pays ainsi que les mécanismes de spécialisation.

#### Théorie de l'avantage absolu d'Adam Smith :

**A. Smith** (1723-1790), dans son célèbre livre « la richesse des nations » publié en 1776, défendant le libre-échange, intègre son analyse dans l'analyse globale du fonctionnement de l'activité économique.

Il se fonde sur les mêmes principes, ceux de la liberté individuelle, la recherche en incitant les Etats à se spécialiser dans les productions sur lesquels ils détiennent un avantage comparatif.

En d'autres termes, un pays détient un avantage absolu lorsqu'il produit un bien à un coût de production moindre que les autres pays, de même lorsqu'il produit une certaine quantité de biens plus élevée aux pays concurrents avec la même quantité des facteurs utilisés.

Compte tenu des différences absolues de coût de production existantes entre les pays, l'ouverture va conduire chaque pays à rechercher ailleurs les biens à un coût moins que celui produit localement.

C'est-à-dire que lorsqu'un pays produit un bien avec un coût moins élevé que d'autres pays, il détient un avantage absolu. Ainsi, Il serait avantageux pour un pays de se spécialiser dans la production et l'exportation des biens pour lesquels il détient un avantage absolu.

- Les limites de cette théorie :

Bien que cette loi marque une rupture importante avec le mercantilisme, elle ne parvient cependant à expliquer qu'une partie du commerce international.

En effet, elle exclut les nations qui ne disposent pas d'un avantage comparatif, limitant ainsi son champ d'application.

C'est pourquoi David Ricardo est intervenu en 1817 avec sa théorie des avantages comparatifs, démontrant que les échanges entre deux pays sont bénéfiques pour chacun d'eux dès lors que les coûts de production diffèrent.

Smith est le premier économiste qui a interprété le libre- échange comme « un jeu à somme positive » contredisant la théorie mercantiliste selon laquelle les échanges internationaux ne sont qu'un « jeu à somme nulle ».

La théorie d'avantage absolu rencontre connaît des limites en occultant l'évolution dans le temps de la technique et les rapports de force entre les nations :

- La théorie des avantages absolus repose sur un ensemble d'hypothèses restrictives.
- Smith n'utilise qu'un seul facteur (le travail) pour sa démonstration et néglige le rôle des autres facteurs de production et en particulier celui de capital.

L'absence d'avantage absolu : la théorie de Smith conduit à une vision restrictive du commerce international dans la mesure où certains pays qui ne possèdent pas d'avantage absolu dans une production d'un bien ne peuvent pas participer à l'échange international.

En réponse à ces limites, David Ricardo développe le concept de l'Avantage comparatif.

La théorie d'avantage comparatif de David Ricardo :

L'avantage comparatif est une théorie économique classique du commerce international développé par l'économiste David Ricardo (1772-1823) dans son ouvrage « principes de l'économie politique et de l'impôt » publié en 1817.

Au début du 19<sup>ème</sup> siècle, Ricardo va compléter la théorie de Smith en donnant une explication sur les échanges sont basés sur les différences internationales dans la productivité du travail.

- Les limites de cette théorie :

La théorie d'avantage comparatif a affronté certaines insuffisances à savoir :

- Les coûts de transport sont négligés.
- Elle est basée sur les coûts constants ce qui n'est pas réel.
- Le facteur travail est pris comme seul déterminant de la valeur.
- L'inégale répartition du gain mondial.

La théorie des prix internationaux de John Stuart Mill :

C'est une théorie économique développée par J-S-MILL en 1848 dans « principe d'économie politique », elle complète la théorie de Ricardo.

Cette théorie indique que les rapports des échanges se basent sur l'évolution de la demande extérieur ainsi elle démontre que le pays se réalise l'échange le plus favorable est celui dont les produits sont très demandés partout dans le monde.

J-S-MILLE a montré que les prix internationaux d'équilibre vont être déterminés par

les conditions de la demande mondiale. Plus un bien sera demandé au niveau international plus son prix sera élevé.

Ainsi, les pays qui ont un avantage comparatif dans les produits fortement demandés au niveau international ont plus de chances d'acquiescer des gains élevés à l'échange.

Les théories néoclassiques du commerce international :

La théorie des dotations factorielles, développée par Elie Heckscher et Bertil Ohlin, prolonge la théorie ricardienne en mettant l'accent sur les différences de dotations factorielles entre les pays.

Les travaux de ont enrichi cette théorie, donnant naissance au modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS), connue aussi sous le vocable d'allocation optimale des ressources.

Cette théorie a occupé une place centrale dans la théorie du commerce international et a fait l'objet de nombreuses recherches.

La théorie HOS montre que les pays ont intérêt à ouvrir leurs frontières et à spécialiser leurs productions : chaque pays doit se spécialiser dans la production pour laquelle il possède les meilleures dotations factorielles. Cette théorie repose sur certaines hypothèses :

- Supposant qu'il y a deux pays, deux biens, deux facteurs de production. Les facteurs sont homogènes identiques et mobiles.
- La consommation est identique dans les deux pays.
- Stolper et Samuelson (1941) et de Rybczynski (1955) La technologie est la même dans les deux pays.

28

La fonction de la production pour les deux biens présente des rendements d'échelle constants.

- Les biens différents par l'intensité des facteurs.

---

<sup>28</sup> STOLPER, W. et P.A. SAMUELSON, 1941, Protection and Real Pay, *Review of Economic Studies* 9,59-73.

- La concurrence est parfaite sur le marché des produits et sur celui des facteurs.
- Il n'y a pas d'obstacles aux échanges internationaux, mais le mouvement des facteurs internationaux sont impossibles.
- Le théorème HO :

Selon E. Heckscher et B. Ohlin, « la rareté des facteurs » et dans les pays les « proportions différentes » des facteurs contenus dans les biens constituent les déterminants essentiels de la spécialisation internationale.

Selon ce modèle les différences dotations factorielles sont à l'origine des avantages comparatifs et donc de l'échange international. Deux facteurs de production sont retenus dans ce modèle : le capital (K) et le travail (L).

Prenant l'exemple de deux pays échangeant deux biens à l'aide de deux facteurs (travail, capital), soit la France et l'Angleterre.

Supposant que la France soit relativement mieux dotée en capital par rapport au travail et que l'Angleterre soit mieux dotée en travail.

Nous pouvons établir une relation entre l'intensité factorielle ( $K \odot L$ ) et les rémunérations factorielles .

Cette relation permet de réaliser que les biens intensifs en capital sont relativement moins chers à la France et les biens intensifs en travail sont relativement moins à l'Angleterre. Donc la France possède un avantage comparatif dans la production des biens intensifs en capital et doit se spécialiser, par contre l'Angleterre se confine dans la production des biens intensifs en travail dont elle détient un avantage comparatif.

Donc, la différence de dotation ou l'abondance factorielle est la raison des différences des prix relatifs des biens qui mènent à l'échange international.

A l'ouverture, le théorème HO stipule que chaque pays se spécialise dans l'exploitation de bien intensif dans le facteur abondant. Le prix international de chaque bien vendu est ainsi plus élevé que le prix relatif autarcique, ce qui stimule d'autant la production nationale.

Donc à l'ouverture, chaque pays a tendance à augmenter la production du bien intensif en facteur abondant, ce qui se traduit par une demande nationale accrue par ce facteur.

A cet égard, le prix du facteur très demandé finit par augmenter et réciproquement le prix du facteur rare (peu demandé) diminue.

Ce raisonnement a conduit W. Stolper et P. Samuelson à formuler un théorème clé, celui de Stolper-Samuelson (1941). Développé par les économistes américains Wolfgang Stolper et Paul Samuelson, ce théorème stipule que l'augmentation du prix d'un bien a deux effets :

- Elle augmente la rémunération réelle du facteur de production utilisé intensivement dans la production de ce bien.
- Elle réduit la rémunération réelle du facteur de production utilisé de manière moins intensive dans la production de ce bien

Théorème d'égalisation des prix des facteurs :

Développé par Paul Samuelson à la fin des années 1940, ce théorème examine l'impact du commerce extérieur sur les différences internationales de prix des facteurs de production. Il stipule que le libre-échange entre deux pays conduit à une tendance à l'égalisation des prix des facteurs de production entre ces pays. Si les deux économies maintiennent une situation de libre-échange et produisent les deux biens, cette tendance se poursuivra jusqu'à l'égalisation complète des prix des facteurs de production entre les deux pays

Théorème de Rybczynski :

Ce théorème stipule que si un pays connaît une augmentation de son stock d'un facteur de production, tout en maintenant les prix relatifs des biens constants, alors :

- La production du bien qui utilise intensivement ce facteur augmente.
- La production de l'autre bien diminue.

Autrement dit, lorsqu'un pays voit son stock d'un facteur de production augmenter, sa spécialisation évolue vers la production de biens intensifs en ce facteur. Cela entraîne une augmentation de la rémunération de ce facteur (selon le théorème de Stolper-Samuelson) et, en situation de libre-échange international, une égalisation progressive des rémunérations factorielles.

Les limites des approches factorielles :

La théorie factorielle de spécialisation internationale repose sur un jeu d'hypothèses restrictives qui ne correspond pas à la réalité :

- La concurrence n'est pas parfaite.
- Les facteurs ne sont jamais parfaitement mobiles dans un pays ni parfaitement homogène.
- Les techniques de production peuvent être différentes d'un pays à l'autre.

Pour qu'il ait convergence du prix des facteurs de production, il faut que toutes les hypothèses du modèle soient vérifiées.

Les limites des approches factorielles :

La théorie factorielle de spécialisation internationale repose sur un jeu d'hypothèses restrictives qui ne correspond pas à la réalité :

- La concurrence n'est pas parfaite.
- Les facteurs ne sont jamais parfaitement mobiles dans un pays ni parfaitement homogène.
- Les techniques de production peuvent être différentes d'un pays à l'autre.
- Pour qu'il ait convergence du prix des facteurs de production, il faut que toutes les hypothèses du modèle soient vérifiées.

Limites de l'approche HOS :

L'approche Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS) montre que l'immobilité des facteurs de production n'empêche pas leur rémunération de s'égaliser entre pays ayant des dotations factorielles similaires.

Cependant, cette égalisation devient improbable lorsque les pays ont des dotations factorielles très différentes ou lorsque le nombre de biens et de facteurs est différent. De plus, les différences de fonctions de production entre pays peuvent entraîner des spécialisations inattendues dans des biens intensifs en facteurs rares.

Ces limites amènent certains économistes, comme J. WIELLER, à considérer que la théorie HOS peut être utilisée pour justifier les restrictions à l'immigration, comme celles mises en place par les États-Unis depuis 1924, contrairement à ce que suppose la théorie HOS, on comprend qu'une certaine mobilité des facteurs est nécessaire au fonctionnement du commerce international et à l'égalisation des prix des facteurs.

Le paradoxe Leontief :

La démonstration de l'intérêt des échanges internationaux par les différences de dotation en facteurs de production s'est montrée peu convaincante.

L'analyse économique a démontré que la croissance économique dépend non seulement de la quantité des facteurs de production, mais également de leur qualité, de leur efficacité, de leur combinaison, du progrès technique, de la demande, des caractéristiques des marchés et d'autres variables spécifiques à chaque pays et à chaque conjoncture.

Les limites de la théorie de Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS), mises en évidence par les travaux de Wassily Leontief, ont conduit les économistes néoclassiques à affiner la théorie des avantages comparatifs en tenant compte de la qualité des facteurs de production, des caractéristiques des marchés nationaux et de l'adaptation des produits à la demande nationale.

En 1953, Leontief a montré que, dans les années suivant la Seconde Guerre mondiale (1947-1953), l'économie américaine s'était spécialisée dans les échanges internationaux dans des productions nécessitant plus de travail que de capital.

Cette évolution semblait paradoxale pour un pays qui était sorti de la guerre avec un capital renforcé et des partenaires ayant une main-d'œuvre abondante. Cependant, Leontief a fourni une explication compatible avec la théorie des avantages comparatifs en soulignant que les États-Unis exportent principalement des biens intensifs en travail de haute qualité, ce qui constitue un avantage comparatif pour le pays, tandis qu'ils importent des biens intensifs en capital.

Leontief cherche à appréhender l'intensité factorielle d'un million de dollars d'exportation et d'un million de dollars d'importations américaines en élaborant un tableau d'échange industriels (TEI) qui lui permet d'obtenir les coefficients techniques de capital et de travail pour chaque unité de production<sup>29</sup>.

Leontief a utilisé le tableau input-output de l'économie américaine pour effectuer son test.

En nommant respectivement  $K_m$  et  $L_m$  la valeur du capital et celle du travail contenu dans les importations et  $K_x$   $L_x$  contenus dans les exportations, l'intensité capitaliste (a) des importations sur les exportations est alors donnée par le ratio suivant :

$$a = \frac{K_m/L_m}{K_x/L_x}$$

Pour que la théorie HOS soit vérifiée dans le cas des États-Unis en 1947, il faudrait avoir :

$$K_m/L_m < 1 \text{ et } K_x/L_x > 1$$

Donc, logiquement le ratio  $a < 1$

Or, les chiffres produits par Leontief indiquent un résultat différent, d'où la naissance du

« Paradoxe » :  $a = 1,299$

Parmi les critiques qu'on peut adresser à l'analyse de Leontief c'est le fait qu'il inclut dans sa mesure du capital ; le capital physique et néglige complètement le capital humain.

2. Les nouvelles théories du commerce international : les approches néo-factorielle et néo-technologique :

Les théories basées sur les avantages comparatifs ont des limites pour expliquer certaines caractéristiques clés de la spécialisation internationale observée depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour mieux comprendre ces phénomènes, il est nécessaire de prendre en compte la structure des marchés et la dynamique de la production.

Les nouvelles théories du commerce international peuvent être considérées comme une extension des idées d'Adam Smith, qui soulignait les bénéfices de l'ouverture extérieure pour croître à productivité grâce à l'extension du marché, et de David Ricardo, qui mettait en avant l'importance des écarts technologiques.

Le concept des avantages comparatifs reste au cœur des débats. Depuis la fin des années 1970, de nouvelles théories du commerce international ont émergé, critiquant les théories traditionnelles qui ne parvenaient pas à expliquer les échanges commerciaux entre pays ayant le même niveau de développement. Un nouveau courant de pensée a ainsi vu le jour, tentant d'expliquer ces phénomènes en se basant sur la concurrence imparfaite et en utilisant de nouveaux outils théoriques.

Pour mieux comprendre les échanges internationaux, nous considérons deux facteurs clés : les rendements d'échelle croissants et la différenciation des produits, qui permettent d'expliquer le commerce international intra-branche.

La théorie néo technologique :

L'hypothèse forte du modèle HOS est que les deux pays qui échangent peuvent accéder aux mêmes facteurs de production (travail, capital) pour produire les deux biens. Contrairement à ce modèle, l'approche néo technologique prend en considération de nouveaux facteurs explicatifs du commerce international : « la recherche et développement R&D, le progrès technique et les innovations ».

Posner et l'évolution technologique :

En 1961, Posner développe une nouvelle analyse centrée sur le changement technique : c'est la thèse de l'écart technologique. Celle-ci prône l'idée que l'innovation crée un avantage comparatif pour le pays innovateur.

Les pays développés exportent des biens intensifs en nouvelle technologie et ont un avantage absolu pour chaque innovation par rapport à leurs partenaires, c'est alors l'écart technologique qui détermine les échanges internationaux. Cette analyse est enrichie par les travaux de Vernon (1966) qui explore l'ensemble du cycle de vie de produit et développe la thèse de l'écart technologique.

La théorie de cycle de vie de Vernon :

R. Vernon, connu pour sa théorie du cycle du produit et de son application au commerce international, fait remarquer que si tous les pays avancés ont accès aux connaissances scientifiques leur transformation en innovation requiert la présence des producteurs d'un marché vaste et riche sur lequel il est possible de lancer le produit nouveau. Aussi, a-t-il identifié quatre phases du cycle de vie du produit :

- Phase 1 : introduction du nouveau produit

Le nouveau produit est introduit sur le marché grâce à un apport important de travail et de compétences et à un investissement en termes de recherche et développement. Il est vendu à une demande nationale peu sensible au prix.

- Phase 2 : Croissance

Le marché national s'élargit, la production de masse, la concurrence fait baisser les prix de vente et des exportations destinées à des consommateurs à revenu élevé apparaissent.

- Phase 3 : Maturation

L'apparition de concurrents étrangers conduit les entreprises nationales à aller produire à l'étranger, en substituant les exportations au bien produit à l'étranger. Cette production exige un travail moins qualifié

- Phase 4 : déclin

A ce stade, la production est concentrée dans les pays qui pratiquent les salaires les plus bas en utilisant le travail non qualifié. La production est abandonnée par les entreprises sur le territoire national, la demande résiduelle est satisfaite par des importations en provenance des filiales étrangères.

L'approche relative au cycle de vie du produit peut s'appliquer à un grand nombre de produit comme les fibres synthétiques, l'électronique, les radios, les télévisions, les calculatrices et les ordinateurs. L'un des avantages de cette théorie est la manière flexible dont elle explique non seulement pourquoi le commerce se met en place mais également pourquoi il est remplacé par les investissements direct à l'étranger.

#### Echanges internationaux et rendement d'échelle croissant :

Les modèles qui ont été développés par les théories traditionnelles reposent sur l'hypothèse des rendements d'échelle constants.

En d'autres termes, cela signifie que si les facteurs de production accroissent d'une proportion  $x$ , la production augmente de la même proportion. Mais que passerait-il si les rendements d'échelle deviennent croissants ?

Les rendements d'échelle sont le lien qui existe entre les quantités produites et les coûts de production. Il est intéressant à ce stade de se souvenir (comme soulignait déjà A. Marshall 1879) que les rendements d'échelles peuvent être soit interne ou soit externe.

#### Economie d'échelle interne :

Ce cas conduit à la disparition de la concurrence : si les coûts de production diminuent de manière continue lorsque la taille augmente, le marché est en situation de monopole<sup>30</sup>.

---

<sup>30</sup> VERSPAGEN, B., 1998, *Long Run Growth, Convergence and Factor Prices*, Maastricht Economic Research

L'analyse des effets des économies d'échelles interne sur l'échange international ce n'est pas facile parce qu'elle dépend de la structure du marché qui va émerger.

Economie d'échelle externe :

Selon A. Marshall, l'économie d'échelle externe est dépendante du développement du secteur auquel appartient la firme, lorsque toutes les firmes du secteur voient leurs coûts de production diminuer alors que les quantités globales produites augmentent<sup>31</sup>.

Echange international et différenciation du produit :

La théorie traditionnelle du commerce international se base sur l'homogénéité des produits : tous les producteurs mettent sur le marché des produits identiques. Cette théorie a été développée en introduisant une nouvelle hypothèse différente, celle de la différenciation des produits.

Par ailleurs, les consommateurs pour des raisons objectives ou subjectives considèrent que les produits de deux firmes qui appartiennent à la même branche sont différents.

L'introduction de cette hypothèse permet de comprendre l'existence du commerce intra-branche. Deux types de différenciation sont considérés : la différenciation horizontale c'est-à-dire lorsque les produits présentent la même qualité mais qui diffèrent par leur caractéristique réel ou perçu (service après-vente, formes, couleurs, emballage...) et la différenciation verticale lorsque les consommateurs sont confrontés à des produits de qualités distinctes (les différentes gammes d'un producteur d'automobile).

Le commerce intra-branche et le modèle de Linder :

Le commerce intra-branche :

L'échange intra-branche peut être défini comme suit : est le commerce des biens et services qui concernent les mêmes types de produits c'est-à-dire les produits relevant de la même branche.

---

Institute on Innovation and Technology, Document de travail 2/98-025.

<sup>31</sup> RAINELLI. Michel, « Les Nouvelles Théories Du Commerce International », Edition Casbah, Alger, 1999, P 28.

L'échange intra-branche est aussi l'échange croisé de produits similaires par exemple : au pays A on achète les voitures du pays B et aux pays B on achète les voitures du pays A.

Mesure du commerce intra-branche :

L'indicateur le plus utilisé pour mesurer le commerce intra-branche est le ratio (GL) de Grubel et Lloyd (1975).

$$GL_i = [(X_i + M_i) - |X_i - M_i|] / (X_i + M_i) = 1 - [|X_i - M_i| / (X_i + M_i)]$$

Avec  $X_i$  : exportations du produit  $i$   $M_i$  : importations du produit  $i$

Lorsque GL tend vers le 0, le commerce est interbranche et lorsqu'il tend vers 1, il s'agit d'intra- branche. Supposons que pour un produit  $i$  donné,  $X_i$  vaut 1000 et  $M_i$  également. L'indice Gm2L est égal à 1. Le produit  $i$  se trouve alors dans une situation de commerce intra-branche pur<sup>32</sup>.

La demande représentative de Linder :

La théorie de Linder est l'une des premières théories qui a essayé d'expliquer le commerce intra- branche. En 1961, Linder a tenté d'élaborer une nouvelle approche en termes de demande. Pour Linder, l'échange croisé de produits manufacturés entre pays développés ne s'explique pas par les dotations factorielles mais par les comportements de demande.

Un pays devient exportateur s'il dispose d'abord d'une demande domestique représentative pour les produits. Ce qui lui permet de lancer la production.

Enfin, la fonction de production d'un bien dans un pays sera favorable si ce bien y est fortement demandé « principe de la demande domestique représentative ».

<sup>32</sup> SLIM. Assen, « Le Commerce Intra-Branche Peut-Il Etre Mesuré ? Les Limites Des Méthodes Existantes Dans Le Cas De La République Tchèque Et L'ue », Économie appliquée, ISMEA, LXII (2), 2009, P 109

Les politiques du commerce international :

L'Etat considère le commerce international comme l'un de ses domaines privilégiés. En matière économique, chaque pays adopte des politiques commerciales selon ses objectifs économiques et son niveau de développement.

La politique commerciale occupe une place importante en matière de développement, elle oscille entre deux orientations, soit la protection de l'économie et du marché national (protectionnisme) soit la libéralisation des échanges (le libre échange).

Le protectionnisme :

Protectionnisme est une doctrine économique et aussi une politique commerciale défendue par certain économiste qui vise à maintenir à un niveau favorable, le taux de couverture des importations par les exportations.

Cette doctrine économique est très ancienne, on la retrouve chez les mercantilistes. A l'époque, le but de l'économie était d'enrichir l'Etat, en favorisant les exportations et en décourageant les importations par un protectionnisme strict.

Par ailleurs, les instruments protectionnistes peuvent se rapporter à deux types principaux : les barrières tarifaires et les barrières non tarifaires.

### **1.1.2.** Les barrières tarifaires :

Les tarifs sont la forme la plus ancienne de la politique commerciale, sortent de l'utilisation des droits de douanes qui sont des taxes prélevées sur les biens et services lors de leurs passages aux frontières. Les douaniers contrôlent les entrées sur le territoire pour cette raison.

Les droits de douanes peuvent être soit spécifique 'est-à-dire sont fixés en fonction de la catégorie et de la quantité des biens importées, soit ad valorem c'est-à-dire fixés à un pourcentage prédéfini de la valeur des biens importées.

De ce fait, les douanes utilisent les droits ad valorem car ces derniers sont précis et modifiés automatiquement par la hausse des prix des biens importés par contre les droits de douane spécifique ne s'adaptent pas aux variations aux prix des importations.

### 1.1.3. Les barrières non tarifaires (BNT) :

Cherchent à réduire ou à contrôler le passage des biens à la frontière dans le but de protéger le marché national de l'extérieur.

Sont des barrières qui restringent le commerce sans utiliser des tarifs. Nous distinguons deux formes principales de barrières tarifaires. Soit des restrictions quantitatives : (les quotas et les restrictions volontaires à l'exportation), soit des prohibitions.

- Les restrictions quantitatives :

Les deux formes principales de restrictions quantitatives sont les quotas et les restrictions volontaires à l'exportation.

Les quotas :

Appelé aussi les contingents à l'importation il s'agit de réduire pour un pays les quantités importés d'un produit donné ainsi consiste à fixer la quantité maximale d'une certaine marchandise dont l'importation ou l'exportation est autorisé pendant une période donnée.

- Les restrictions volontaires à l'exportation (RVE) :

Les restrictions volontaires à l'exportation sont des restrictions quantitatives par lesquelles le pays importateur incite les pays exportateurs à réduire leurs livraisons.

De ce fait, Il s'agit donc des négociations bilatérales à la suite desquelles le pays exportateur restreint volontairement ses exportations.

La différence entre un RVE et un droit de douane c'est que ce dernier représente une recette douanière alors que la RVE devient une rente payée à un pays étranger. Les RVE sont utilisées par les grands pays pour protéger leurs industries éprouvées par la concurrence étrangère.

- Les prohibitions :

Sont des interdictions d'importer certains produits figurant sur une liste prédéfinie par les autorités d'un pays.

Ces prohibitions sont basées parfois sur des raisons sanitaires (interdiction d'importer

le poulet pendant la maladie de Newcastle chez la volaille), parfois sur des raisons religieuses (interdiction d'importer de l'alcool en Arabie saoudite) parfois pour des raisons morales (stupéfiant) ou écologiques (animaux exotiques).

La prohibition d'exportation peut aussi exister sous la forme d'un embargo. L'embargo est une mesure administrative qui empêche la libre circulation d'un bien.

- Les subventions :

Nous distinguons deux formes de subventions : subventions à la production et subventions à l'exportation.

Les subventions à la production sont considérées comme une solution de remplacement du tarif douanier, dans la mesure où ce tarif est levé en vue de protéger la production nationale du bien considéré.

Les subventions à l'exportation se sont des subventions où l'Etat accorde des aides financiers aux producteurs nationaux dans le but d'augmenter leurs capacités d'exportation.

Par ailleurs, les subventions peuvent être utilisés comme moyen de dumping, vendre moins chers à l'étranger ce qui coute plus chers à l'intérieur du pays.

En fin, certain économiste considère que le protectionnisme à certain effet positif sur l'économie nationale tel que :

- Il favorise le développement économique d'un pays ; il équilibre son commerce extérieur et surprime toutes dépendances vis-à-vis de l'étranger.
- Il permet de contrôler la concurrence étrangère pour maintenir la diversification de l'économie nationale.

Le protectionnisme a aussi des effets négatifs sur l'économie nationale. En effet, il freine les innovations car le progrès technique est moins diffusé dans les pays qui adoptent cette politique.

### 1.2. Le libre-échange :

Le libre échange est une doctrine économique ainsi une politique commerciale qui cherche à réaliser la libre circulation des biens entre les pays et cela à travers l'assouplissement ou la suppression de toutes les entraves aux échanges. Il s'agit d'un système de commerce international basé sur l'absence des barrières tarifaires et non tarifaires à la circulation des biens et services.

Le libre-échange favorise d'une part l'efficacité économique des pays qui le pratiquent parce qu'il encourage la spécialisation dans certaine production et d'autre part la baisse des prix des biens et services locaux, en ouvrant la porte aux produits étrangers.

Le libre-échange a été développé par les physiocrates du XVIIIe siècle (François Quesnay 1694- 1774) et les économistes bilatéraux (David Ricardo, J.S. Mill...). Au XXème siècle, plusieurs types d'accord commerciaux sont allés dans le sens de la libéralisation des échanges et de leur intégration dans un ensemble plus vaste.

- Des échanges sont multilatéraux, dans la mesure où un pays acquiert sur une ou plusieurs de ses partenaires des excédents qui lui permettent de compenser le déficit supporté à l'égard des autres.
- Des échanges sont bilatéraux dans la mesure où les exportations d'un pays à destination de chacun de ses partenaires compensent les importations en provenance de ce partenaire. Dans ce cas, les échanges d'un pays avec l'autre sont privilégiés.

Par ailleurs, le libre-échange présente certains avantages. Il permet de :

- Baisser les prix des biens et services en ouvrant la porte aux produits étrangers.
- Exporter et importer les produits aux meilleurs prix. Ceci entraîne un accroissement du niveau de vie et à la croissance économique.
- Utilisation efficace des facteurs de production disponibles localement.
- L'expansion des marchés.
- Accroissement de la diversité des produits.
- Eviter les risques de pénurie.
- Favoriser la concurrence ce qui entraîne une amélioration de la compétitivité

des prix.

- Bénéficiaire de technologies étrangères indisponible dans le pays.
- Favoriser l'accueil des investissements direct étranger qui peuvent favoriser la croissance.

Toutefois, le libre-échange a des limites. Lorsque la demande des biens et services baissent, la croissance économique qui en dépend va baisser aussi ce qui entraîne un ralentissement de la croissance économique.

Dans cette section, nous avons présenté différentes théories qui expliquent le bien fondé du commerce international ainsi que les différentes politiques commerciales.

C'est dire que le commerce international est le maillon principal d'un système complexe des relations économiques internationales.

Section II : revue de la littérature sur l'ouverture commerciale

La structure du commerce international des pays en développement a été profondément transformée depuis un peu plus de trois décennies.

Alors qu'en 1980, les produits manufacturés de ces pays ne représentaient que 25 % de leurs exportations, en 1998, ce pourcentage atteignait les 80 %, et il ne cesse de croître depuis (Banque mondiale, 2004 : 45)<sup>1 2</sup>.

Le succès des quatre « Dragons asiatiques » en la matière est souvent attribué aux politiques d'ouverture commerciale menées par ces pays. En matière de relations économiques internationales, la politique d'ouverture commerciale désigne la volonté des autorités d'un pays de multiplier les échanges économiques de toutes sortes avec d'autres pays ou de réduire les obstacles à cette multiplication.

Cette politique délibérée de l'Etat peut se caractériser par un certain nombre de stratégies en fonction des objectifs poursuivis par les autorités politiques et administratives dudit pays. Elle peut prendre la forme de subventions à l'exportation pour encourager les entreprises locales, de politiques sélectives des taux d'intérêt pour faciliter l'accessibilité des entreprises et des particuliers aux crédits, et du protectionnisme éducatif pour protéger les industries naissantes et pour procéder à la remontée des filières.

La majorité de ces mesures et bien d'autres sont souvent intégrées dans les accords commerciaux et les négociations commerciales conduites généralement sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La littérature empirique regorge d'indicateurs pour mesurer le degré d'ouverture commerciale d'un pays par rapport à d'autres pays. Le ratio d'ouverture (taux d'ouverture) est l'indicateur le plus couramment

utilisé, à tort ou à raison, comme mesure de l'ouverture commerciale d'un pays. Il mesure la part de l'ensemble du commerce extérieur dans l'économie nationale et il est déterminé selon la formule ci-après :

Exportations + Importations

Ratio d'ouverture commerciale = • ; x 100

Produit Intérieur Brut

102 Banque mondiale (2004), *Globalization, Growth and Poverty : Building an Inclusive World Economy* (2005), *World development report 2006 : Development and Equity*.

Le ratio d'ouverture est utilisé comme indicateur du degré d'ouverture commerciale pour des raisons de pragmatisme relatives à l'accessibilité aux données statistiques. L'avantage de cet indicateur est qu'il est facile à calculer et que, par ailleurs, les organisations internationales (CNUCED, OMC, Banque mondiale...) qui compilent les données statistiques sur le commerce international disposent de données pour un nombre important de pays et sur une longue période de temps. Malgré cela, Siroën (2000)<sup>103</sup> estime que le ratio d'ouverture n'est pas un bon indicateur d'ouverture commerciale et qu'il reste une bonne mesure de l'exposition (ou dépendance) d'une économie au commerce extérieur.

Même s'il a empiriquement été démontré que l'ouverture commerciale a favorisé la diversification des économies des NPIA par l'industrialisation et la remontée des filières, puisque ces pays réalisent désormais 75 % de l'exportation des produits manufacturés des pays en développement (Dioury, 2003), il n'en demeure pas moins que dans le cas des pays africains, l'ouverture commerciale aurait tendance à favoriser la spécialisation de ces économies dans l'exportation des matières premières et des produits de base (Ben Hammouda et coll., 2006; UNECA, 2007; Ben Hammouda, Oulman et Sadni Jallab, 2009).

Tenant compte de ces résultats divergents entre le continent africain et le continent asiatique, il est pertinent d'analyser l'effet de l'ouverture commerciale de l'Algérie sur le processus de diversification de son économie.

Les déterminants de la diversification économique sélectionnés sont le capital humain, la formation brute du capital fixe, l'investissement public et l'ouverture commerciale.

Les indicateurs qui sont respectivement associés à ces déterminants sont : le Produit Intérieur Brut par habitant, le taux d'investissement public, le ratio d'ouverture commerciale et le nombre d'entreprises créées annuellement.

La diversification économique rendue opérationnelle dans la première partie de ce chapitre et les déterminants à valider empiriquement retenus

Reste à les spécifier dans un modèle pour déterminer des liens possibles.

Dans la littérature économique, il existe une multitude d'indicateurs pour mesurer l'ouverture commerciale d'un pays. La majorité de ces marqueurs font référence au niveau des barrières douanières et non douanières.

L'ouverture commerciale permet aux économies d'avoir accès aux nouvelles technologies produites à l'étranger et à connaître une forte croissance.

L'ouverture commerciale renferme deux notions : la libéralisation commerciale et libéralisation financière.

La première suppose la libre circulation des capitaux entre les pays tandis que la seconde signifie l'ensemble des politiques intérieures et extérieures visant à réduire les barrières aux échanges commerciaux tandis que la libéralisation financière suppose la libre circulation des capitaux entre les pays.

Le but de cette section est d'identifier les principales mesures de l'ouverture commerciale.

### 1. Définition de l'ouverture commerciale :

Les économistes ont souvent défini l'ouverture économique par l'enlèvement de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires qui font obstacle au mouvement de capitaux étrangers, freinent les investissements locaux privés et partant la croissance de même que l'abandon progressif du protectionnisme notamment sur les industries locales à l'égard de la concurrence étrangère, lequel permettra un transfert de technologie productive, articulé autour d'un ensemble de règles et de procédures.

Ainsi, l'ouverture d'un pays se traduit par l'intensité de ses relations avec le reste du monde. Selon Joseph Stiglitz, elle prend aussi en compte la capacité d'accueil des firmes multinationales étrangères en accordant des avantages notamment fiscaux et administratifs.

Les indicateurs de l'ouverture commerciale :

Plusieurs indicateurs ont été mentionnés dans la littérature économique pour mesurer l'ouverture commerciale, dont la plupart font référence aux niveaux des barrières douanières et non douanières. Ces indicateurs se répartissent en deux grandes catégories.

La première consiste à évaluer la politique commerciale à travers de ses instruments appelé aussi mesures d'actions.

Cette approche cherche à mesurer le degré de distorsion du commerce dans les pays à partir du niveau moyen des droits de douanes, des barrières non tarifaires.

La seconde sont les mesures de résultat qui cherche à quantifier les résultats sur les échanges avec l'extérieur ainsi d'estimer le degré d'ouverture<sup>33</sup>.

### 1.1. Les mesures d'action :

La mesure de l'ouverture commerciale par l'ouverture douanière permet de déterminer les actions restrictives des politiques commerciales menées par un pays. Cette dernière cause un problème de pondération et d'agrégation de ces tarifs sur les divers biens.

En effet, l'indicateur utilisé pour mesurer l'ouverture commerciale est le tarif moyen.

Ainsi, la part des recettes est souvent utilisée comme indicateur de l'ouverture commerciale. Edwards (1993) a utilisé la part des droits de douanes, les subventions aux exportations dans le volume total du commerce comme indicateur de l'ouverture commerciale.

Lorsque cette part est élevée cela veut dire que les pays pratiquent des politiques commerciales moins ouvertes aux échanges et inversement lorsque cette dernière est faible, les pays pratiquent des politiques libérales.

Cet indicateur présente aussi des limites pertinentes. En effet un pays fermé qui n'a

---

<sup>33</sup> BOUDHIAF. Messaoud & SIROEN. Jean-Marc, « Ouverture et Développement Economique », Edition Economica, Paris, 2001, P24.

pas des recettes tarifaires sera présenté par cet indicateur comme étant ouvert.

### 1.1.1. Les indices basés sur les distorsions commerciales :

Un indice de distorsion est un indicateur qui permet de capter l'ampleur des mesures protectionnistes dans la politique commerciale d'un pays. Il existe une variété des indicateurs de distorsions à savoir :

- Indice de restriction commerciale (ANDERSON et NEARY 1994) :

Anderson et Neary ont pu de construire un indice appelé indice de restriction commerciale. Ce dernier est un indicateur qui mesure l'ensemble des obstacles dont s'entoure un pays contre les importations.

Lorsque cet indice est élevé, le pays prend des mesures de protection contre les importations. Anderson et Neary défini cet indice comme le tarif uniforme équivalent à l'ensemble des mesures existantes en termes de :

- Bien-être du pays importateur (TRI).
- Volume des importations agrégées (OTRI).

Ils considèrent que le tarif provenant d'une élasticité prix de la demande qui subit à la fois un effet prix et un effet quantité.

Dans le cas d'une grande nation, Anderson et Neary ajoutent un facteur qui mesure la variation des termes de l'échange imputable au changement du prix mondial<sup>34</sup>.

Les auteurs supposent que leur indice est le seul qui est capable de rendre compte de tous les différents niveaux de protection.

- Indice de distorsion des prix relatifs (DOLLAR 1992) :

Vu de la complexité des différents indicateurs de mesure de l'ouverture commerciale,

---

<sup>34</sup> KEE. Hiau & NICITA. Alessandro & OLARREGA. Marcelo, « Estimating Trade Restrictiveness, Indices », The Economic Journal, Blackwell Publishing, USA, 2009, P 173.

Dollar (1992) a proposé un indicateur simplifié basé sur le niveau des prix relatifs des différents pays. Cet indicateur vise à établir une comparaison du niveau des distorsions commerciales en prenant comme référence le niveau des prix des Etats-Unis.

Ainsi, la distorsion commerciale d'un pays est mesurée par un simple écart positif entre les prix des pays de référence (multiplié par le taux de change) et les prix intérieurs.

Donc, l'indicateur se base sur deux éléments ; la variation des prix et le taux de change. Dollar donne le niveau des prix relatifs selon la formule suivante :

$$\frac{P}{P_{usa}} = 100 * \epsilon. \frac{P_i}{P_{usa}} \dots\dots\dots(1)$$

Avec  $P_r$  : l'indice des prix relatifs.

$\epsilon$  : Le taux de change nominal de la monnaie local en dollar.

$P_i$  : L'indice des prix à la consommation du pays i.

$P_{usa}$  : L'indice des prix aux Etats-Unis.

De ce fait, les pays qui ont un indice de prix proche ou égale à celui des Etats Unis soit 100% sont les pays qui ne confrontent pas des obstacles commerciaux donc sont ouverts au commerce international.

Ainsi, les pays qui ont des indicateurs supérieurs à 100% ont des prix distordus dû à l'absence des politiques d'ouverture commerciale.

Dollar (1992) a fait une évolution de cet indice pour certains pays où il a démontré que l'Afrique est la région qui a les prix les plus distordus avec une moyenne élevée à 160% par contre les pays développés sont ouverts avec un niveau de prix inférieur à 100%.

Pour conclure, cet indicateur permet de faire une classification des pays ouverts ou non ouverts au commerce international. Toutefois, cet indicateur semble ne pas isoler les mesures spécifiques à la politique commerciale.

- Indice de libéralisation commerciale générale :

Cet indicateur a été proposé par Choksi, Michaely et Papageogiouqui, il vise à mesurer l'ouverture commerciale.

D'après les auteurs, l'objectif de cet indicateur n'est pas de déterminer un seuil au-delà duquel une économie sera jugée ouverte, mais d'analyser la procédure à suivre pour qu'une libéralisation commerciale soit plutôt considérée comme réussie.

Par ailleurs, cet indicateur est utilisé pour faire une classification des pays entre économies ouvertes ou économies fermées.

- Indice binaire de SACHS et WARNER (1995) :

Sachs et Warner ont construit un indicateur qui vise à déterminer l'ensemble des actions menées par l'Etat ayant des effets sur les échanges des pays.

D'après leur indicateur, les pays se répartissent en deux catégories pays ouverts et pays fermés au commerce international en se basant sur les cinq critères suivants :

- Un taux moyen de tarif supérieur à 40%.
- Des barrières non tarifaires couvrant plus de 40% des importations.
- Un système d'économie socialiste.
- Un monopole de l'Etat sur les exportations principales.
- Une prime sur le marché parallèle des changes supérieur à 20% soit durant les années 70 soit durant les années 80<sup>35</sup>.

Les pays qui ne remplissent pas tous ces critères mentionnés ci-haut sont classés dans le groupe des économies fermées contrairement aux pays qui remplissent toutes ces critères sont considérés comme pays ouvert au commerce international.

---

<sup>35</sup> SACHS. Jeffrey & WARNER. Andrew, « Economic Reform and the Process of Global Integration », Brooking Paper on Economic Activity, 1995, P 22.

L'indicateur de Sachs et Warner a été critiqué parce qu'il est binaire ce qui entraîne des pertes d'information importante pour l'intensité de l'ouverture ou la non ouverture commerciale.

- Indice composite d'EDWARDS (1998) :

- Edwards (1998) a proposé de regrouper neuf indicateurs pour former un indicateur appelé l'indice composite synthétique. Ce dernier est composé de :

- Indice de Sachs et Warner.
- Indice de l'orientation de l'économie vers l'extérieur de la banque mondiale.
- Indice d'ouverture basé sur les résidus de la régression.
- La prime moyenne du marché noir.
- Les droits de douanes.
- La moyenne de la couverture des barrières tarifaires.
- Indice de distorsion commerciale.
- Le ratio des taxes commerciales.
- Indice fondé sur la régression des distorsions des importations<sup>36</sup>.

D'après Edwards, les trois premiers indicateurs décrivent l'existence de politique d'ouverture commerciale par contre les autres indicateurs mesurent les distorsions commerciales.

Ensuite, Compte tenu de la taille de l'échantillon, Edwards réduit son indice composite en utilisant seulement un échantillon de cinq variables (indice de Sachs et Warner, la prime de change, les tarifs moyens, les quotas, indice de Wolf).

L'auteur constate que l'indice de Sachs et Warner témoigne de la politique d'ouverture. Tandis que les quatre autres indicateurs décrivent les distorsions

---

<sup>36</sup> Rapport United Nations, « Etat de l'intégration régional en Afrique : Développer le Commerce Intra-africain, Ed Commissions Economique pour l'Afrique, Ethiopie, 2010, P 64-65

commerciales.

Edwards note que l'absence des distorsions commerciales entraîne une croissance économique plus élevée.

Indice basé sur les tarifs effectifs :

Pritchett et Sethi (1994) ont construit un indicateur de tarification douanière effective calculé à partir du niveau observé des recettes et du taux de la nomenclature officielle sur un échantillon composé de trois pays en développement (la Jamaïque, le Kenya et le Pakistan).

Ces auteurs concluent que la distorsion commerciale peut être atténuée, dans la pratique, par l'application d'un taux effectif inférieur au taux officiel.

Ainsi, ils ont constaté que le tarif douanier nominal qui sert généralement d'indicateur de politique d'ouverture est souvent biaisé. Un calcul basé sur le montant des recettes fiscales collectées sur le commerce international pourrait mieux mesurer l'ampleur des barrières douanières au commerce international<sup>37</sup>.

## 1.2. Les mesures de résultats :

### 1.2.1. Le taux d'ouverture commerciale :

Le taux ou le degré d'ouverture commerciale d'un pays mesure la place que tient le reste du monde dans son économie. Il est considéré comme la mesure traditionnelle d'ouverture commerciale d'un pays. Ce ratio est facile pour le calculer ainsi, il quantifie la masse totale des échanges avec l'extérieur.

Il peut être exprimé par la formule suivante :  $T = \frac{X_i + M_i}{PIB_i}$

Avec  $X_i$ ,  $M_i$ ,  $PIB_i$  sont respectivement les exportations les importations et produit intérieur brut d'un pays  $i$ .

---

<sup>37</sup> NIYONGABO. Gilbret, « Politiques d'ouverture commerciale et développement économique », thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction de COMBES. Jean –Louis, Université d'Auvergne, Clermaont- Ferrand I, 2007, P19.

Par ailleurs, cet indicateur est interprété autant que le degré de dépendance du pays sur l'extérieur ainsi il permet de mesurer le volume de commerce extérieur d'une économie dans le processus de croissance par rapport à son PIB.

Toutefois, il n'est pas exempté de critiques parce qu'il englobe plusieurs variables qui ne sont pas influençables par l'Etat comme la taille, la géographique, les dotations en ressources<sup>38</sup>.

- L'ouverture mesurée par la méthode des résidus :

La méthode des résidus à l'ambition de construire un indicateur de résultat, non d'instrument. Il est souvent appelé politique d'ouverture commerciale ainsi un indicateur d'ouverture relative.

L'utilisation du résidu comme indicateur de politique suppose que les facteurs exogènes ou structurels agissant sur l'ensemble des pays<sup>39</sup>.

Cet indicateur a été construit pour la première fois par Leamer (1998) puis amélioré par plusieurs auteurs.

Guillaumont, Jeanney, Combes et Motel (2000) ont construit un modèle qui a permis de distinguer deux parties de l'ouverture commerciale, l'une est prédite par les facteurs structurels de l'économie et l'autre, relative à l'ouverture commerciale est mesurée par les résidus.

Selon les auteurs, cet indicateur de l'ouverture révélée se distingue clairement des modèles basés uniquement sur les déterminants géographiques, par une spécification de tous les facteurs structurels de l'économie<sup>40</sup>.

Ainsi, l'indicateur d'ouverture ou bien le résidu est l'écart entre le volume du commerce constaté et celui prévu à partir d'un modèle de référence.

---

<sup>38</sup> SOROEN.JEAN, « L'ouverture Commerciale Est- Elle Mesurable ? », Colloque Ouverture Economique Et Développement, Tunis, 2000, P3

GUILLAUMONT. Patrick, « Ouverture, Vulnérabilité et Développement », CERDI, Etude et Document, 2001, P6.

NASRI. Leila, « l'évolution de l'ouverture commerciale des PSME », <http://mai68.org/spip/spip.php?article8778>

Si ce résidu est positif c'est-à-dire le commerce constaté est supérieur au commerce prévu ; le pays est considéré comme ouvert et si inversement le résidu est négatif ; le pays est fermé.

Cet indicateur présente certains avantages, en effet, il englobe la part des échanges dont l'Etat est à l'origine, permet de corriger plusieurs biais d'information que présente le taux d'ouverture.

Il constitue un indicateur pertinent permettant d'évaluer l'influence des échanges commerciaux initiés par l'Etat sur la croissance économique.

### Section III : l'ouverture commerciale et croissance économique

Un des sujets qui suscite un intérêt manifeste est l'influence de l'ouverture commerciale sur la croissance économique.

L'analyse de la relation ouverture commerciale – croissance économique a fait l'objet de plusieurs études théoriques et empiriques dans la littérature économique.

De ce fait, l'objectif de cette section est de présenter une revue de la littérature théorique et empirique.

Dans un premier temps nous citerons la relation théorique entre l'ouverture commerciale et la croissance économique ensuite nous présenterons les différents travaux théoriques empiriques en lien avec ces deux phénomènes.

#### 1. Relation théorique entre ouverture et croissance économique :

##### 1.1. Eléments d'association ouverture, croissance :

Avant d'exposer les différentes études théoriques et empiriques traitant la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, nous présentons certains éléments fondamentaux qui permettent d'associer ces deux phénomènes.

- Elargissement du marché :

A travers l'expansion du marché, l'ouverture commerciale permet d'offrir une variété de produits au consommateur permettant d'accéder à de nouveaux marchés. L'utilité tirée du panier de consommateur augmente puisque le consommateur achète moins de

chacune d'un plus grand nombre de variété. Cela entraîne un accroissement de l'élasticité de la demande des biens de consommation<sup>41</sup>.

En outre, lorsque la production individuelle augmente, les producteurs réalisent des économies d'échelle. Ceci permet une accumulation et une allocation optimale des ressources productives.

\*Elargissement de l'offre d'inputs :

L'élargissement de l'offre d'inputs y joue un rôle important en permettant une meilleure efficacité de la combinaison productive. La production est utilisée soit comme bien de consommation finale soit comme bien intermédiaire.

Aux rendements d'échelles internes constants, une branche s'élargit car elle dispose d'une plus grande variété de biens intermédiaires. Ainsi, chaque producteur utilise en input un composite de biens intermédiaires contient plus de variété, donc cette situation améliore l'efficacité de la combinaison productive de toutes les entreprises de cette branche.

L'offre de la variété est déterminée par la taille de l'input composite. Ceci veut dire que la croissance passe par la taille des entreprises et l'offre des biens différenciés.

En outre, Un autre facteur important dans l'élargissement de l'offre d'inputs suite à l'ouverture est l'ouverture financière qui accompagne ce processus.

Selon Villa (1996), l'ouverture financière induit une plus grande possibilité de production, donc une croissance plus élevée. L'ouverture extérieure donne accès aux vastes marchés de capitaux étrangers, où le taux d'intérêt est plus faible. Elle autorise aussi l'endettement extérieur. Elle permet de déconnecter les programmes de consommation et d'investissement<sup>42</sup>.

---

<sup>41</sup>[http://www.capecci.org/website/docs/etudes\\_a\\_titre\\_onereux/ETUDE\\_EMERGENCE\\_MOTEURS\\_DE\\_LA\\_CROISSANCE\\_version\\_finale.pdf](http://www.capecci.org/website/docs/etudes_a_titre_onereux/ETUDE_EMERGENCE_MOTEURS_DE_LA_CROISSANCE_version_finale.pdf)

<sup>42</sup> FONTAGNE. Lionel & GUERIN. Jean-Louis, « l'Ouverture Catalyseur de la croissance », Revue Economie Internationale n° 71, 1997, P 138.

- Existence d'externalités :

Les tailles relatives de marché est importante dans l'émergence des gains de l'ouverture. En effet, il existe un intervalle de tailles relatives pour lequel les économies engagées dans le processus d'ouverture tirent des gains à l'échange. La petite économie gagnera certainement à l'ouverture si elle est suffisamment petite. A l'inverse, une économie de taille moyenne approchant la taille d'une grande économie peut perdre à l'ouverture.

- La diffusion de connaissance :

La diffusion de la connaissance par l'ouverture extérieure joue un rôle central pour la croissance économique. Cette diffusion est à l'ouverture par des canaux de transmission à savoir ; la mobilité des biens, des personnes et des capitaux. Ainsi elle est basée sur des conditions internes propices<sup>43</sup>.

- Changement de sentier de croissance :

L'ouverture, source de gains permet de changer le sentier de la croissance économique. Entraîne une différence entre les taux de rendement privé et social du capital, associée soit à des externalités, soit à une taxation-subsidiation.

L'ouverture, dès lors qu'elle entraîne une accélération de la formation de capital, est susceptible de générer des gains dynamiques. Tout dépend en réalité de l'impact de l'ouverture sur le taux de rendement du capital. Un impact positif renforce l'accumulation et les effets dynamiques sont importants. Tandis qu'une baisse du taux de rendement pourrait ramener rapidement le taux d'épargne à son niveau d'état stationnaire. Ainsi, l'investissement est-il au cœur du mécanisme transformant l'ouverture en croissance<sup>44</sup>.

---

<sup>43</sup>FONTAGNE.L & GUERIN.J. L, Op.cit. P 142.

**1.2.** L'ouverture commerciale, comme moteur de croissance :

L'ouverture commerciale stimule la diffusion internationale de l'innovation, à travers les flux des biens et services. Elle permet aussi l'exploitation d'économies d'échelle internes et externes.

En outre, elle donne accès aux marchés de taille importante, elle permet aux secteurs de la recherche d'exploiter des rendements d'échelle croissants et de supprimer des activités redondantes.

Ainsi, chaque pays peut consacrer une part plus importante de capital humain à la recherche. L'ouverture est sans conteste un véritable moteur de la croissance<sup>45</sup>.

L'ouverture commerciale, comme catalyseur de croissance :

Sur le plan microéconomique, l'ouverture commerciale accélère la recherche de gain de productivité l'effort d'adaptation à la demande et l'innovation. Tandis qu'au niveau macroéconomique elle constituerait un facteur disciplinant en matière de conduite des politiques conjoncturelles et un facteur d'orientation des politiques structurelles.

Ainsi, l'ouverture commerciale obligerait les sociétés à rendre leurs institutions plus efficaces, système éducatif pour s'appropriier les innovations, effort pour faire reculer la corruption et améliorer le système de santé. L'ouverture commerciale est aussi un catalyseur de croissance.

**2.** Ouverture commerciale et croissance économique : études théoriques :

D'après la théorie de l'avantage absolu Adam Smith a montré que l'échange international, la spécialisation et la division du travail permet une amélioration de la productivité ainsi une extension du marché.

---

<sup>45</sup> BLANCHETON. Bertrand, « Ouverture Commerciale, Croissance Et Développement : Malentendus Et Ambiguïtés Des Débats », Première Journée du développement du GRES « Le concept de développement en débat », Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2004, P9.

L'importance de l'ouverture commerciale a été mentionnée aussi dans la théorie de l'avantage comparatif de David Rocardo. Il a essayé de démontrer que l'échange international permet une différenciation des coûts relatifs de production, une réorientation des ressources rares vers les secteurs les plus efficaces et partant une amélioration du bien-être de la population.

Les raisonnements de la pensée classique montrent que l'ouverture commerciale pourrait rendre la production plus efficace et impacter positivement sur le niveau de la croissance économique.

D'autre part, la théorie HOS montre que le pays qui participe à l'échange international et qui se spécialise selon sa dotation factorielle voit croître la rémunération du facteur relativement plus utilisé, cela permet une grande efficacité dans la production.

De ce fait, cette théorie enseigne que l'ouverture commerciale permet une meilleure allocation de ressources, d'où l'impact positif sur la croissance économique.

FINDLAY (1884) a analysé la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique en se penchant sur l'importance de la relation entre l'exportation et la croissance économique.

Il a construit un modèle théorique dans lequel met en exergue une relation positive entre les exportations et la croissance économique et une relation négative entre cette dernière et les importations.

Ainsi, d'après son modèle théorique il a constaté que le déficit extérieur est un facteur important qui affecte négativement la croissance économique.

Findlay exprime sa variation de la production par l'équation suivante :

$$\frac{dY}{dt} = [X e^{gt} - mY] \dots \dots \dots (1)$$

L'expression (1) est une équation de type keynésien, elle explique la production nationale par les exportations et les importations.

Avec Y : la production nationale.

X : les exportations.

m : la propension à importé.  $\alpha$  : un paramètre du modèle.

g : le taux de croissance des exportations.

Cette équation permet de conclure que le taux de croissance économique à long terme tend vers le taux de croissance des exportations g.

L'approche de cet économiste permet de conclure que la compétitivité commerciale est l'un des principaux éléments qui affecte la croissance économique<sup>46</sup>.

Kaldor (1970) est un économiste qui a analysé aussi la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, pour lui les demandes extérieures commerciales et la croissance économique sont les éléments importants qui déterminent la production dans un pays<sup>47</sup>. Kaldor a formulé un modèle théorique dans lequel les exportations forment la source principale de la croissance économique.

Il exprime le taux de croissance de la production par la formule suivante :

$$g = \theta x \dots \dots \dots (1)$$

Avec g : le taux de croissance de production.

x : le taux de croissance des exportations.

$\theta$  : l'élasticité de la croissance de production par rapport à la croissance des exportations.

---

<sup>46</sup>FREDERICO. Gonzaga & JAYME. Jr, « Notes on Trade and Growth », Cedeplar, Universidad Federal De Minas Gerais, Brazil, 2001, P16.

<sup>47</sup> THIRLWALL. Anthony Philip, « Kaldor's 1970 Regional Growth Model Revisited », University of Kent, 2013, P3.

Kaldor formule des expressions qui permettent d'expliquer et d'identifier la demande des exportations dont le but de trouver les différents facteurs qui influencent la croissance.

D'après son modèle, les exportations représentent la demande extérieure aux pays, elles dépendent du revenu national (Z), des prix extérieurs (Pe), des prix domestique (Pd) et du taux de change nominal (E).

De ce fait, la demande des exportations exprime par la relation suivante

$$\frac{X}{E P_e} = C \left( \frac{P_d}{P_e} \right)^\alpha Z^\beta \dots\dots\dots (2)$$

Où  $\alpha$  : élasticité de la demande d'exportation aux prix.

$\beta$ : élasticité de la demande d'exportation par rapport au revenu. C: constate.

L'équation (2) permet de constater que le taux d'exportation est en fonction du taux de croissance du revenu mondial et du prix relatif.

Selon Kaldor les petites variables représentent les taux de croissance<sup>48</sup>. Le taux de croissance des exportations s'obtient par l'équation suivante :

$$x = (p_d - p_e - e) + \beta z \dots\dots\dots (3)$$

Ensuite, Kaldor dans son modèle exprime l'inflation domestique (le taux de croissance des prix domestique) par l'équation suivante :

$$p_d = u - w - l \dots\dots\dots (4)$$

Où l : le taux de croissance de productivité du travail. w : le taux de croissance du salaire nominale.

u: paramètre du modèle.

Cette équation permet de dire que le prix domestique dépend du niveau de rémunération et la productivité du travail.

---

<sup>48</sup> FREDERICO.G & JAME.JR, Op.cit. P 18

Par ailleurs, le modèle suppose que l'augmentation de la productivité du travail est endogène (selon la loi de VERDOON) qui est donnée par l'équation suivante :

$$l = l_0 + vg \dots \dots \dots (5)$$

$l_0$  : le taux de croissance de la productivité autonome.  $v$  : coefficient de VERDOON.

Les différentes équations données par le modèle permettent d'obtenir l'équation suivante :

$$g = \frac{\theta [\alpha(u - w - l_0 - p_e - e) + \beta z \dots \dots \dots]}{1 + \theta v \alpha} \quad (6)$$

D'après cette équation le taux de croissance des exportations détermine le taux de croissance économique.

Pour ce modèle, les exportations influencent positivement sur la croissance économique mais certains éléments réduisent cet effet positif : l'inflation domestique (réduit la compétitivité commerciale du pays), la hausse des salaires ainsi le taux de change nominale.

Grossman et Helpmann (1990) ont analysé théoriquement le lien entre l'ouverture commerciale et la croissance économique au début des années 1990. Ils reprennent l'approche de Romer mais l'intègrent dans un modèle dynamique. Ces économistes supposent que la croissance économique de long terme s'appuie sur l'accumulation des connaissances ainsi mettent l'accent sur le rôle des économies d'échelle et du progrès technique.

Ils ont étudié la relation dans le cadre de deux pays et chaque pays est réparti en trois secteurs :

- Secteurs de recherche et développement R&D.
- Secteur des biens intermédiaires.
- Secteurs des biens finals.

Le secteur de R&D veut dire la production de nouveaux biens qui seront utilisés dans le secteur des biens intermédiaires permettant une meilleure productivité. Enfin le secteur des biens finals utilise les biens intermédiaires et la force du travail<sup>49</sup>.

<sup>49</sup> GROSSMAN. Gene & HELPMAN. Elhanan, « Trade, Innovation, And Growth »,

D'après ce modèle, ils démontrent que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celle plus protectionnistes. Ceci permet de déterminer la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance.

L'ouverture d'une petite économie peut conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance.

Levine et Renelt (1992) mettent en évidence la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique par l'intermédiaire de l'investissement. L'ouverture commerciale admis à l'accès des biens d'investissement étranger. Cela entrainera d'une part à une croissance de long terme et d'autre part à une baisse de l'investissement domestique. Cette baisse à une plus forte concurrence internationale. De ce fait, la relation entre ces deux phénomènes reste ambiguë<sup>50</sup>.

RIVERA BATIZ et ROMER (1991) ont fait leurs études sur l'impact de l'intégration économique sur la croissance économique mais ils ont analysé d'après leur travail la relation entre ouverture commerciale et croissance économique.

De ce fait, leur étude permet de constater que l'ouverture commerciale entre deux pays développés permet une plus forte croissance dans ces deux pays.

Ainsi, ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent les politiques d'ouvertures<sup>51</sup>.

Young (1990) est un économiste qui a construit un modèle théorique a analysé l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique entre deux pays : l'un étant développé l'autre en voie de développement.

---

American Economic Review, V 80 N°2, 1990, P87.

<sup>50</sup> LEVINE. Ross & RENELT. David, « Cross Country Studies of Growth and Policy: Methodological, Conceptual and Statistical Problems », the world bank, Working Papers N° 608, P 21-23.

<sup>51</sup> RIVERA BATIZ.Luis & ROMER. Paul, « International Trade with Endogenous Technological Change », National Bureau of Economic Research, Working Papers N° 3528, 1990, P 17-18.

A travers son modèle, Young obtient les résultats suivants :

- L'ouverture commerciale entre les deux pays en question peut avoir des effets négatifs sur la croissance économique.
- L'ouverture commerciale aux pays en voie de développement semble être plus désavantageuse que bénéfique pour la croissance économique par contre aux pays développés semble être plus bénéfique.

Un constat : les travaux théoriques qui ont été développés ci-dessus sur la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique sont plutôt ambigus

Ouverture commerciale, croissance économique : ambiguïtés

Aux vues des ambiguïtés de la littérature théorique, plusieurs travaux empiriques mettent l'accent sur ce sujet pour voir si l'ouverture commerciale et la croissance économique sont corrélées.

Il existe plusieurs indicateurs pour analyser cette corrélation.

MICHAELY (1977) qui a analysé la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique à travers son étude dans 41 pays en voie de développement conclut l'existence d'une relation positive et significative entre les exportations et la croissance économique.

Par ailleurs, Michaely a fait une autre étude en séparant les pays en deux catégories pays à revenu intermédiaire et pays à faible revenu.

Il a constaté que les premiers ont une relation positive et significative par contre les deuxièmes n'ont aucune relation.

Michaely note qu'il faut un certain niveau de développement pour qu'un pays soit affecté par sa performance à l'exportation.

Balassa (1978) a analysé la relation entre les exportations et la croissance économique, il s'est basé sur un échantillon de 11 pays en développement avec des degrés de stratégies commerciales différentes sur la période 1960 – 1973. Il a trouvé dans son étude une relation positive et significative entre les exportations et la croissance économique.

Balassa note que durant la période 1960 – 1966 existe une relation moins forte par rapport à la période 1966 – 1973. Ceci veut dire que les exportations manufacturées dans les pays en développement étaient plus faibles au cours de la première période

De ce fait, Balassa constate que l'influence des exportations manufacturées est plus importante que celle de la matière première sur la croissance économique.

La banque mondiale (1987) a fait une étude pour analyser l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique sur un échantillon de 19 pays en développement entre la période 1946 et 1986. Cette dernière a classé les pays en quatre groupes : fortement tournés vers l'intérieur, modérément tournés vers l'intérieur, modérément tournés vers l'extérieur, fortement tournés vers l'extérieur.

La banque mondiale constate que les pays tournés vers l'extérieur ont tendance à croître plus rapidement.

DOLLAR (1992) traite la relation entre ouverture commerciale et la croissance économique. L'objectif de cette étude est l'utilisation de deux indices de la distorsion du taux de change réel et de la variabilité du taux de change pour évaluer le degré d'ouverture des économies.

Dollar porte son étude sur 95 pays en voie de développement sur la période 1976 – 1985. Il relève que des niveaux élevés de distorsion et de variabilité des taux de change sont corrélés à une faible croissance du revenu par habitant. Ce qui l'amène à conclure que l'ouverture a un effet positif sur la croissance<sup>52</sup>.

SACHS et WARNER (1995) ont testé la relation entre ouverture commerciale et croissance économique. Dans leur modèle ont classé les pays en deux catégories : pays ouverts et pays fermés.

De ce fait, ont pris un échantillon de pays sur la période 1960-1995, ils ont trouvé que les pays ouverts ont un taux de croissance de 4,5% par année et les pays fermés, un

---

<sup>52</sup> GHELAM.A & SILEM.A, "Trade international, Growth and Convergence of Per Capita Income in Maghreb Countries", Université Jean Moulin, Lyon, 2013, P 4.

taux de croissance de 0,7% c'est-à-dire les pays ouverts ont un taux de croissance significativement plus élevé sur cette période que les pays fermés.

Ils constatent qu'il existe une relation positive entre l'ouverture commerciale et la croissance économique.

Ils concluent que la croissance des pays ouverts a été en moyenne de l'ordre de 5 % par an et jamais inférieure à 2 % par an, par contre les pays fermés ont été en moyenne de 1 % par an et a oscillé entre -2 % et +3 % par an.

Harrison (1996) a utilisé dans son étude portant « sur la relation entre ouverture commerciale et croissance économique », sept indicateurs d'ouverture. En procédant à différentes méthodes d'estimation, il a trouvé une relation positive entre ces indicateurs et la croissance économique.

LANT PRITCHET (1996) a regroupé plusieurs indicateurs qui ont été souvent rencontrés dans la littérature. Il a étudié la corrélation entre ces indicateurs et a trouvé que la plupart ne sont pas corrélés entre eux.

Ceci veut dire que chacun de ces indicateurs n'exprime qu'une partie du concept d'ouverture. Ils sont ainsi incomplets et ne permettent pas de synthétiser globalement une politique commerciale tournée vers l'extérieur.

FONTAGNE et GUERIN (1997) ont indiqué que les facteurs internes déterminent les résultats de l'ouverture d'un pays. En effet, si certaines conditions sont remplies, par le capital humain qualifié par exemple, l'ouverture joue un rôle de catalyseur de la croissance en activant « la réaction de l'économie » face aux chocs extérieurs.

Sébastien EDWARDS (1998) s'est intéressé d'analyser l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique à travers son effet sur la productivité total des facteurs.

Pour étudier cet effet, Edwards a utilisé neuf indicateurs d'ouverture commerciale sur la base de 93 pays développés et en voie de développement sur une période allant de 1960 à 1990.

D'après son étude, il a constaté que l'ouverture commerciale a un impact positif sur la productivité total des facteurs et donc sur la croissance à long terme ainsi parmi les indicateurs utilisés que six des neufs donnent des résultats escomptés.

Frankel et Romer (1999) ont utilisé une méthode à variable instrumentale permettant de mieux analyser l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique. Cette méthode incluse des caractéristiques géographique (la proximité d'un pays par rapport aux autres pays ainsi la taille du pays)

Enfin, d'après leur étude, « l'ouverture commerciale a un impact significatif et important sur la croissance économique » . .

Dollar et Kraay (2000) qui ont fait leur étude sur l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique et la pauvreté sur un échantillon de 125 pays entre 1960 et 1996 constatent que l'ouverture commerciale accélère la croissance économique et réduit la pauvreté<sup>53</sup>.

Kneller (2002) a étudié l'impact de l'ouverture commerciale et la politique fiscale sur la croissance économique en même temps sur un échantillon des pays en voie de développement. Il a utilisé des indicateurs d'ouverture commerciale pour étudier cet impact.

D'après son étude, « l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique est non significatif par contre l'effet de la politique fiscale sur cette dernière est significatif ».

Rodriguez et Rodrik (2000) qui ont réalisé une étude critique de travaux empiriques considèrent que les indicateurs d'ouverture mesurent mal les barrières commerciales et sont fortement corrélés à d'autres déterminants des mauvaises performances économiques.

---

<sup>53</sup> COCHBURN.J & all, « libéralisation commerciale et pauvreté en Afrique », Edition les presses de l'université Laval, Canada, 2010, P 129.

Par ailleurs, les méthodes utilisées pour étudier la relation entre la politique commerciale et la croissance présentent de sérieux défauts ainsi l'absence des variables de contrôle importantes pouvant avoir un effet déterminant sur la croissance<sup>54</sup>.

Kaltani et Loayza (2005) estiment que l'ouverture commerciale n'est pas suffisante pour stimuler fortement la croissance. Elle doit être accompagnée par d'autres politiques telles que la promotion de l'investissement dans le capital physique et humain, l'amélioration de la qualité des institutions, la lutte contre la corruption, le maintien d'un taux de change stable<sup>113</sup>.

En résumé, les travaux empiriques étudiant la relation ouverture – croissance économique arrivent à démontrer des résultats homogènes précisant un impact positif de l'ouverture commerciale sur la croissance économique contrairement aux travaux théoriques.

Tout au long de cette section, nous avons présenté la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique et les principaux travaux théoriques et empiriques cités dans la littérature.

Le constat : les études théoriques n'ont pas abouti à une réponse définitive sur la relation ouverture-croissance, par contre la plupart des études empiriques mettent en évidence un effet.

### Conclusion :

Dans ce chapitre, on a présenté dans un premier temps, les théories explicatives et les politiques du commerce international.

Nous avons constaté qu'un pays à intérêt à se spécialiser dans le secteur qui utilise les facteurs de production (capital et travail) les plus efficaces de même que, le libre-échange renforce la concurrence ; ce qui contribue à l'amélioration de la compétitivité des prix et accroît la diversité des produits.

En effet, le commerce international joue un rôle important dans le développement économique ainsi qu'il facilite la diffusion internationale des connaissances accélérant la croissance.

Dans cette section, nous examinerons les principaux indicateurs d'ouverture commerciale identifiés dans la littérature économique. Ces indicateurs peuvent être classés en deux catégories : les mesures d'action, qui évaluent les instruments de politique commerciale, et les mesures de résultat, qui visent à quantifier les effets sur les échanges extérieurs et à estimer le degré d'ouverture. Nous analyserons ensuite la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. Les recherches montrent que l'ouverture commerciale est un moteur et un accélérateur de la croissance économique. Les études théoriques et empiriques sur cette relation révèlent des résultats contrastés : tandis que les études théoriques soulignent l'ambiguïté de l'effet de l'ouverture sur la croissance, la plupart des travaux empiriques concluent à un effet positif, sous réserve d'un environnement économique interne et externe favorable.

Cet effet positif est encourageant pour les pays en développement qui cherchent à améliorer leur situation économique.

En ce qui concerne, la section portant l'étude de cas, en Algérie, elle sera consacrée à l'analyse de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Le commerce extérieur demeure un enjeu pour toutes les économies, mais aussi et surtout un moteur, générateur de croissance et de revenus.

Il constitue l'activité privilégiée de la compétition. La majorité des pays en développement ont changé leurs politiques économiques en libéralisant leur commerce de manière progressive. Les théories du commerce international portent une solution au bien-être social, un facteur essentiel pour déterminer la croissance.

L'objectif de cette étude est d'analyser les effets de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie, en examinant les incidences positives et négatives, ainsi que le processus de libéralisation du commerce extérieur.

Nous étudierons également le lien entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, en tenant compte des autres facteurs qui ont influencé cette croissance. Notre analyse suivra une logique chronologique, pour mieux comprendre les évolutions et les interactions entre ces phénomènes.

---

CHAPITRE IV :

Impact de l'ouverture sur la croissance en  
Algérie

---

## 1.Introduction

Dans les années 90, l'Algérie a entamé une démarche audacieuse en faveur de l'ouverture commerciale, levant ainsi les barrières administratives et tarifaires qui entravaient les échanges commerciaux et freinaient la libéralisation de son économie.

Cette volonté d'ouverture a abouti en 2002 à la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne, créant une zone de libre-échange.

Depuis, l'Algérie a multiplié les accords de libre-échange bilatéraux et régionaux, notamment avec la Zone arabe de libre-échange et, plus récemment, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) en décembre 2020 (bien que la mention de 2023 puisse être une erreur, la ZLECAF est entrée en vigueur en juillet 2019 pour beaucoup de pays et les processus de ratification et d'adhésion se poursuivent).

Cependant, les chocs pétroliers de 1986 et la crise de la dette extérieure qui a suivi ont mis en lumière les faiblesses structurelles de l'économie algérienne, l'obligeant à repenser son modèle de développement. Cette crise a marqué un tournant, poussant l'Algérie à se réformer et à s'ouvrir davantage au monde.

En 1994, un programme d'ajustement structurel a été arrêté et mis en œuvre par les autorités dans le cadre d'un paradigme économique inspiré des thérapies libérales, portées en particulier par le Fonds Monétaire International (FMI).

L'objectif, outre de faire face à la crise de la dette et de son plan de rééchelonnement, est d'engager des mesures visant à soutenir l'offre nationale par un programme centré sur la démonopolisation des activités, la libération des prix, une nouvelle approche du marché du travail par l'adoption de mesures de restructuration ou de dissolution des entreprises et autres mesures telles que l'instauration d'un système de retraite sans conditions d'âge, de même qu'une politique centrée sur le soutien à l'investissement direct international( IDE) et la privatisation des entreprises publiques.

L'ouverture commerciale figurait en bonne place dans ce programme avec cet autre objectif, celui de faciliter les échanges mais également d'internaliser les contraintes de compétitivité et d'efficacité qu'impose le fonctionnement du marché.

Ce processus d'ouverture commerciale - couplé à un programme de réformes d'ensemble- devait apporter l'efficacité nécessaire dans l'allocation des ressources, l'amélioration des conditions d'approvisionnement du marché, le développement de la compétitivité des entreprises industrielles nationales avec à la clef une diversification de l'économie algérienne et des échanges, notamment sur le plan des exportations hors hydrocarbures.

Ce processus s'est heurté toutefois à une contrainte de taille, celle exigée par le plan d'ajustement structurel qui a imposé à l'Algérie des normes de libéralisation aux standards internationaux dans un contexte de faiblesse structurelle de l'économie algérienne à la fois des activités productives et de la gouvernance, ne laissant pratiquement aucune opportunité pour échapper à cette stratégie qui allait à contre-courant des objectifs de développement sur le plan économique et social.

### 1-Rappel des principales étapes et du cadre général de l'ouverture commerciale

#### 1.1. Caractéristiques fondamentales du processus d'ouverture

Sur le plan juridique, l'ouverture commerciale étant constitué d'accords commerciaux auxquels l'Algérie avait souscrit. Un intérêt particulier a été accordé au contenu de l'accord d'association à l'Union Européenne et de même que celui de son éventuelle l'accession à l'OMC.

Les sections suivantes exploreront les implications de l'ouverture commerciale. La deuxième section examinera son impact sur les échanges extérieurs, tandis que la troisième section se penchera sur les mesures à prendre pour renforcer son efficacité.

Cette efficacité est conditionnée par la qualité des stratégies sectorielles, qui doivent être conçues pour répondre aux défis de la mondialisation. La réussite de l'ouverture commerciale dépend également d'un programme global de modernisation de l'économie, englobant à la fois les réformes économiques et l'amélioration de la gouvernance.

### 2.Cadre général du processus d'ouverture commerciale

#### 2.1. Flash-back

En 1985, l'économie algérienne, la crise aidant, présentait déjà des signes d'essoufflement apparents. Elle souffrait d'énormes distorsions sur fond de vulnérabilité suite à l'effondrement des cours pétroliers.

Alors que le pays avait manifesté son intérêt pour intégrer le système du commerce international, celui de l'Organisation Mondiale du Commerce (ex GATT) notamment à travers un accord d'association, ce sont d'autres aléas conjoncturels qui ont poussé l'Algérie à signer en 1994 dans le cadre du libre-échange avec le FMI, un accord pour l'application du Programme d'Ajustement Structurel (PAS), traduisant sa volonté de s'ouvrir au marché mondial.

Ainsi, Il signe en 2002, un accord avec l'Union Européenne (UE).

Comment s'est déroulé le processus de la libéralisation du commerce extérieur ?

Au lendemain de l'indépendance, est-il utile de le rappeler, le système de gestion du commerce extérieur était de type administré.

Tout un dispositif réglementaire et juridique a été mis en place pour encadrer les échanges extérieurs, à travers des mécanismes de contrôle des changes, l'établissement d'un tarif douanier avec en prime une politique de contingentement des importations de certains produits.

Ce souci d'encadrement du commerce extérieur s'est traduit, durant cette première période, par la création de groupements professionnels d'achats (GPA) pour organiser les importateurs privés auxquels étaient associés des représentants de l'Etat.

C'est au cours de la seconde moitié de la décennie 70, avec le lancement des deux plans de développement quadriennaux que le commerce extérieur (type administré) commence à s'organiser peu à peu pour aboutir en 1978 à la promulgation de la loi 78-02 relative au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Cette loi a consacré la nationalisation du commerce extérieur, un système qui a duré plus d'une quinzaine d'années.

Le choix d'un modèle de développement, fondé sur le marché intérieur et le développement des industries de base, conjugué à la montée en puissance des hydrocarbures dans le financement de l'économie avait, soumis les échanges extérieurs aux exigences de la planification ou plutôt celles d'une « régulation administrée. ».

Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur fut confié aux grandes sociétés et entreprises publiques, lesquelles étaient organisées par branches ou par filières, chargées d'approvisionner le marché à travers le système des autorisations globales d'importations (AGI), délivrées chaque année pour réaliser les opérations d'importations. Dans ce système, la protection tarifaire n'avait pas de rôle essentiel et les droits de douanes assuraient plus une fonction fiscale qu'une fonction de protection de la production nationale.

### 2.1.1. Les grandes distorsions

Au cours des années 1980, des assouplissements ont été opérés touchant à la gestion des produits importés, la répartition des listes de produits et des compétences entre les différentes entreprises publiques en liaison avec le processus de restructuration organique des entreprises publiques ainsi que la gestion des approvisionnements des entreprises.

Les effets de ce mode d'organisation du commerce extérieur (en fait des importations), ont été souvent décriés : déconnexion totale avec l'appareil de production national qui évoluait sur fond de gabegie, bureaucratie, gaspillage des ressources créant ainsi des dysfonctionnements dans l'économie du pays.

### 2.1.2. Réformes économiques et commerce extérieur

Le processus de libéralisation du commerce extérieur a commencé à se mettre en place dans le sillage des réformes portant sur l'autonomie des entreprises publiques (1988) et de la promulgation, en 1990, de la loi sur la monnaie et le crédit qui a consacré le principe de la libéralisation du financement des transactions courantes.

Mais c'est surtout dans le cadre du Programme d'ajustement structurel de 1994 que ce processus a été réellement engagé, à travers le démantèlement des monopoles et la liberté d'accès au commerce extérieur pour toutes les entreprises publiques et privées.

Les mesures d'ouverture commerciale qui ont été adoptées de façon unilatérale, dans un contexte de conditions financières contraignantes et de compression de la demande intérieure, étaient associées notamment à la libéralisation du système des paiements externes, à la dévaluation, la suppression des subventions et à la libération des taux d'intérêt bancaires et des prix sur la quasi-totalité des marchés de biens et services.

Le processus d'ouverture commerciale était également soutenu par la promulgation en 1993 d'un code des investissements favorable aux investissements étrangers, l'adoption en 1995 des premières lois sur la concurrence et la privatisation des entreprises publiques.

La seconde étape du processus de réforme du commerce extérieur a été entamée en 1997.

Après avoir ouvert de façon unilatérale son commerce extérieur, l'Algérie enclenche implicitement au cours de cette seconde étape un processus de renégociation des conditions d'ouverture de son marché et de son insertion au marché mondial, dans un contexte marqué par notamment l'ouverture des discussions avec l'Union Européenne

Sur le plan commercial et institutionnel, cette seconde étape coïncide, selon les sources du ministère du Commerce, avec le réaménagement au début des années 2002 (Loi de Finances Complémentaire 2001, en date du 21 juillet 2001), fixant le droit additionnel provisoire sur 5 ans, en contre partie du tarif douanier avec l'abaissement et la simplification des droits de douanes, l'approfondissement du processus de démonopolisation des activités, notamment la libéralisation des secteurs des télécommunications, des transports, de l'énergie et des mines...

(1) La Loi de Finances Complémentaire 2001, du 21 juillet 2001, fixant le droit additionnel provisoire sur 5 ans, en contre partie du tarif douanier.

### 2.1.3. Le cadre juridique de l'ouverture commerciale

Le démantèlement du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur n'a pas été suivi par la mise en place d'un nouveau cadre d'encadrement et de régulation du commerce extérieur, prenant en charge de façon explicite et cohérente les contraintes de l'ouverture commerciale, en particulier en matière de protection de la production nationale.

Cette situation a réduit la lisibilité de la réglementation commerciale qui n'apparaissait pas toujours cohérente pour les opérateurs économiques nationaux, confrontés à la concurrence des importations mais également pour les opérateurs étrangers qui ne se considéraient pas à l'abri de dispositions réglementaires discriminatoires ou contradictoires avec le principe d'ouverture et d'égal traitement affiché dans les différents programmes de réformes.

Selon un économiste algérien, ce processus d'ouverture commerciale a été qualifié de « débridée » faute de transparence dans les règles du jeu et un cadre juridique approprié.

Pour y remédier à ces insuffisances en matière d'encadrement et de régulation du commerce extérieur, un cadre législatif d'encadrement du commerce extérieur' a été promulgué par ordonnance en 2003.

Un cadre qui consacre le principe de la liberté d'accès au commerce extérieur des marchandises pour toute personne physique ou morale La nouvelle législation prévoit un dispositif de protection de la production nationale conforme aux règles du commerce multilatéral.

Plusieurs articles sont consacrés aux mesures de défenses commerciales auxquelles les pouvoirs publics peuvent recourir en cas de déséquilibres graves des finances extérieures et/ou pour faire face aux pratiques déloyales à l'importation qui menaceraient la production nationale ou retarderaient son émergence.

Elle met enfin en place un dispositif institutionnel de promotion des exportations hors hydrocarbures à travers la création du Conseil National Consultatif de Promotion des Exportations, pour impulser une dynamique aux exportations hors hydrocarbures.

### 2.1.4. L'ouverture commerciale : un tableau pas du tout idyllique

Ce dispositif législatif sur le commerce extérieur des marchandises réhabilite la fonction protectrice traditionnelle des droits de douanes.

Pour rappel, le premier tarif douanier promulgué en Algérie date d'octobre 1963 et comportait des régimes tarifaires préférentiels accordés aux pays de la communauté économique européenne

La libéralisation du commerce extérieur : un processus en dents de scie

La libéralisation du commerce extérieur, censée être le moteur de l'insertion de l'économie algérienne dans le commerce mondial, s'est révélée être un parcours semé d'embûches. Avancées et reculs se succèdent, tandis que les problèmes de régulation des échanges et de protection de la production nationale persistaient. Le manque de stratégie industrielle et sectorielle cohérente, ainsi que l'inexpérience des administrations commerciales, ont transformé ce processus en un véritable casse-tête.

Les chiffres sont éloquentes : malgré des résultats encourageants en 1995 et 1996, l'économie nationale a progressivement perdu pied, révélant les limites des solutions à court terme. Les conséquences sont claires : une économie vulnérable, incapable de soutenir une croissance durable. Il est temps de repenser la stratégie et de prendre les mesures nécessaires pour donner un nouvel élan à l'économie algérienne

Le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) a montré ses limites en tant que cadre macro et micro-économique. Malgré son objectif de stabiliser l'économie, il n'a apporté que des réponses partielles et n'a pas pris en compte les préoccupations sociales et économiques plus larges.

En d'autres termes, il a privilégié la thèse de l'équilibre financier et le remboursement de la dette, le tout au détriment de la croissance économique. Les institutions financières internationales ont mis l'accent sur la gestion monétaire, n'ont pas ciblé la croissance comme objectif prioritaire.

Cette approche a entraîné l'économie algérienne dans une situation de stagnation, sans aucune perspective de développement

Pis, le dispositif mis en place n'a pas produit les effets d'entraînement attendus, favorables à la croissance, qui, plus est, ont pénalisé l'investissement en tant que facteur prépondérant dans tout processus de relance.

Les déséquilibres observés dans la sphère sociale, postulent l'intégration de l'emploi, comme variable connexe à la croissance et comme fondement de la nécessaire préservation de la cohésion sociale du pays.

### 1.1.1. La problématique de la protection de la production

La question de la protection de la production nationale plutôt cruciale a été posée de manière réitérée depuis l'ouverture commerciale.

Mieux elle était au-devant de la scène nationale voire en raison des menaces et de l'instabilité qui agite le commerce avec tout ce que cela suppose comme désordre du commerce à l'échelle mondiale.

A rappeler que la protection de l'économie algérienne a longtemps été effectuée à travers les mécanismes de la gestion administrée du commerce extérieur (système de contingentement généralisé des importations), le droit de douane servant plus de moyen de ponction de ressources pour le budget, que d'instrument de protection des productions internes.

La libéralisation du commerce extérieur a rétabli la protection tarifaire, mais dans un contexte de faiblesse de l'économie nationale. Le processus de simplification tarifaire et de réduction des taux a été entaché d'incohérences, suscitant des contestations des opérateurs économiques.

La distribution du tarif n'a pas toujours été fondée sur des stratégies sectorielles solides, ce qui a posé problème face à la concurrence souvent déloyale des importations.

### 1.2.2. La commercialité, un terme qui cache des réalités

L'ouverture commerciale a posé un problème de régulation des importations et de contrôle de la qualité des produits.

La prolifération des importateurs a entraîné une course à l'argent, où la logique de la commercialité a pris le pas sur la compétence professionnelle. Le secteur productif, pilier de l'avenir économique du pays, a été sacrifié au profit des importations. Les entreprises financièrement solides ont eu accès aux devises, tandis que les autres, parmi les plus productifs ont été condamnées à disparaître. Des entreprises qui ont sacrifiés sur l'autel de la commercialité, un terme qui était en vogue à l'époque.

Cela a ouvert la porte au commerce informel et aux pratiques douteuses, avec des conséquences négatives pour l'économie

Un autre problème auquel s'est trouvé confronté le processus d'ouverture commerciale a trait à la régulation des flux d'importations et au contrôle de la qualité des produits importés.

Une situation qui traduit la faible cohérence des politiques commerciales mais également les difficultés des autorités à s'approprier et à utiliser les instruments de protection non tarifaire autres que les simples restrictions administratives.

### 1.2.3. L'impact de l'ouverture commerciale sur l'industrie

L'ouverture commerciale a eu des conséquences lourdes sur l'économie nationale. La fermeture de 300 entreprises publiques et la mise en chômage de dizaines de milliers de travailleurs ont accentué le problème du chômage. Malgré une meilleure disponibilité des produits sur le marché, la désindustrialisation a porté un coup sévère à l'économie du pays. Les entreprises industrielles nationales ont perdu en compétitivité face aux produits importés, sans mesures de soutien efficaces.

Les mesures de protection prises ont été insuffisantes pour avoir un impact structurel et durable sur la compétitivité des entreprises industrielle

En 1994, le processus de dégradation de la production industrielle a continué touchant pratiquement toutes les filières et qui a conduit à une baisse significative de la part de l'industrie dans le PIB, passant de 15% à moins de 4 %.

Le processus d'ouverture commerciale avait masqué bien des aspects négatifs notamment durant la période d'aisance financière due à la montée des cours de pétrole durant cette période et l'ambitieux programme d'investissement public qui ont assoupli la contrainte financière extérieure et permis le maintien d'une croissance moyenne.

### 1.2.4. Les limites de l'ouverture commerciale

L'accord d'association n'a pas attiré les investisseurs européens escomptés, et ce sont surtout les investissements arabes qui ont influé dans les secteurs hors hydrocarbures.

L'ouverture commerciale n'a pas diversifié l'économie nationale, non plus les exportations d'hydrocarbures restant la principale source de revenus externes.

La libéralisation du commerce s'est limitée à une libéralisation des importations, sans mise en place d'un contrôle efficace des prix, des normes et de la qualité.

Le constat est alarmant : l'importation est favorisée, tandis que la production et l'investissement sont pénalisés.

La dette publique, elle, avait atteint des niveaux inquiétants, tandis que les revenus informels échappent à l'impôt et alimentent les secteurs spéculatifs.

### 1.2.5. Les accords commerciaux : une ouverture sous influence

La libéralisation commerciale de l'Algérie a été imposée par le programme d'ajustement structurel, sans réelle négociation avec les partenaires commerciaux.

Pendant des années, le pays a navigué sans boussole, signant des accords commerciaux mineurs sans grande portée. Mais avec le lancement des négociations avec l'UE, l'Algérie entre dans une nouvelle ère, où elle doit négocier les termes de son ouverture commerciale avec ses principaux partenaires. La question est : pourra-t-elle imposer ses conditions ou sera-t-elle contrainte de suivre le rythme imposé par les autres ?

#### 1.2.6. La nécessaire révision de l'accord d'association avec l'UE

L'accord d'association avec l'UE, signé en 2002 après 18 rounds de négociations, visait à créer une zone de libre-échange et à renforcer les relations commerciales entre les deux parties.

Cependant, les résultats sont mitigés. Selon une évaluation de 2009, la balance commerciale hors hydrocarbures est très déséquilibrée en faveur de l'UE, avec des importations algériennes en augmentation de 80% entre 2005 et 2008, tandis que les exportations algériennes hors hydrocarbures vers l'UE restent marginales, avec seulement 1 milliard de dollars en 2008.<sup>55</sup>

L'accès aux marchés européens est difficile, malgré la libéralisation progressive prévue dans l'accord. Il est temps de réviser cet accord pour rétablir l'équilibre et donner une nouvelle impulsion aux relations commerciales entre l'Algérie et l'UE

#### 1.2.7. La zone arabe de libre échange

La mise en place d'une zone arabe de libre échange fait partie des mécanismes prévus par la Ligue Arabe pour promouvoir et faciliter les échanges commerciaux entre les pays membres. Dans cette perspective, le Conseil Economique et Social de la ligue arabe a adopté en 1997 un programme exécutif qui prévoit un démantèlement tarifaire régulier au taux de 10% tous les dix ans.

A ce jour, 17 pays arabes appliquent le programme exécutif de la Zone arabe de libre-échange et cinq pays dont l'Algérie, n'ont pas encore intégré cette zone

---

<sup>55</sup> REBAH. A, « Economie Algérienne : le développement National Contrarié » édition INAS, Algérie 2001, p 210

### 1.2.8. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)

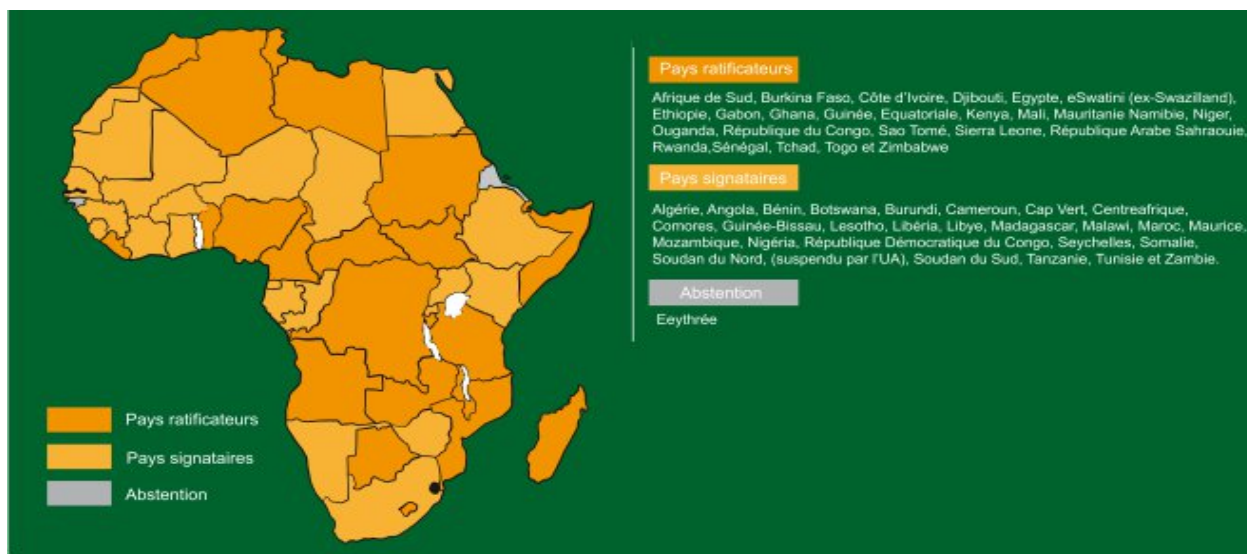


Figure 1- Ratification de l'Algérie à la ZLECAF le 23 décembre 2023

#### La ZLECAF : une opportunité pour l'Algérie et l'Afrique

L'Algérie a adhéré à l'initiative de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures et tirer parti des avantages du libre-échange continental. La ZLECAF vise à créer un marché unique à l'échelle du continent pour les marchandises et les services, facilitant la circulation des personnes et renforçant la compétitivité des entreprises. Les pays africains doivent arrimer leurs politiques industrielles à la ZLECAF pour en tirer profit, car les politiques commerciales affectent le développement industriel. La mise en œuvre de la ZLECAF est un projet phare de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, visant à stimuler le commerce intra-africain et à renforcer l'intégration économique africaine.

#### Les défis de la ZLECAF

Les économies africaines dépendent fortement des matières premières, qui représentent plus de 70% des exportations de l'Afrique. Le tissu industriel africain est embryonnaire, et les exportations se composent de produits manufacturés de faible technologie et de ressources naturelles non transformées. Les pays africains doivent restructurer leurs exportations pour tirer profit de la ZLECAF. Les pays qui disposent d'une capacité plus importante dans la production industrielle bénéficieraient davantage des gains potentiels de la ZLECAF.

## Les opportunités de la ZLECAF

La ZLECAF offre des opportunités pour les pays africains de diversifier leurs économies et de promouvoir l'industrialisation. La mise en œuvre de la ZLECAF permettra de réduire les barrières tarifaires et non tarifaires, de faciliter les échanges commerciaux et de renforcer la compétitivité des entreprises. Les pays africains doivent saisir cette opportunité pour transformer leurs économies et promouvoir un développement économique inclusif

### 1.2.9 La longue transition économique algérienne

L'économie algérienne a connu une transition marquée par des réformes et des politiques économiques visant à sortir de la crise qui l'affecte depuis des décennies.

Certains économistes attribuent la stagnation de l'économie algérienne au "syndrome hollandais", caractérisé par une dépendance aux hydrocarbures, une désindustrialisation et des importations massives.

Cependant, d'autres facteurs tels que la nature des institutions, la gouvernance, la bureaucratie et l'inexploitation du potentiel de croissance ont également contribué à la longue transition.

### 1.2.10 Les investissements publics

L'Algérie a bénéficié d'une embellie financière entre 2000 et 2014, ce qui lui a permis de réaliser des investissements publics importants, notamment dans les infrastructures. Des plans de relance et d'appui à la croissance ont été mis en œuvre, avec des enveloppes budgétaires considérables :

- Un plan quinquennal 2010-2014 doté d'une enveloppe budgétaire de 286 milliards de dollars US.
- Un autre plan (2015) doté d'une enveloppe prévisionnelle de 262 milliards de dollars US.

La part des dépenses de capital dans les dépenses totales de l'État est passée de 20% à la fin des années 1990 à plus de 32% pour la période 2000-2005 et 40% sur la période 2006-2014. Malgré ces efforts, la croissance économique est restée faible.

Les résultats quelque peu décevants de la croissance économique algérienne peuvent être attribués à plusieurs facteurs, notamment la dépendance aux hydrocarbures, la faiblesse des institutions et la bureaucratie.

Pour promouvoir une croissance économique durable, l'Algérie doit diversifier son économie, améliorer sa gouvernance et investir dans les infrastructures et les secteurs productifs

### 1.2.11 Les progrès sociaux et économiques de l'Algérie

Pour autant, l'Algérie a réalisé des progrès significatifs en matière de développement humain, avec un indice de développement humain (IDH) qui est passé de 0,5777 en 1990 à 0,754 en 2017.

Le pays a également enregistré des avancées notables en matière d'emploi, avec un taux de chômage qui a baissé de 29,5% en 2000 à 10% en 2011. La balance des paiements a montré une certaine viabilité durant la décennie 2000.

Mieux, l'Algérie a pris des mesures importantes pour renforcer sa situation économique, notamment en décidant de désendetter son économie, en créant un fonds de compensation nationale et en reconstituant ses réserves de change. Ces mesures ont permis au pays de faire face à des chocs sur le commerce extérieur.

### Un contraste avec les pays émergents

Alors que des pays comme l'Inde, la Turquie, l'Argentine et la Malaisie sont considérés comme des pays émergents, caractérisés par des économies efficaces et compétitives, intégrées dans les marchés mondiaux et offrant des conditions de sécurité financières et judiciaires nécessaires au développement de l'investissement, l'Algérie se débattait dans le piège de la longue transition.

Ces pays ont réussi à mettre en place des réformes soutenues et crédibles, qui ont permis une dynamique vertueuse de transformation économique

### 1.2.12. Le maître mot : la transformation structurelle

L'Algérie s'est engagée dans une transformation structurelle de son économie pour réduire sa dépendance aux hydrocarbures. Le constat était alarmant : l'industrie représentait moins de 5% du PIB, contre plus de 10% au milieu des années 80.

Les exportations d'hydrocarbures représentaient plus de 95% des exportations totales. La croissance du secteur des services était tributaire des dépenses des hydrocarbures.

Avec la chute des prix du pétrole en 2014, les finances publiques se sont détériorées : le solde de la balance est passé de -4% en 2010 à -17% en 2015. La persistance du bas prix du baril a rendu les ajustements réalisés insuffisants pour ramener le déficit à un niveau soutenable.

Malgré ces défis, la démarche opérée a permis à l'Algérie de restaurer les équilibres macro-économiques internes et externes, d'inscrire notre pays dans l'économie de marché et de renouer avec une croissance économique, dans un contexte de crise difficile. Cependant, ces résultats macro-financiers se sont réalisés au détriment de l'appareil de production, du pouvoir d'achat des ménages et de l'emploi.

En ce qui concerne le secteur industriel (hors hydrocarbures), la production a connu une évolution contrastée. Après avoir baissé de 4,4% en 1994 et de 1,4% en 1995, la production a grimpé pour atteindre 5%. Cette tendance positive est encourageante, mais il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la base industrielle du pays et réduire sa dépendance aux hydrocarbures

Notre analyse de la situation économique et sociale actuelle nous permet d'identifier les principaux enjeux et contraintes qui affectent l'avenir de notre économie nationale. Bien que nous ayons réalisé des progrès significatifs dans la stabilisation du cadre macro-économique, la consolidation de ces acquis demeure un défi majeur. En effet, une analyse approfondie de ces progrès révèle qu'ils peuvent être fragiles et nécessitent une attention particulière pour garantir leur durabilité.

### 1.3.1. Stratégie de diversification : avancées et performances

Face à l'acuité des problèmes, les pouvoirs publics ont jugé utile d'adopter une démarche de politique prudente, de préservations des équilibres macro-économiques et de diversification des exportations hors hydrocarbures, la réduction des importations, la réduction du chômage par la création de l'emploi.

Il a fallu sans doute mettre en évidence le rôle de l'Etat, en tant que moteur et agent facilitateur du développement pour réaliser les programmes mis en œuvre, selon des objectifs clairs et hiérarchisés afin de sortir de cette longue transition qui caractérisait l'économie du pays.

Une stratégie qui s'articule autour de plusieurs programmes d'action, des équilibres généraux de l'économie, des équilibres sociaux ainsi que le développement régional, avec la mise en place de dispositifs de promotion, de soutien au développement des exportations hors hydrocarbures et de facilitation des importations d'intrants industriels.

### 1.3.2. Une transformation structurelle en profondeur

L'Algérie s'est engagée dans une transformation structurelle profonde de son économie, axée sur plusieurs piliers clés.

Tout d'abord, une politique industrielle ambitieuse a été mise en place pour soutenir les secteurs prioritaires tels que l'agroalimentaire, la pharmacie, les TIC, la sidérurgie et les équipements domestiques.

Des réformes institutionnelles ont également vu le jour, avec à la clef l'adoption de la loi sur l'investissement de 2022, la création de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) et la modernisation des infrastructures portuaires avec l'implémentation du système APCS en 2021.

Ces efforts ont commencé à porter leurs fruits, avec une dynamique exportatrice en plein essor.

Les exportations hors hydrocarbures ont triplé, atteignant 5,1 milliards de dollars en 2023, selon la Banque mondiale (2025). Des secteurs tels que l'acier, les engrais, les produits agricoles, les matériaux de construction et les produits chimiques gagnent en visibilité à l'international.

Cette dynamique reflète les efforts consentis par les pouvoirs publics pour franchir d'autres pas pour atteindre l'émergence, améliorer la compétitivité et renforcer la gouvernance.

Les performances réalisées ces dernières années, avec près de 14 000 projets d'investissement enregistrés par l'AAPI à fin avril 2025, un chiffre qui ne cesse de croître de jour en jour, pour répondre au problème de l'emploi, notamment chez les diplômés universitaires, témoignent de la vitalité de l'économie algérienne.

Les perspectives sont réconfortantes lorsqu'on sait que le dernier rapport de la banque Mondiale avance le taux de croissance prévisionnel de 3,5 %, un des meilleurs taux au niveau du MENA alors que le taux d'inflation a été réduit presque de moitié passant de 9 % à 4,5 %.

Pour relever ces défis, l'Algérie mise sur un nouveau modèle de croissance axé sur une ouverture commerciale plus ciblée, une gestion prudente des dépenses publiques et l'intégration africaine.

La vision 2030 du pays vise à rationaliser les dépenses et à renforcer les capacités de gouvernance des administrations économiques. Le nouveau modèle de croissance ambitionne une croissance des exportations à un rythme élevé sur la période 2015-2030, en accordant la priorité au continent africain.

L'originalité de cette étude réside dans son analyse des facteurs institutionnels et des transformations structurelles, souvent négligés au profit des seuls enjeux liés à la rente pétrolière. Notre étude prend en considération la nature des facteurs de croissance, la qualité des institutions et les efforts de l'ouverture économique sur la croissance, ce qui nous permet d'apprécier la trajectoire de croissance de l'économie algérienne. Alors que la majorité des études se sont contentées de focaliser sur l'économie de rente et ses implications sur la croissance, notre étude examine les changements opérés ayant contribué à une expansion économique qui met le pays sur un sentier de croissance de long terme.

### 2. Maintien de la stabilité et promotion de la croissance :

L'Algérie, qui s'est engagée résolument dans la diversification économique, a entrepris ces dernières années, une transformation structurelle de son économie, appuyée par des réformes institutionnelles et des partenariats devant augmenter ses recettes d'exportation hors hydrocarbures et renforcer sa résilience face aux chocs extérieurs.

Le rapport le plus récent de la Banque mondiale (Avril 2025) met en évidence les avancées concrètes que connaît l'économie algérienne qui a décidé de réduire sa dépendance au pétrole et au gaz et se mettre sur une trajectoire de croissance économique de long terme.

Selon l'institution de Bretons Woods, les exportations hors hydrocarbures ont triplé ces dernières années pour atteindre 5, 1 milliard de dollars US en 2023.

Cette performance témoigne d'une bonne gestion de la transformation structurelle, doublée d'une croissance de certains secteurs qui ont longtemps été en marge du développement.

La liste des exportations est désormais élargie aux produits sidérurgiques, aux engrais, aux ciments ainsi que des produits agricoles frais et autres.

Certaines de ses branches, autrefois orientées vers le marché national, s'imposent progressivement sur les marchés internationaux.

Selon la Banque mondiale, cette dynamique résulte d'une politique industrielle plus ambitieuse, axée sur le soutien à l'exportation et la mise en valeur du potentiel local.

Cette stratégie de diversification axée sur l'exportation en dehors des hydrocarbures commence à prendre forme.

En effet, l'économie algérienne a connu ces cinq dernières années, une importante transformation portée par des réformes visant à mettre en place un tissu industriel économique dense en misant sur la production nationale et sur l'ouverture aux marchés internationaux pouvant stimuler les exportations.

Entre 2020 et 2024, le nombre des exportateurs est passé de près 800 à 1000, une hausse considérable soutenue par des infrastructures et des zones industrielles devenues des points de convergence des industriels nationaux et étrangers. L'industrie manufacturière, elle, a connu un bond qualitatif.

L'Algérie a renforcé sa sécurité sanitaire avec la production locale de stylos d'insuline et leur exportation en Afrique et au Moyen Orient.

L'usine pharmaceutique de Saïdal (Médéa) dédiée aux antibiotiques, fermée durant les années 90, a été rouverte il y a peu.

L'industrie lourde n'est pas en reste et a connu un bon en avant en matière de production et d'exportation d'acier plat. C'est le cas de l'entreprise Tosyali de Bethioua (Oran), en tant qu'acteur clef en matière de transformation de produits.

Les efforts se poursuivent sur un terrain où les défis sont relevés et les projets concrets ont été réalisés avec succès. Sans parler des usines qui ont fermées et récupérées par l'Etat pour renforcer le secteur industriel et créer davantage d'emploi.

L'Algérie a mis en place une stratégie nationale pour défendre ses intérêts économiques et corriger les excès du libre-échange. Cette approche prudente vise à calibrer son modèle de croissance et à éviter les pièges d'une ouverture économique non maîtrisée.

### Points clés :

1. Ouverture commerciale mesurée vis-à-vis des échanges commerciaux axés vers des zones où la balance commerciale bilatérale équilibrée ou excédentaire ou bien le ciblage des zones d'échanges avec une monnaie d'échange avantageuse. (Le dollar US) monnaie avec laquelle on vend c'est-à-dire disposer d'un avantage compétitif sur la monnaie intérieure et de ne pas recourir systématiquement sur déplacement converti en d'autres monnaies plus fortes (avec l'Euro notamment).

2. La gestion prudente des dépenses publiques pour maintenir la stabilité macro-économique.

L'orientation des dépenses publiques d'équipements pour financer les infrastructures tout en les associant avec des modes de financements associés (apports directs des partenaires dans le cadre de l'investissement), emprunt obligataire, par des emprunts élargis au grand public (épargne nationale)

L'ouverture des capitaux de la banque CPA par OPV a généré énormément d'argent au Trésor (112 milliards DA), début 2024 a permis de l'insérer dans le circuit pour financer le programme budgétaire annuel (politique budgétaire)

3. Diversification des sources de revenus et promotion des exportations hors hydrocarbures pour réduire la dépendance aux hydrocarbures.

4. Transformation structurelle de l'économie pour développer des secteurs à forte valeur ajoutée et améliorer le climat des affaires.

### 1.3.3. Changement progressif mais réel de la structure économique algérienne

Un des leviers majeurs de cette transformation est le système communautaire portuaire algérien (APCS), lancé en 2021.

Cette plateforme numérique, développée en collaboration avec la Banque mondiale, permet de connecter en temps réel les douanes, les compagnies maritimes et les opérateurs économiques. Résultat : des délais de dédouanement réduits et une fluidification des échanges commerciaux.

L'impact de la loi sur l'investissement adoptée en 2022, qui simplifie l'environnement administratif et accorde plusieurs incitations fiscales et douanières.

L'Algérie a connu une croissance économique significative ces quatre dernières années, grâce à plusieurs facteurs clés. La diversification de l'économie algérienne hors des hydrocarbures a contribué à réduire la dépendance aux fluctuations des prix mondiaux de l'énergie. L'investissement dans les infrastructures a permis d'améliorer la

productivité et la compétitivité de l'économie algérienne. La promotion de l'investissement privé a stimulé la croissance économique et créé des emplois. La stabilité macro-économique a maintenu la confiance des investisseurs et promu la croissance économique.

Cependant, malgré ces résultats positifs, l'Algérie doit encore relever plusieurs défis pour maintenir sa croissance économique. Le pays doit continuer à diversifier son économie pour réduire sa dépendance aux hydrocarbures. L'Algérie doit également améliorer sa compétitivité pour attirer les investissements étrangers et promouvoir les exportations. Enfin, le pays doit améliorer sa gouvernance pour réduire la corruption et promouvoir la transparence.

En résumé, les performances économiques de l'Algérie ces 4 dernières années sont attribuables à plusieurs facteurs clés, notamment le capital humain, la formation brute du capital fixe, l'ouverture économique et le PIB par habitant. Les autorités algériennes doivent continuer à mettre en place des politiques économiques cohérentes pour maintenir la croissance économique et relever les défis qui subsiste.

#### 1.3.4- Evolution du commerce extérieur en Algérie

Les exportations algériennes avaient atteint plus de 21 milliards dollars US en 2020, soit un recul de 42 % sur un an.

Cette contraction est due, pour l'essentiel à la conséquence de la crise sanitaire qui a induit à la baisse du prix et des quantités vendues d'hydrocarbures, ces derniers représentent 90% du total des exportations algériennes.

Le reste des exportations du pays se composent de dérivés des industries pétrolières et gazières (engrais, ammoniac, huiles issues de la distillation des goudrons) et de produits agroalimentaires (fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons, dattes, sucre) (UNCOMTRADE, 2021).

L'évolution de la part des exportations hors hydrocarbures dans le total des exportations se présente dans la figure n°2 :

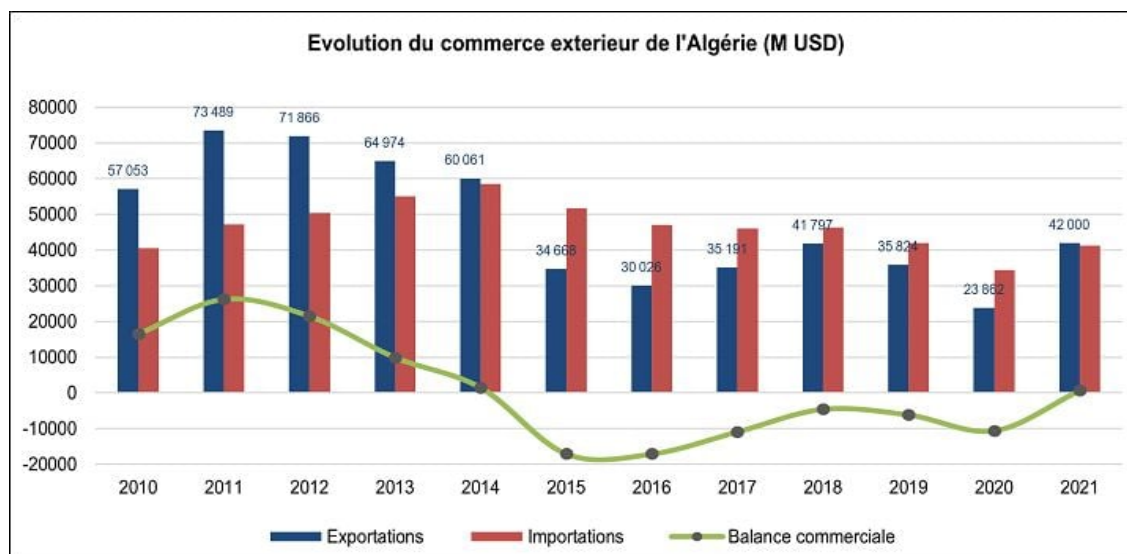


Figure 2 - Evolution de la part des exportations hors hydrocarbures dans le total des exportations en (%) de 2001 à 2020

Source : (ONS, 2012, p. 66) et (UNCOMTRADE, 2021).

Dès les années 1990, les pouvoirs publics algériens ont engagé des réformes pour libéraliser le commerce extérieur et diversifier les produits destinés à l'exportation. Des dispositifs de soutien aux exportations hors hydrocarbures ont été mis en place, notamment :

- La création d'institutions telles que :
- La Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations
- Le Conseil National Consultatif de Promotion des Exportations
- La Société algérienne des foires et expositions (SAFEX)
- Le Fonds National de Régulation et de Développement Agricole (FNRDA)
- Le Fond Spécial pour la Promotion des Exportations
- L'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur

Ces institutions ont pour mission de soutenir les exportateurs, de promouvoir les exportations hors hydrocarbures et de faciliter l'accès aux informations commerciales et techniques nécessaires à la conduite des opérations du commerce extérieur

L'Algérie a réussi à augmenter ses exportations hors hydrocarbures, atteignant 5,2 milliards de dollars US en 2023 et 7 milliards de dollars US en 2022, soit une progression de 30% par rapport à 2019.

Les secteurs clés sont les industries chimiques, l'agro-alimentaire, les matériaux de construction et la métallurgie, ainsi que les équipements domestiques.

Les exportations hors hydrocarbures ont dépassé 10% du total des exportations en 2022, avec les engrais en tête (1,7 milliard de dollars US), suivis du fer et de l'acier (plus de 500 millions de dollars US) et du ciment (400 millions de dollars US). L'objectif est d'atteindre 29 milliards de dollars US d'ici 2030.

La croissance économique est soutenue par un secteur agricole résilient, avec un taux de croissance de 3,9% selon la Banque mondiale. Le cadre macroéconomique a été amélioré, renforçant la productivité et la compétitivité des exportations.

Pour atteindre cet objectif, les conditions ont été réunies, notamment l'augmentation du taux de croissance, l'augmentation de la productivité, le renforcement du service de transport et de logistique, ainsi que la diplomatie économique active et l'ouverture des banques algériennes à l'étranger.

### Exportations hors hydrocarbures en Algérie

- Augmentation significative : 5, 1 milliards de dollars en 2024, grâce à la diversification économique

- Composition des exportations :

- Produits bruts : 12,7% (déchets ferreux et non ferreux)

- Demi-produits : 74,5% (produits issus de la transformation des hydrocarbures)

- Produits finis industriels et agricoles : faible proportion

- Évolution :

- 1,31 milliard de dollars en 2007 (2,2% des exportations totales)

- Production agricole : 3500 milliards DA (14% du PIB) en 2021

- Secteur industriel : 15% du PIB

- Défis et opportunités :

- Lancement des travaux de Ghar Djebilet (minerai de fer) et autres projets miniers

- Réduction de la facture d'importation de produits alimentaires

- Exportations de produits alimentaires : 70 millions de dollars US en moyenne annuelle

En encadré : Les exportations de marchandises en 2024 se sont évaluées à 6 605,8 milliards de DA contre 7 468,5 milliards de DA en 2023, soit une baisse de 11,6%.

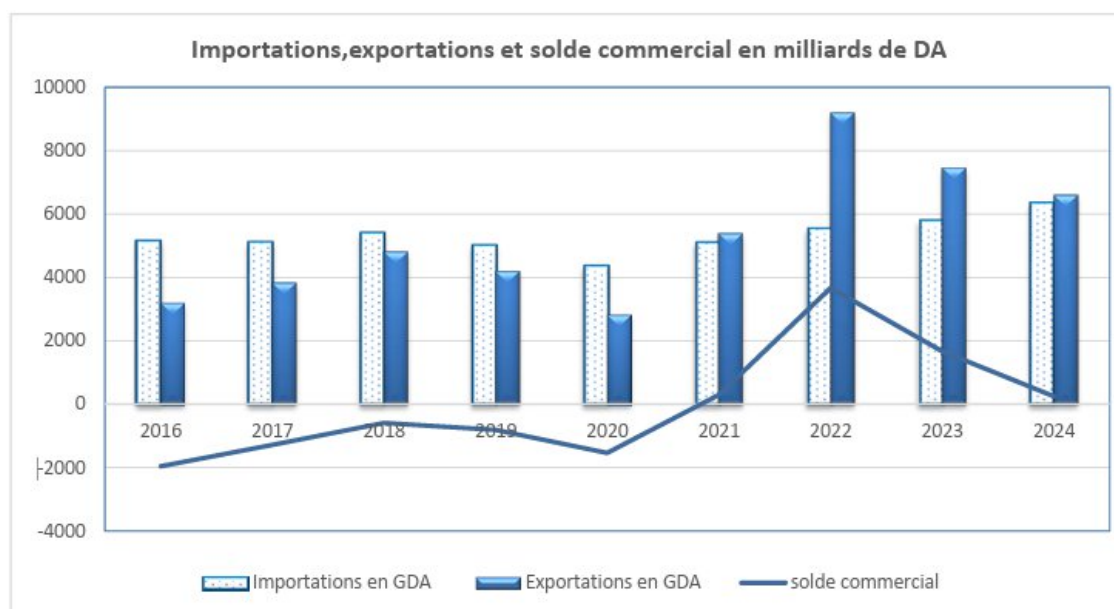
Les importations ont atteint, quant à elles, 6 352,1 milliards de DA en 2024 contre 5 794,0 milliards de DA au cours de l'année précédente, soit une hausse en valeurs courantes de 9,6%.

Ces évolutions des échanges de marchandises enregistrées durant l'année 2024 conduisent à un recul de l'excédent commercial qui passe de 1 674,5 milliards de DA en 2023 à 253,7 milliards de DA en 2024, soit une diminution de 84,8%.

Le taux de couverture des importations par les exportations est en baisse, passant de 128,9% en 2023 à 104% en 2024. Parallèlement, les termes de l'échange se détériorent, passant de 100,4% en 2023 à 95,9% en 2024.

Source : Office national des statistiques (avril 2025)

Figure (3) Importations, exportations et solde commercial pour la période allant de 2016 à 2024



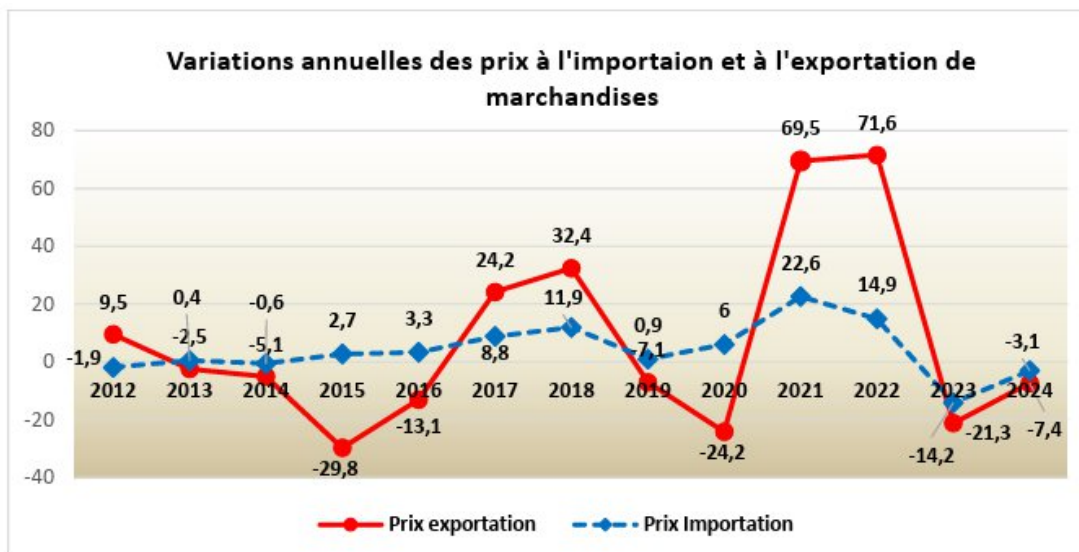
Par rapport à 2023, les prix à l'exportation et les prix à l'importation de marchandises ont diminué respectivement de 7,4% et de 3,1% au cours de l'année 2024.

**Evolutions annuelles en % des prix et volume des importations et des exportations de marchandises**

	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Prix importation</b>	6,0	22,6	14,9	-14,2	-3,1
<b>Prix exportation</b>	-24,2	69,5	71,6	-21,3	-7,4
<b>Volume importation</b>	-17,9	-4,7	-5,4	21,9	13,1
<b>Volume exportation</b>	-11,5	12,6	-0,5	3,1	-4,5

Pour mieux illustrer cette évolution, nous vous proposons la figure qui suit :

Figure (4) : variations annuelles des prix à l'importation et à l'exportation de marchandises



Site web: <http://www.ons.dz>

#### Évolution des exportations et importations en Algérie (2023-2024)

Ce graphe montre l'évolution des exportations et importations en Algérie entre 2023 et 2024. Les exportations ont diminué de 11,6% tandis que les importations ont augmenté de 9,6%.

#### 1.3.5 -Amélioration du climat d'affaires dans le cadre de l'investissement :

Le renforcement de la dynamique de l'investissement est fortement dépendant des progrès accomplis dans l'amélioration du climat des affaires, le renforcement de la concurrence sur le marché des biens et services, le règlement du foncier industriel, la réforme du secteur bancaire et financier et de lutte contre les activités informelles.

Ainsi, l'Agence Algérienne de la promotion de l'investissement a enregistré au premier trimestre 2025, pas moins de 13.000 projets devant générer des dizaines de milliers d'emplois, des dizaines de projets d'investissements directs étrangers et autant en partenariat avec des algériens.

Un des projets phare est le projet omanais visant à fabriquer des véhicules automobiles de la marque Sud-Coréenne.

Le bilan du climat des affaires est plutôt positif traduisant ainsi une tendance ascendante des investissements de qualité grâce à la vision stratégique et des réformes menées à travers et règlements et des réformes en profondeur parmi lesquels, ceux relatifs à l'investissement, les zones franches le foncier économique.

Les réformes adoptées de la nouvelle loi sur l'investissement qui offre garantie et protection aux investisseurs, outre les avantages et incitations.

Le développement des infrastructures, des zones industrielles, les installations logistiques pour accueillir des projets d'investissement, les facilités financières est un signe d'encouragement des porteurs de projets d'investissement dans les secteurs à forte valeur ajoutée témoignent de la réussite de la transformation économique, permettant d'accroître les flux d'investissements productifs.

### 3. Améliorer la qualité de la gouvernance commerciale

Le succès de la politique d'ouverture commerciale est indissociable de l'amélioration de la qualité de la gouvernance commerciale.

Par gouvernance commerciale, il faut entendre le niveau d'expertise des capacités nationales en matière de connaissance des marchés mondiaux et de maîtrise des règles du commerce multilatéral, voire tout un écosystème qui met en synergie les institutions chargées de la conduite de la politique économique et commerciale à l'international.

L'Algérie a pendant très longtemps fonctionné sans trop se préoccuper des grands enjeux du commerce international.

Le caractère mono exportateur de l'économie nationale conjugué au système protectionniste, en vigueur pendant de longues années, n'a pas stimulé les administrations économiques et commerciales et des entreprises à des approches « actives » du commerce international, fondées sur une bonne connaissance des marchés internationaux et des règles du commerce multilatéral.

Aujourd'hui encore, les débats sur la question de l'ouverture commerciale continuent de faire débat l'actualité, selon une approche protectionnisme ou carrément de libre-échange.

La méconnaissance au double plan théorique et pratique des règles du commerce multilatéral risque de réduire la capacité de l'Algérie à défendre et à faire valoir ses intérêts économiques et commerciaux. Il s'agira donc de développer tout un programme de renforcement des capacités d'expertise des institutions et organismes chargées du commerce extérieur (administrations centrales, organismes de promotion du commerce extérieur, Chambres de commerce et d'industrie, Chambres d'agriculture, etc.).

L'amélioration de la qualité de la gouvernance commerciale passe également par une meilleure coordination des politiques commerciales et sectorielles. La réussite de la politique d'ouverture commerciale et des négociations en cours nécessitent en effet de maintenir un niveau très élevé de coordination entre les secteurs dans la conduite de la phase de la

négociation et d'éviter les logiques strictement sectorielles qui feraient perdre de vue les perspectives essentielles de développement.

L'organisation institutionnelle qui prévalait avait inhibé toute stratégie d'ouverture commerciale, en l'absence d'une vision cohérente. Et les insuffisances relevées en matière de conduite de politique commerciale et fiscale, de politique industrielle ou d'investissement ont rendu la tâche difficile en termes de mise en œuvre de la politique d'ouverture commerciale.

Dans ce contexte, la nouvelle loi relative à l'investissement n° 22-18 du 24 juillet 2022 a offert un cadre réglementaire révisé pour favoriser, renforcer et protéger l'acte d'entreprendre et d'investir dans le pays.

Cette loi vise notamment à développer les secteurs d'activités prioritaires à forte valeur ajoutée (agriculture, agroalimentaire, industrie, services, tourisme...), à assurer un développement durable et équilibré du territoire national, un point à retenir quand on considère les nouvelles tendances mondiales dans le secteur, notamment l'approche ESG (Environmental, social, and corporate governance) portée par de grands fonds d'investissement tel que Blackrock INC et autres régulateurs et organisation à l'exemple du World Economic forum.

L'Etat se déploie patiemment sur ce front pour valoriser les ressources naturelles et les matières premières locales ainsi que le lancement d'un processus de transfert de technologie et de savoir-faire avec le concours de partenaires étrangers notamment ceux qui ont manifesté leur intérêt à investir en Algérie et qui peuvent tirer profit des opportunités qu'offre le pays d'accueil, notamment le marché algérien compte tenu du potentiel de croissance, et dont peut tirer profit l'Algérie à travers le transfert de la connaissance et des technologies.

Promouvoir l'épanouissement et le perfectionnement des ressources humaines est également un objectif important pour ce texte réglementaire qui accorde une attention aux notions de compétitivité et accroissement des capacités d'exportation en dehors du secteur des hydrocarbures.

Garantir les notions de liberté d'investir, la transparence et l'égalité dans le traitement des dossiers et des demandes émises par les futurs investisseurs, permettra - espérant le - de combattre la bureaucratie et la corruption qu'a connu certaines administrations publiques durant les dernières décennies.

La loi distingue 4 modes d'investissement : l'investissement de création qui regroupe tout investissement réalisé ex nihilo du capital technique par acquisition d'actifs, en vue de la création d'une activité de production de biens et/ou de services.

L'investissement d'extension quant à lui regroupe le développement des capacités de production en acquérant de nouveaux moyens.

Le troisième mode concerne l'investissement de réhabilitation et la mise en conformité des moyens de production des activités existantes mises à l'arrêt depuis au moins 3 ans pour pallier à l'obsolescence technologique et l'usure de ces derniers.

Enfin, le dernier mode concerne la délocalisation d'activités à partir de l'étranger qui est définie comme étant l'action par laquelle une entreprise de droit étranger transfère toutes ou une partie de ses activités de l'étranger vers l'Algérie.

La loi offre des incitations aux projets d'investissement éligibles à l'exemple de terrains d'investissement.

### -Révision de la stratégie de contrôle économique

De nouveaux mécanismes ont été mis en place pour favoriser la résilience de l'économie nationale aux chocs, en s'appuyant sur une politique commerciale orientée vers la réduction des importations et la promotion des exportations hors hydrocarbures.

Ces mécanismes visent la valorisation de la production nationale, la rationalisation des importations, le renforcement des capacités nationales, la facilitation de l'acte d'exporter de même que l'actualisation et le développement des accords commerciaux de libre-échange.

Dans le cadre de la politique de valorisation nationale, de rationalisation des importations, l'Etat a mis en place des dispositifs réglementaires obligeant l'ensemble des opérateurs économiques à recourir aux biens et services produits localement et ce, dans le cadre de leurs commandes de manière à réduire les importations, l'assainissement de la sphère commerciale en mettant en place des outils et mécanismes nécessaires pour assurer une meilleure organisation et d'encadrement dont les principaux objectifs seront la lutte contre le commerce informel, l'assainissement du marché et la moralisation de l'acte de commerce.

Le gouvernement encourage les investissements dans le domaine de la production des matières premières et la soumission des importations à l'objet de l'enregistrement de leurs fournisseurs auprès des services concernés afin d'assurer une transparence des pratiques commerciales de la politique commerciale de même que les difficultés pour les autorités du pays à utiliser les instruments de protection non tarifaire, outre les restrictions administratives.

## CONCLUSION

L'ouverture commerciale est indissociable d'un programme global de modernisation de l'économie qui touche non seulement à la poursuite et à l'approfondissement des réformes déjà engagées mais qui s'étend également à la qualité de la gouvernance économique et commerciale. L'Algérie a mis en place une stratégie nationale pour défendre ses intérêts économiques et corriger les excès du libre-échange.

Le démantèlement tarifaire n'a pas apporté la prospérité attendue pour l'Algérie, ce qui a poussé le pays à mettre en place une stratégie nationale de défense de ses intérêts et de correction des « excès » du libre-échange. L'ouverture prudente voire intelligente a permis à l'Algérie de « calibrer » son modèle de croissance et d'éviter d'être « pris en étau » entre les désirs des uns et les inconséquences des autres.

L'Algérie refuse de servir de consommateur passif et cherche à redéfinir les règles du marché avec l'Union Européenne, un marché de proximité mais déséquilibré aux dépens de l'économie algérienne. La thèse d'une guerre commerciale « sournoise déclarée à l'Algérie paraît plausible en raison de l'ambivalence du discours de l'UE.

En fin de compte, l'Algérie a tout le droit de se défendre pour préserver ses réserves de devises et promouvoir sa production nationale. Le pays a engagé de nouvelles négociations avec l'Union européenne pour revoir l'accord dans le cadre d'un partenariat de libre-échange « gagnant-gagnant ».

L'Algérie a compris que l'ouverture commerciale n'est pas « un jeu à somme nulle ». Elle a donc décidé de calibrer son modèle de croissance pour éviter les pièges du libre-échange. C'est à juste titre que la prudence est devenue sa stratégie, la défense de ses intérêts économiques son objectif.

Mieux, l'Algérie cherche à redéfinir les règles du jeu pour promouvoir ses intérêts et préserver ses réserves de devises.

La guerre commerciale sournoise déclarée à l'Algérie est une réalité que le pays ne peut ignorer. Elle est déterminée à se défendre et à promouvoir sa production nationale.

Les négociations avec l'Union européenne sont une occasion pour le pays de rééquilibrer les termes de l'échange et de promouvoir un partenariat gagnant-gagnant.

L'Algérie a tiré les leçons du passé et cherche à promouvoir une croissance économique durable et équilibrée. La prudence et la détermination sont les maîtres mots de sa stratégie économique.

---

## CHAPITRE VI

Etude Econométrique : cas de l'Algérie

---

L'objectif de cette étude est d'étudier l'impact de la diversification économique sur la croissance économique en Algérie. Nous avons utilisé le modèle Autorégressive Distributed Lag (ARDL) pour tester la cointégration entre nos variables en se basant sur les théories économiques

La fonction Cobb-Douglas s'écrit sous l'équation suivante :

$$Y_t = PIB_t = A_0 K_t^\alpha L_t^\beta OUV_t^\gamma$$

Après avoir introduit le logarithme on obtient le modèle linéaire exprimant la relation entre le PIB, le travail, le capitale fixe, indice de diversification économique IHH adaptés à nos : modèles suivants

$$\log PIBk_t = \log A_0 + \alpha \log LL_t + \beta \log LK_t + \gamma \log Louv_t + \varepsilon_t$$

Les variables d'intérêt sont

LPIBK : PIB/ habitant

Il Travail.

Ik: Formation brute du capital fixe

Louv : Indice de diversification économie (ouverture commercial)

- 1) L'analyse couvre la période :1990-2023
- 2) Méthode d'estimation du modèle ARDL

## Définition et conditions du modèle ARDL :

### 1-Modèle ARDL :

Les modèles « AutoRegressive distributed lag/ARDL » ; ou modèles autorégressifs à retards échelonnés ou distribués « sont des modèles dynamiques. Ils ont une particularité, celle de prendre en compte la dynamique temporelle (délai d'ajustement, anticipations, etc.) dans l'explication d'une variable (série chronologique) améliorant ainsi les prévisions et efficacité des politiques (décisions ; actions, et autres), contrairement au modèle simple (non dynamique) dont l'explication instantanée (effet immédiat ou non étalé dans le temps) ne restitue qu'une partie de la variable à expliquer.

Dans la famille des modèles dynamiques, l'on distingue trois types de modèles.

Si l'on considère la variable dépendante «  $Y_t$  » et la variable indépendante «  $X_t$  », l'on notera :

\*les modèles autorégressifs (AR) : c'est des modèles dynamiques ou l'on trouve :

Parmi les variables explicatives ( $X_t$ ) ; la variable dépendante décalée (ses valeurs passées).

En général ; ils se présentent comme suit (forme implicite) :

Le terme « autorégressif » traduit la régression d'une variable sur elle-même ; soit sur propres valeurs décalées.

\*les modèles à retards échelonnés ou distributed lag (DL) sont des modèles dynamiques qui ont pour variables explicatives :  $X_t$  et ses valeurs passées ou décalées.

En général ; leur forme est :

Le terme « retards échelonnés » montre que les effets à court terme de  $X_t$  sur  $Y_t$  sont différents de ceux à long terme. D'un point de temps à un autre ; les échelles de réactions de

$Y_t$  au changement de  $X_t$  différent.

\*les modèles autorégressifs à retards échelonnés (ARDL) : ces modèles combinent les caractéristiques de deux précédents : on y trouve ; parmi les variables explicatives ( $X_t$ ) ; la variable dépendante décalée ( $Y_{t-p}$ ) et les valeurs passées de la variable indépendante ( $X_{t-a}$ ).

Ils ont la forme générale suivante :

Le modèle ARDL fait partie de la famille des modèles dynamiques, il permet d'estimer les dynamiques de court terme et les effets de long terme pour des séries cointégrées ou même intégrées à des ordres différents comme on le verra avec l'approche de test aux bornes de Pesaran et Al (1996) ; Pesaran et Shin (1995) ; et Pesaran et Al (2001). Toutefois ; l'on ne sait pas appliquer un modèle ARDL pour des séries intégrées) à des ordres qui dépassent 1. 170

Jonas Kibala Kuma, modelisation ARDL, test de cointégration aux bornes et approche de Toda

Yamamoto : éléments de théorie et pratiques sur logiciels. Licence congo-kinshasa-2018, p2.

179 Voir aussi Granger (1981.1983.1986) et Hendry (1986).

180 AutoRegressive distributed lag (modèles autorégressifs à retards échelonnés ou distribués).

181 Jonas Kibala Kuma, modelisation ARDL in [http: HAL.archives-ouvertes.fr/cel-01766214-submitted](http://HAL.archives-ouvertes.fr/cel-01766214-submitted) 13 avril 2018, p7.

## 2-L'approche de test aux bornes ou test de cointégration de Pesaran et Al (2001).

La cointégration entre séries suppose l'existence d'une ou plusieurs relations d'équilibre à long terme entre elles ; lesquelles relations pouvant être combinées avec les dynamiques de court terme de ces séries dans un modèle (vecteur) à correction d'erreurs qui prend la forme suivante :

$$Y_t = f(X_t, Y_{t-p}) \dots \dots \dots (1a)$$

$$Y_t = f(X_t ; Y_{t-p} ; X_{t-a}) \dots \dots \dots (1c)$$

$$Y_t = f(X_t, Y_{t-a}) \dots \dots \dots (1b)$$

$$\Delta Y_t = A Y_{t-1} + \Sigma \dots \dots \dots (2a)$$

171

Avec :  $\Delta Y_t$ =vecteur de variables stationnaires sous études (dont on explique),  $B_i$ =matrice dont les éléments sont des paramètres associés à  $\Delta Y_{t-i}$ ,  $A$ = matrice de même dimension que  $\Delta Y_t$ (ou  $r(A)$ =nombre de relations de cointégration),  $\Delta$  opérateur de différence 1ère.

Pour tester l'existence ou non de la cointégration entre séries ; la littérature économétrique fournit plusieurs tests ou approches dont le test de Engel et Granger (1987), ceux de Johansen (1988 ;1991) et Johansen et Juselius (1990), et celui de Pesaran et Al (1996) ; Pesaran et Shin (1995) et Pesaran et Al (2001)182.

Alors ; lorsqu'on dispose de plusieurs variables intégrées d'ordre différents  $I(0)$  ;  $I(1)$  ; l'on peut recourir au test de cointégration de Pesaran et Al (2001) appelé « test de cointégration aux bornes » ou « bounds test to cointégration » développé au départ par Pesaran et Shin (1999). si l'on recourt au test de cointégration de Pesaran pour vérifier l'existence d'une ou plusieurs relations de cointégration entre les variables dans un modèle ARDL ; l'on dira que l'on recourt à l'approche « ARDL approach to cointegrating » ou que l'on applique le test de cointégration par les retards échelonnés.

Le modèle qui sert de base au test de cointégration par les retards échelonnés (test de Pesaran et Al (2001)) est la spécification ARDL cointégrée suivante (elle prend la forme d'un modèle à correction d'erreur ou un VECM, lorsqu'on étudie de la dynamique entre de deux séries

«  $Y_t$  et  $X_t$  » :

Cette spécification (2b) présente le modèle ARDL ; soit la relation (1d) ; sous forme d'un MCE ou un VEC, ce qui suppose l'existence relations de cointégration entre séries. la relation (2b) peut s'écrire aussi comme suit :

Ou «  $\theta$  » le terme de correction d'erreur. Coefficient d'ajustement structurel ou force de rappel se basant sur la relation (2c) ; après estimation ; l'on va conclure à l'existence d'une relation de cointégration entre  $Y_t$  et  $X_t$  si et seulement si, ( $\hat{\theta}$  est statistiquement significatif). Il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran, à savoir :

- 1-la détermination du décalage optimal avant tout (AIC, SIC) et
- 2-le recours au test de Fisher pour vérifier les hypothèses (cfr-relation 2b) :

Existence d'une relation de cointégration  
Absence d'une relation de cointégration

La procédure du test est telle que l'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critiques (bornes) simulées pour plusieurs cas et différents seuils par Pesaran et AL. L'on notera des valeurs critiques que la borne supérieure (2ème ensemble) reprend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 I (1) et la borne inférieure (1<sup>er</sup> ensemble) concernent les variables I (0).

Ainsi :

Si Fisher calculé > borne supérieure : cointégration existe.

Si Fisher calculé < borne inférieure : cointégration n'existe pas.

Si borne inférieure < Fisher calculé < borne supérieure : pas de conclusion.

3-Le test de causalité de Granger de l'approche de Toda Yamamoto :

a) Test de Granger :

Granger propose une procédure séquentielle pour tester la causalité d'entre séries ; laquelle procédure oblige de procéder avant tout par une série des tests préliminaires de cointégration ; soit l'analyse de stationnarité des séries.

Le test de causalité au sens de Granger s'applique ainsi sur des séries stationnaires). Si ces séries stationnaires sont en plus cointégrées ; un vecteur à correction d'erreur /VECM (ou modèle à correction d'erreur/MCE) servira de modèle de base pour tester la causalité entre ces séries (Engle et Granger, 1987, Johansen (1988)183 ; sinon un VAR en différences premières sera utilisé pour des séries I (1).

Pour illustrer, considérons le modèle (3a) ; ci-dessous pour tester la causalité entre deux séries «  $H_t$  et  $M_t$  » au sens de Granger :

Avec  $\theta_i$  coefficient de correction d'erreur ou paramètre d'ajustement à l'équilibre.

Les tests de causalité au sens de Granger consisteront à vérifier les hypothèses nulles de non causalité suivante (ces tests sont basés sur la statistique de Fisher) :

-----test de causalité de Granger à court terme :

Mt ne cause pas Ht à court terme

Ht ne cause pas à court terme.

-----test de causalité de Granger à long terme :

: Mt ne cause pas Ht à long terme.

: Ht ne cause pas Mt à long terme

-----test fort de causalité de Granger (à court et long terme) :

: Mt ne cause pas Ht. \_\_

- Choix de la stationnarité des séries temporelles :

Comme première étape, nous avons choisi la stationnarité des séries temporelles, une des conditions de la cointégration qui se veut un choix des racines unitaires, une des meilleures voies pour définir l'intervalle de la stationnarité des séries temporelles et connaître les spécificités statistiques de même que les caractéristiques des séries temporelles à l'aide du test de Dickey Fuller augmenté et de Philip Perron ;

Le tableau numéro (16.3)

Tableau n° (02) test de stationnarité des séries temporelles

Test ADF		Test PP		Variables
Différence Première I (1)	Niveau	Différence Première I (1)	Niveau	
***16.10-	1.09	***5.39-	0.027-	LBIP
***9.93-	0.80-	***9.75-	0.23	LOUV
*** 2.34-	1.04	***2,74-	1.74	LL
***9.73-	0.03	***9.83-	2.30	LK

12 Source Eviews | Élaboré par les chercheurs

Comme nous le montre ce tableau, nous remarquons que les variables (LPIB/h, LL, LK, LOUV ne sont pas stationnaires au niveau mais elles le deviennent si nous réalisons ce test de stationnarité sur les séries en différence première. On dit alors que les séries intégrées sont d'ordre (1).

Ainsi, il est possible d'effectuer le test de cointégration en utilisant le modèle ARDL le plus adapté aux nombres des échantillons utilisés dans cette études pour la période de 1990-2023.

Tableau n°3 : test de cointégration aux bornes

Le modèle UECM, on teste la relation de cointégration entre les variables de l'étude dans le cadre du modèle sous la forme suivante :

Pour confirmer l'existence de la relation, nous allons calculer la valeur (F) à travers le test Wald où nous allons choisir l'hypothèse nulle, en l'absence de cointégration entre les variables du modèle (absence de relation d'équilibre à Long terme, à savoir

$$H_0 : \beta_1 = \beta_2 = \beta_3 = 0$$

Hypothèse alternative qui confirme l'existence de relation de cointégration à long terme entre le niveau des variables du modèle

$$H_1 : \beta_1 \neq \beta_2 \neq \beta_3 \neq 0$$

- \* test de cointégration de Pesaran et al, (2001)

Tableau n°4 : résultats du test de cointégration de Pesaran et al, (2001)

ARDL Bounds Test

Date : 11/06/24 Time : 16 :37

Sample : 1992 2023

Included observations : 32

Null Hypothesis: No long-run relationships exist

Test Statistic	Value	K
F-statistic	9.071635	3

Critical Value Bounds

Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	2.37	3.2
5%	2.79	3.67
2.5%	3.15	4.08
1%	3.65	4.66

Test Equation :

Eviews 12 : élaboré par l'auteur

En analysant le tableau ci-dessus, les résultats du test de cointégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les variables, car la valeur F statistique = 9,07 est supérieure à celle de la borne supérieure quel que soit le seuil critique (10%, 5%, 1%).

L'existence des relations de cointégration nous donne la possibilité d'estimer les effets de long terme entre les variables

### 3.4.3 Evaluation de la relation à long terme :

Le tableau ci-dessous nous donne le coefficient où l'élasticité de long terme estimé

Tableau n°5 : Résultats d'estimation du coefficient de long terme :

#### Long Run Coefficients

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LK	0.101422	0.049062	2.067248	0.0488
LOUV	0.191968	0.051414	3.733773	0.0009
LL	0.134594	0.057425	2.343814	0.0270
C	0.764548	0.174641	4.377825	0.0002

Source Eviews 12 : élaborée par l'auteur

En analysant ce tableau, on remarque l'existence d'un impact positif et significatif de la formation brute du capital fixe sur la croissance ( LPIB/habitant) à long terme, c'est-à-dire qu'une augmentation de 1% de l'élasticité du capital fixe (LK) équivaut une augmentation de 0.10% de l'élasticité d'une part individuel du PIB de long terme et une relation réciproque entre l'élasticité ouverture commercial en ce qui concerne l'indice de diversification économique , l'on observe un impact positif significatif au niveau de (05 %). En d'autres termes toute augmentation de 1% de l'élasticité de diversification économique a une contrepartie l'augmentation de 0.19 de l'élasticité d'une part du PIB dans le long terme.

Cependant il y a d'impact significatif à long terme entre le travail (LL) et le LPIB/habitant. En d'autres termes toute augmentation de 1% de l'élasticité de travail a une contrepartie l'augmentation de 0.13 de l'élasticité d'une part du PIB dans le long terme.

- Dynamique de Court terme et le coefficient d'ajustement

Le tableau ci-dessous montre que le coefficient d'ajustement ou force de rappel est statistiquement significatif car il est négatif au niveau de 5 %. Ce qui confirme l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur est donc validé.

Ainsi, on arrive à ajuster à 46% de déséquilibre entre le niveau souhaité et réel du PIB/habitant en Algérie.

Tableau n°6 : dynamique de Court terme et le coefficient d'ajustement

ARDL Cointegrating And Long Run Form

Dependent Variable : LPIB

Selected Model : ARDL (2, 0, 0, 0)

Date : 11/06/24 Time : 16 :36

Sample : 1990 2023

Included observations : 32

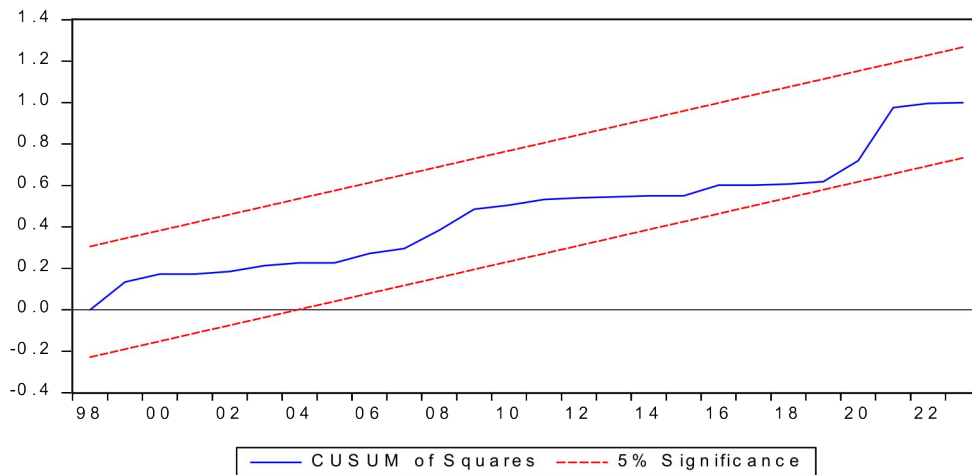
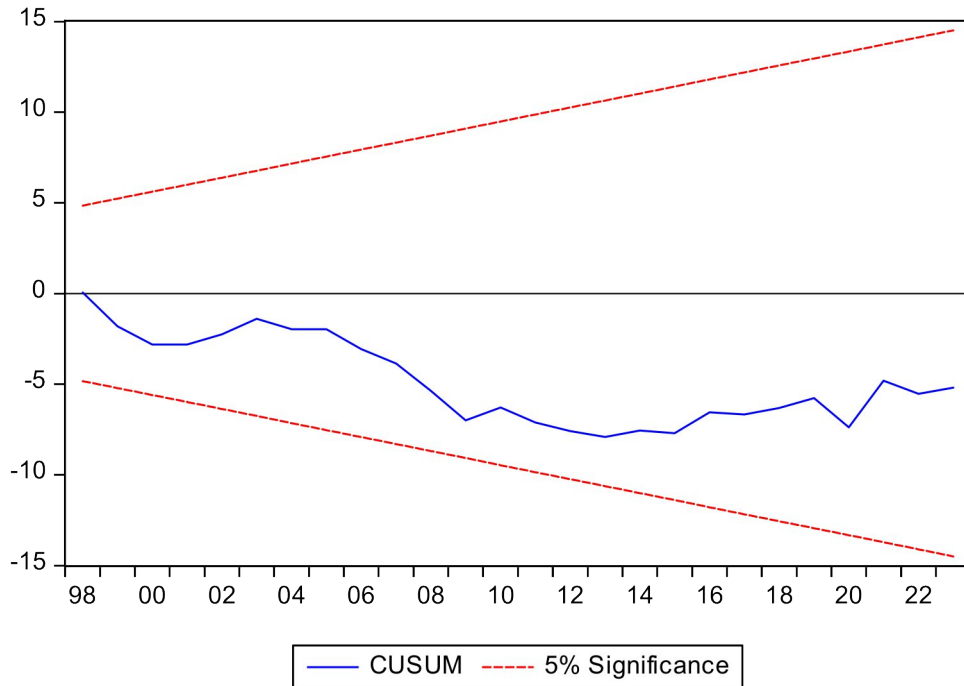
Cointegrating Form

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D (LPIB (-1))	0.396552	0.120167	3.300020	0.0028
D(LK)	0.052872	0.041061	1.287657	0.2092
D(LOUV)	0.123980	0.032531	3.811131	0.0008
D(LL)	0.110075	0.080111	1.374028	0.1812
CointEq (-1)	-0.467213	0.126661	-3.688687	0.0010

$$\text{Cointeq} = \text{LPIB} - (0.1014 \cdot \text{LK} + 0.1920 \cdot \text{LOUV} + 0.1346 \cdot \text{LL} + 0.7645)$$

L'on observe également l'existence d'un impact positif et significatif entre ouverture commercial à court terme, c'est-à-dire que l'augmentation de 1 % de l'élasticité de l'ouverture commercial on aura une augmentation de 0.12 % de l'élasticité du PIB à court terme.

- Test de stabilité du modèle



En se basant sur le graphique ci-dessus les résultats de tests de CUSUM of squares nous pouvons dire que le modèle estimé est stable, alors les confessions au court terme.

6.4.3 : test de diagnostic du modèle :

Tableau n° (07) les résultats du test ARCH

Heteroskedasticity Test : ARCH

F-statistic	0.287842	Prob. F(1,29)	0.5957
Obs*R-squared	0.304669	Prob. Chi-Square(1)	0.5810

Eviews 12 source établie par l'auteur

A travers le tableau ci-dessus que les résidus ne sont pas hétéroscédastiques, car la probabilité de la Chi square est supérieure à 5%. Alors la variance des résidus de notre modèle est constante. Test d'autocorrélation des erreurs (Breusch-Godfrey)

Les résultats du test Tableau n°8

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

Chi-Square	0.223740	Prob. F(2,24)	0.7461
Obs*R-squared	0.585718	Prob. Chi-Square (2)	0.8012

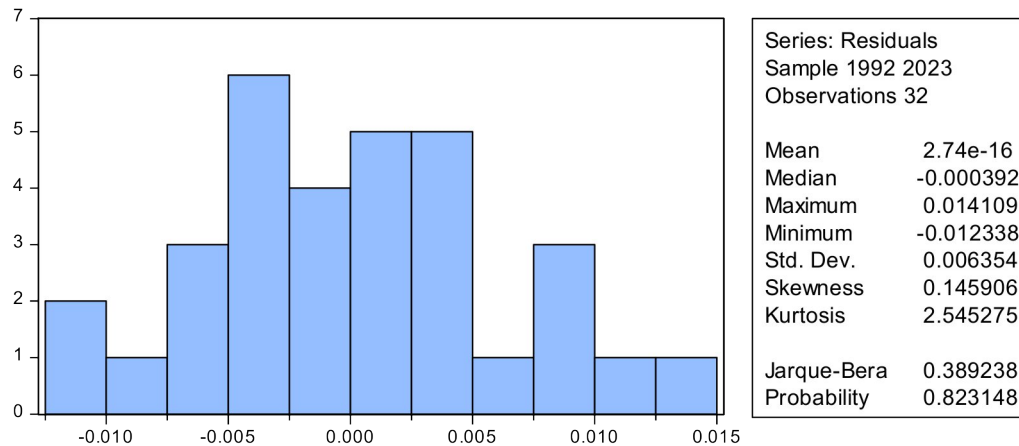
Eviews 12 : élaboré par l'auteur

A travers ce tableau, l'on observe que la probabilité Chi-Square (2) 0.74

De cette sortie du logiciel, on remarque que la probabilité du test est supérieure à 5% alors les résidus ne sont pas auto corrélés.

Test de normalité des résidus

Pour cette étape, on constate que le test Jarque-Bera de la distribution normale est distribué selon une distribution normale et qui est basé sur l'intersection de Kurtosis et Skewness car il sera procédé au choix de l'hypothèse nulle et donc les erreurs sont distribuées selon une distribution normale.



Les résultats ci-dessus nous confirment que les résidus sont des résidus sans des bruits blancs gaussiens (suivent une loi normale) car la probabilité de Jarque-Bera est supérieure à 5%

Discussion : l'étude examine les effets de la diversification économique sur la croissance en Algérie au cours de la période 1990-2023. Ceci a permis de comprendre comment la diversification influence la croissance économique.

Impact positif significatif..... :1) impact positif significatif (L) sur la productivité (PIB/habitant. A chaque fois qu'on crée de l'emploi, on constate une augmentation avec une perspective haussière croissante à long terme.

2) l'étude montre un impact positif significatif du capital (K) sur la productivité du PIB/habitant

3) l'étude révèle un impact positif significatif de l'ouverture commerciale sur le PIB/habitant

### **CONCLUSION GENERALE :**

L'Algérie d'aujourd'hui se distingue par sa politique financière prudente, qui lui a permis de maintenir une couverture monétaire stable et de générer un excédent commercial de plus de 15 milliards de dollars en 2024.

Selon la Banque mondiale, les réserves de change du pays devraient dépasser 60 milliards de dollars la même année.

Cette situation est le résultat d'une gestion rigoureuse des importations et d'une volonté de ne pas s'endetter auprès des institutions européennes, qui, souvent conditionnent leurs prêts pour des réformes visant à privatiser les entreprises publiques et autres injonctions tutélares.

Dans un monde où de nombreuses économies recourent à l'endettement pour financer leur développement, l'Algérie fait figure d'exception

Alors que les réserves de change ont dépassé 60 milliards de dollars US, les importations ont été réduites à près de 45 milliards de dollars, avec une tendance à la baisse.

Et c'est à juste titre que la gestion des flux commerciaux reste un défi clé pour l'Algérie, un pays qui cherche à redéfinir les contours de son commerce extérieur.

Pour y parvenir, le pays mise sur la transparence, l'efficacité et l'adaptation des instances en charge de l'importation et de l'exportation afin de répondre en temps réel aux besoins économiques nationaux.

Les réformes en cours visent à refondre le système d'importation et d'exportation, avec la création de deux nouvelles instances dotées d'un système de veille en temps réel, capables de gérer les opérations avec agilité et efficacité.

Les progrès réalisés ces cinq dernières années dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, la pharmacie, l'habitat, l'industrie électronique et électrique, ainsi que les services témoignent aussi de la volonté des pouvoirs publics de la poursuite des réformes en profondeur pour booster l'investissement et créer plus de valeur ajoutée.

Ces réformes commencent à porter leurs fruits, avec en prime une croissance de 4,2% en 2023 et un PIB de 260 milliards de dollars US. Les données fournies par le FMI, au titre de l'année 2024 ont été positives, avec une croissance attendue de 3,9 % et des perspectives devant atteindre un taux de croissance de plus de 3,5 % en 2025, selon les prévisions. Les perspectives sont plutôt optimistes avec une trajectoire de croissance de long terme devant atteindre un PIB de 400 milliards de dollars US à l'horizon 2030.

L'Algérie qui a renforcé ses échanges commerciaux avec l'Afrique, est devenue une région d'intérêt pour le pays tant les opportunités sont immenses.

Les économistes de la Banque mondiale saluent les efforts entrepris par l'Algérie pour diversifier son économie et améliorer sa compétitivité.

Cependant, l'Algérie doit rester vigilante face aux turbulences économiques mondiales et au protectionnisme croissant. Le choix de la stratégie économique n'est pas spontané, mais relève de choix stratégiques qui nécessitent une analyse prospective et des mesures de protection pour les industries naissantes.

Comme le soutiennent Thirwall et Pachéco Lopez, le libre-échange n'a jamais été en application avant 1947, année de la création du GATT, à l'exception de la Grande Bretagne, en 1850, « le consensus dominant a été que si des pays doivent se développer et prospérer, ils doivent libéraliser le commerce parce que à n'importe quel coût, le libre-échange est devenu un dogme ».

Historiquement, les pays industriels ont usé et abusé de leur pouvoir politique et même militaire pour assurer leur développement et ils continuent de le faire au grand jour par des politiques protectionnistes.

Ils ont protégé leurs industries et font de leur mieux pour empêcher leurs économies d'être en compétition avec eux. En 1700, les produits primaires notamment le coton en provenance de l'Inde furent interdits d'entrer. Les produits des colons américains, eux, furent subventionnés.

Il est vrai que l'Algérie a fait des progrès significatifs dans sa stratégie économique, mais doit continuer à adapter et à innover pour maintenir sa trajectoire de croissance et sortir de la trappe des produits de base.

La clef de succès, outre la mise à niveau des infrastructures est l'intégration industrielle, dans les chaînes de valeurs mondiales, laquelle doit être appuyée par les pouvoirs publics.

Le succès est que l'État doit le compléter par une identification d'industries porteuses, c'est-à-dire créatrice d'une valeur ajoutée

L'Irlande avait commencé à adopter une politique industrielle caractérisée par un État largement interventionniste mais avec une approche du « Laisser faire », chère à Adam Smith dès le début des années 1950 avec des mesures fiscales incitatives (impôt sur les sociétés) avec un taux Zéro, des subventions et d'autres mesures visant à encourager tout investissement orienté vers l'exportation.

## CONCLUSION GENERALE

Cette politique n'a pas donné de résultats escomptés immédiat. La situation n'a commencé à changer que lorsque l'Etat a commencé à sélectionner les industries gagnantes (Investissements Development Authorities), en se concentrant sur les produits pharmaceutiques, les logiciels et produits chimiques.

Il s'en est suivi une politique visant à identifier les secteurs, créateurs de richesses, d'emploi et novateurs, à travers les IDE, notamment en provenance des USA, Royaume uni, de l'Allemagne. Ce changement a permis de convaincre des multinationales des secteurs des TIC de s'installer, à l'exemple de google, Amazone, Yahoo et autres.

Cette stratégie a fait de ce pays « Le tigre celtique », un des pays les plus riche d'Europe occidentale.une manière comme une autre pour dire qu'il faut « viser avant de tirer ».

La facilitation fournie par l'État est essentielle pour la mise à niveau de la diversification industrielle car l'industrialisation porteuse doit être conduite par les responsables politiques, en étroite collaboration avec le secteur privé.

## Références bibliographiques :

- Rapport annuel , 2023) “Evolution économique et monétaire” .Bank of Algeria, page 9.
- Résumé general, (2024) . “Les Comptes nationaux trimestriels” .N/1029 . office national des statistique(ONS) Algérie . page de(07 a 16).
- Direction Générale du Trésor(2025).(ONS) “Mission d’appui au financement des infrastructures”, France.
- La seconde dimension de la stratégie d'industrialisation est celle de l'industrialisation par des industries industrialisantes
- La paternité de cette stratégie est attribuée à l'économiste français Destanne de Bernis qui a défini « l'industrie Industrialisante » comme celle : Baer, Werner (1972), « Substitution d'importation et industrialisation en Amérique latine : Expériences et interprétations », Revue latino-américaine vol. de recherche. 7 (ressort), pp. 95-122.
- Justin Yifu Lin (2013).NES. « La politique industrielle revisitée : une nouvelle perspective économique ».Revue d'économie page7.
- Paterne Ndjambou.(2013) Thèse de Doctorat “Diversification économique territorial : enjeux, determinants, stratégie, modalités, conditions et perspectives. Page120.
- Rapport (CNUCED).2003. “L’impact très inégal du ralentissement de économie mondiale sur le monde en développement “.TAD/NEW YORK ETATS -UNIS.
- Alain Beitone ET Christophe Rodrigues.(2013) .chapitre4 . “Croissance et fluctuations depuis le xix siècle”, page (161-174).
- Pr BENBOUZIENE Mohammed. MESBAHI Fatima Zohra (2017)Revue d'ECONOMIE et de MANAGEMENT. Stratégie De Diversification De L'économie Algérienne. Pages 30-53.
- Berthélemy (J.C.) et Chauvin (S.) [2000], “Structural Changes in Asia and Growth Prospects after Crisis”, Document de travail du CEPIL, n° 00-09.
- Sana Ben Abdallahet Dhafer Saïdane.(2023). L’environnement juridique affecte-t-il la relation RSE-stabilité financière . Revue d'économie financière.page (289-300).

- Mankiw, N., D. Romer and D. Weil. 1992. « A Contribution to the Empiriques of Economic Growth », *Quaterly Journal of Economics*, vol. 107, 407-437, P417.
  - Harry M. Markowitz –(2019). Livre. Les fondations de la théorie moderne du portefeuille Editions. Caen. Page698.
- Patrick Artus Françoise Lemoine,(2004). Le devenir financier de la Chine. *Revue d'économie financière*.page(111-114).
- Rapport OCDE.(2010). Perspectives du développement mondial : Le basculement de La richesse. Paris. France.page183.
- Kamgna, Y. S. (2007). Diversification économique en Afrique centrale : Etas des lieux et enseignements . Paper N°9602, Banque des Etats de l'Afrique centrale
- Gylfason, T. (2005). Institutions, Huain Capital, and Diversification of Rentiers Economies. Working Paper Series, institute of Economic Studies.
- Elizabeth F. Neufeld,(2015). Database and Comprehensive Analysis of Published and Novel Variants.revus human mutation.page1021.
- Rapport économique sur l'Afrique 2007: Accélérer le développement de l'Afrique par la diversification.
- Organisation de coopération et dedévelop pement économiques (OCDE),2006a. Perspectives économiques. Paris:OCDE.
- Ben Hammouda (H.), Karingi (S.N.), Njuguna (A.) et Sadni-Jallab (M.) [2006], “ La diversification, vers un nouveau paradigme pour le développement de l'Afrique”, Document de travail ATPC, Commission Economique pour l'Afrique, Nations Unies.
- L'indice d'Ogive (OGV)a été utilisé pour la première fois par Tress (1938) pour mesurer la diversification industrielle. Depuis lors, il est considéré par Attaran et Zwick (1987) comme l'un des indices de diversification industrielle les plus couramment utilisés. L'indice d'Entropie est une mesure dont l'application touche plusieurs domaines d'études parmi lesquels on remarque la biologie, la psychologie, la communication, les sciences de la gestion, l'économie et même les sciences régionales. En sciences régionales, il a été utilisé comme mesure de la diversité économique régionale par Kort (1981), Smith et Gibson (1988), Délier et Chicoine (1989), et ses applications à la

- statistique sont apparues à la fin des années soixante et soixante-dix selon Frenken (2003).
- Le plus usité pour mesurer la diversification/concentration industrielle est l'indice de Herfindahl, utilisé comme mesure de la diversification/concentration des exportations dans des études récentes (Gutierrez de Pineres et Ferrantino, 1997 ; Imbs et Wacziarg, 2003 ; Feensta et coll., 2005 ; Lederman et Maloney, 2007 ; Hesse, 2008).
  - BEZBAKH. p . et Gherardi. s .(2011) dictionnaire de l'économie. Paris. Larousse,655.page.
  - Romer, P.M., « Increasing Returns and Long Run Growth », The journal off Political Economy, Volume 94, Issue 5 (Oct., 1986 ), 1002-1037
  - Hicham Kevieche , Abdelouahab Berrahal.2017. Modèles de croissance endogène : Model de Barro (capital public, Review of economic papers.page.05.
  - STOLPER, W. et P.A. SAMUELSON, 1941, Protection and Real Pay, Review of Economic Studies 9,59-73.
  - VERSPAGEN, B., 1998, Long Run Growth, Convergence and Factor Prices, Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology, Document de travail 2/98-025.
  - RAINELLI. Michel, « Les Nouvelles Théories Du Commerce International », Edition Casbah, Alger, 1999, P 28.
  - SLIM. Assen, « Le Commerce Intra-Branche Peut-Il Etre Mesuré ? Les Limites Des Méthodes Existantes Dans Le Cas De La République Tchèque Et L'ue », Économie appliquée, ISMEA, LXII (2), 2009, P 109
  - BOUDHIAF. Messaoud & SIROEN. Jean-Marc, « Ouverture et Développement Economique », Edition Economica, Paris, 2001, P24.
  - KEE. Hiau & NICITA. Alessandro & OLARREGA. Marcelo, « Estimating Trade Restrictiveness, Indices », The Economic Journal, Blackwell Publishing, USA, 2009, P 173.
  - SACHS. Jeffrey & WARNER. Andrew, « Economic Reform and the Process of Global Integration », Brooking Paper on Economic Activity, 1995, P 22.

- Rapport United Nations, « Etat de l'intégration régional en Afrique : Développer le Commerce Intra-africain, Ed Commissions Economique pour l'Afrique, Ethiopie, 2010, P 64-65
- NIYONGABO. Gilbret, « Politiques d'ouverture commerciale et développement économique », thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction de COMBES. Jean –Louis, Université d'Auvergne, Clermaont- Ferrand I, 2007, P19.
- SOROEN.JEAN, « L'ouverture Commerciale Est- Elle Mesurable ? », Colloque Ouverture Economique Et Développement, Tunis, 2000, P3
- GUILLAUMONT. Patrick, « Ouverture, Vulnérabilité et Développement », CERDI, Etude et Document, 2001, P6.
- NASRI. Leila, « l'évolution de l'ouverture commerciale des PSME », <http://mai68.org/spip/spip.php?article8778>
- [http://www.capecci.org/website/docs/etudes\\_a\\_titre\\_onereux/ETUDE\\_EMERGENCE\\_MOTEURS\\_DE\\_LA\\_CROISSANCE\\_version\\_finale.pdf](http://www.capecci.org/website/docs/etudes_a_titre_onereux/ETUDE_EMERGENCE_MOTEURS_DE_LA_CROISSANCE_version_finale.pdf)
- FONTAGNE. Lionel & GUERIN. Jean-Louis, « l'Ouverture Catalyseur de la croissance », Revue Economie Internationale n° 71, 1997, P 138.
- FONTAGNE.L & GUERIN.J. L, Op.cit. P 142.
- BLANCHETON. Bertrand, « Ouverture Commerciale, Croissance Et Développement : Malentendus Et Ambiguïtés Des Débats », Première Journée du développement du GRES « Le concept de développement en débat », Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2004, P9.
- FREDERICO. Gonzaga & JAYME. Jr, « Notes on Trade and Growth », Cedeplar, Universidad Federal De Minas Gerais, Brazil, 2001, P16.
- THIRLWALL. Anthony Philip, « Kaldor's 1970 Regional Growth Model Revisited », University of Kent, 2013, P3.
- FREDERICO.G & JAME.JR, Op.cit. P 18
- GROSSMAN. Gene & HELPMAN. Elhanan, « Trade, Innovation, And Growth », American Economic Review, V 80 N°2, 1990, P87.
- LEVINE. Ross & RENELT. David, « Cross Country Studies of Growth and Policy: Methodological, Conceptual and Statistical Problems », the world bank, Working Papers N° 608, P 21-23.
- RIVERA BATIZ.Luis & ROMER. Paul, « International Trade with Endogenous Technological Change », National Bureau of Economic Research, Working Papers N° 3528, 1990, P 17-18.

- GHELAM.A & SILEM.A, “Trade international, Growth and Convergence of Per Capita Income in Maghreb Countries”, Université Jean Moulin, Lyon, 2013, P 4.
- COCHBURN.J & all, « libéralisation commerciale et pauvreté en Afrique », Edition les presses de l’université Laval, Canada, 2010, P 129.
- REBAH. A, « Economie Algérienne : le développement National Contrarié » édition INAS, Algérie 2001, p 210

Les annexes :

ARDL Bounds Test

Date : 11/06/24 Time : 16 :37

Sample : 1992 2023

Included observations : 32

Null Hypothesis: No long-run relationships exist

---

Test Statistic	Value	K
----------------	-------	---

---

F-statistic	9.071635	3
-------------	----------	---

---

Critical Value Bounds

---

Significance	I0 Bound	I1 Bound
--------------	----------	----------

10%	2.37	3.2
5%	2.79	3.67
2.5%	3.15	4.08
1%	3.65	4.66

---

Test Equation :

## ARDL Cointegrating And Long Run Form

Dependent Variable : LPIB

Selected Model : ARDL (2, 0, 0, 0)

Date : 11/06/24 Time : 16 :36

Sample : 1990 2023

Included observations : 32

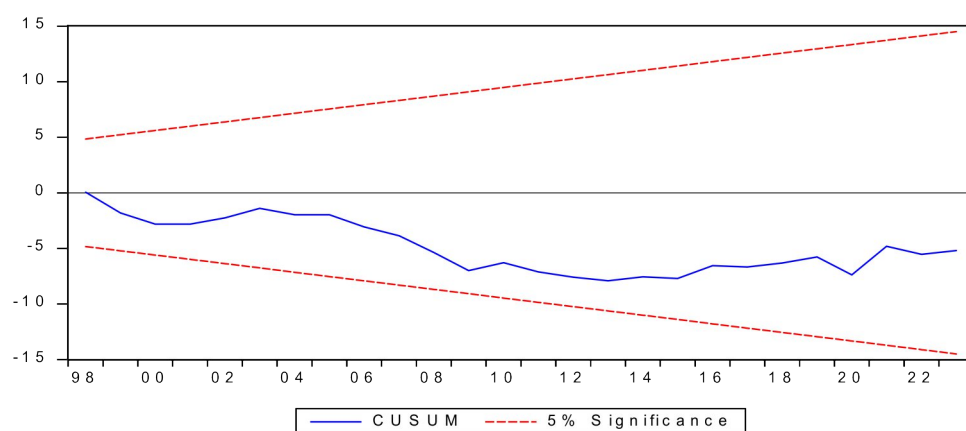
## Cointegrating Form

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D (LPIB (-1))	0.396552	0.120167	3.300020	0.0028
D(LK)	0.052872	0.041061	1.287657	0.2092
D(LOUV)	0.123980	0.032531	3.811131	0.0008
D(LL)	0.110075	0.080111	1.374028	0.1812
CointEq (-1)	-0.467213	0.126661	-3.688687	0.0010

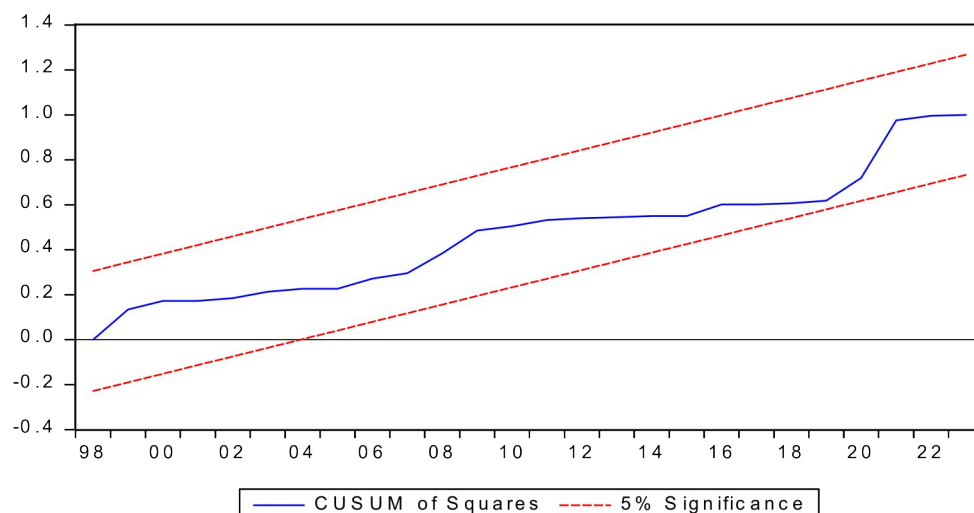
$$\text{Cointeq} = \text{LPIB} - (0.1014 \cdot \text{LK} + 0.1920 \cdot \text{LOUV} + 0.1346 \cdot \text{LL} + 0.7645)$$

## Long Run Coefficients

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LK	0.101422	0.049062	2.067248	0.0488
LOUV	0.191968	0.051414	3.733773	0.0009
LL	0.134594	0.057425	2.343814	0.0270
C	0.764548	0.174641	4.377825	0.0002



## ANNEXES



### Heteroskedasticity Test : ARCH

Chi-Square	0.287842	Prob. F (1,29)	0.5957
Obs*R-squared	0.304669	Prob. Chi-Square (1)	0.5810

#### Test Equation :

Dependent Variable : RESID<sup>2</sup>

Method : Least Squares

Date : 11/06/24 Time : 16 :38

Sample (adjusted) : 1993 2023

Included observations : 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.42E-05	1.17E-05	2.911091	0.0069
RESID <sup>2</sup> (-1)	0.099451	0.185368	0.536509	0.5957

R-squared	0.009828	Mean dependent var	3.82E-05
Adjusted R-squared	-0.024316	S.D. dependent var	4.99E-05
S.E. of regression	5.05E-05	Akaike info criterion	-16.88512
Sum squared resid	7.41E-08	Schwarz criterion	-16.79260
Log likelihood	263.7194	Hannan-Quinn criter.	-16.85496
F-statistic	0.287842	Durbin-Watson stat	1.946661
Prob(F-statistic)	0.595699		

## Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.223740	Prob. F(2,24)	0.7461
Obs*R-squared	0.585718	Prob. Chi-Square (2)	0.8012

Test Equation :

Dependent Variable : RESID

Method : ARDL

Date : 11/06/24 Time : 16 :39

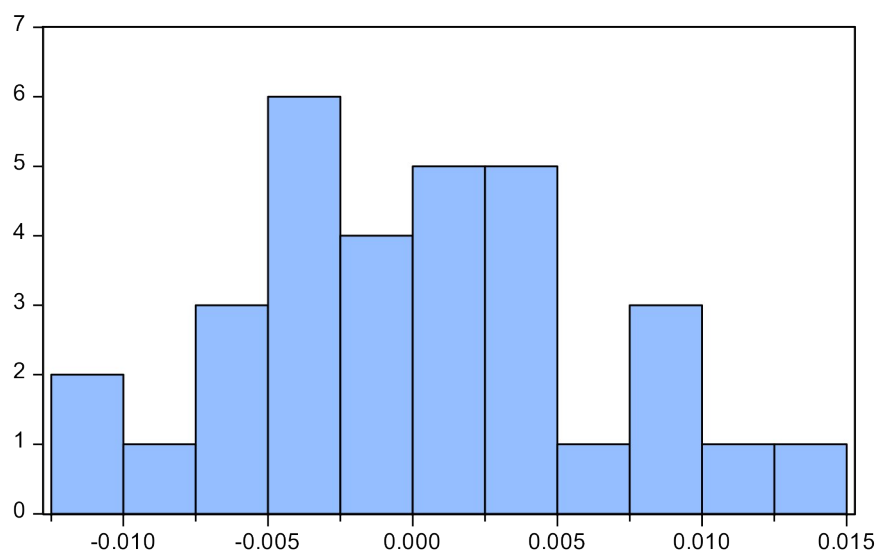
Sample : 1992 2023

Included observations : 32

Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB (-1)	0.024779	0.222968	0.111132	0.9124
LPIB (-2)	-0.036121	0.172092	-0.209895	0.8355
LK	-0.000766	0.032854	-0.023320	0.9816
LOUV	-0.002189	0.032370	-0.067625	0.9466
LL	0.003590	0.039866	0.090039	0.9290
C	0.014567	0.161367	0.090274	0.9288
RESID (-1)	-0.040012	0.307440	-0.130147	0.8975
RESID (-2)	0.142405	0.218306	0.652316	0.5204
R-squared	0.018304	Mean dependent var		2.74E-16
Adjusted R-squared	-0.268024	S.D. dependent var		0.006354
S.E. of regression	0.007155	Akaike info criterion		-6.829798
Sum squared resid	0.001229	Schwarz criterion		-6.463364
Log likelihood	117.2768	Hannan-Quinn criter.		-6.708336
F-statistic	0.063926	Durbin-Watson stat		1.951839
Prob(F-statistic)	0.999489			

# ANNEXES



Series: Residuals	
Sample	1992 2023
Observations	32
Mean	2.74e-16
Median	-0.000392
Maximum	0.014109
Minimum	-0.012338
Std. Dev.	0.006354
Skewness	0.145906
Kurtosis	2.545275
Jarque-Bera	0.389238
Probability	0.823148

## ANNEXES

## Tableaux :Partage volume Prix du PIB optique Production 2000 à 2015 (suite)

Valeur en milliards de DA

NSA	Intitulés des NSA	1999	2000			2001			2002		
			VA En valeur	Δ Volume	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volume	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volume	Δ Prix
1	Agriculture, sylviculture et pêche	359,7	346,2	-4,6	0,9	412,1	12,8	5,6	417,2	-1,2	2,5
2	Eau et Energie	40,0	47,3	3,5	14,1	52,3	8,0	2,4	55,5	4,3	1,7
3	Hydrocarbures	890,9	1 616,3	4,0	74,4	1 443,9	-1,9	-8,9	1 477,0	3,9	-1,5
4	Services et Travaux Publics Pétroliers	36,4	42,9	5,5	11,7	38,4	2,8	-12,9	40,0	8,1	-3,6
5	Mines et carrières	4,7	5,0	8,0	-1,3	6,1	22,6	-0,3	5,5	-18,8	10,1
6	ISMMEE	32,6	33,2	2,0	-0,1	33,9	-2,0	4,2	34,3	7,0	-5,6
7	Matériaux de Construction	25,3	26,7	16,0	-8,8	32,5	24,2	-2,2	36,1	6,0	4,8
8	BTPH	271,3	292,0	6,5	1,1	320,5	5,5	4,0	369,9	10,6	4,4
9	Chimie, Plastiques, Caoutchouc	19,7	22,8	5,0	10,1	18,6	-11,2	-8,1	22,5	17,9	2,7
10	Industries Agro-alimentaires	96,1	104,6	-1,0	9,9	108,9	-1,2	5,4	115,1	3,2	2,4
11	Textiles, confection, bonneterie	10,0	10,1	-27,0	39,1	12,0	-2,3	21,2	12,2	5,8	-4,1
12	Cuirs et Chaussures	2,2	2,4	-7,0	18,2	2,3	3,0	-8,0	2,6	14,2	0,3
13	Bois, Papiers et lièges	10,1	10,2	1,0	0,2	11,2	17,1	-6,2	13,3	6,6	11,2
14	Industries diverses	29,6	28,3	5,0	-9,2	37,3	22,8	7,5	40,4	2,0	6,2
15	Transport et communications	238,9	275,9	13,0	2,3	303,7	3,8	6,1	341,0	9,0	3,0
16	Commerce	412,5	436,3	5,3	0,4	476,2	6,3	2,7	509,3	5,4	1,4
17	Hôtels-café-restaurants	42,1	45,3	2,6	4,8	49,3	0,2	8,6	53,5	7,6	0,8
18	Services fournis aux entreprises	25,6	31,1	13,2	7,6	34,9	2,6	9,2	39,0	10,3	1,4
19	Services fournis aux ménages	51,2	54,0	2,5	2,9	57,7	3,5	3,3	61,4	2,9	3,3
	<b>Total sphère réelle</b>	<b>2 599,0</b>	<b>3 430,9</b>	<b>3,9</b>	<b>27,0</b>	<b>3 452,0</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,9</b>	<b>3 645,9</b>	<b>4,8</b>	<b>0,8</b>
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	146,0	181,5	7,0	16,2	199,2	6,0	3,6	249,1	13,8	9,9
	Droits et taxes à l'importation	80,2	86,3	2,8	4,7	103,7	21,8	-1,4	128,4	24,7	-0,7
	<b>Production Intérieure Brute</b>	<b>2 825,2</b>	<b>3 698,7</b>	<b>4,1</b>	<b>25,8</b>	<b>3 754,9</b>	<b>3,1</b>	<b>-1,6</b>	<b>4 023,4</b>	<b>5,8</b>	<b>1,3</b>
20	Banques et entreprises d'assurance	62,5	80,3	14,7	11,8	98,4	21,6	0,6	103,3	19,1	-11,9
21	Affaires Immobilières	39,1	40,6	3,8	0,0	42,2	3,9	0,0	43,5	3,0	0,0
22	Services non marchands fournis à la collectivité	390,4	401,7	1,4	1,5	449,6	1,1	10,7	479,6	3,2	3,4
	<b>Total Sphère non productive</b>	<b>492,0</b>	<b>522,6</b>	<b>3,3</b>	<b>2,9</b>	<b>590,2</b>	<b>4,5</b>	<b>8,1</b>	<b>626,4</b>	<b>5,8</b>	<b>0,3</b>
	Ajustement PISB	42,6	62,0	16,3	25,3	76,8	24,1	-0,3	75,1	18,9	-17,8
	Ajustement services non marchands	36,4	35,8	1,4	-3,1	41,1	1,1	13,7	52,0	3,2	22,5
	<b>Le Produit Intérieur Brut</b>	<b>3 238,2</b>	<b>4 123,5</b>	<b>3,8</b>	<b>22,7</b>	<b>4 227,1</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>4 522,8</b>	<b>5,6</b>	<b>1,3</b>

## ANNEXES

NSA	Intitulés des NSA	2003			2004			2005		
		VA en valeur	Δ Volume	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volume	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volume	Δ Prix
1	Agriculture, sylviculture et pêche	515,3	19,5	3,4	580,5	5,4	6,9	581,6	2,3	-2,0
2	Eau et Energie	61,8	6,5	4,6	67,8	5,0	4,5	74,8	9,5	0,8
3	Hydrocarbures	1 868,9	8,5	16,6	2 319,8	3,0	20,5	3 352,9	5,7	36,7
4	Services et Travaux Publics Pétroliers	44,2	2,5	7,8	49,3	31,3	-15,0	59,0	10,7	8,1
5	Mines et carrières	5,6	1,0	1,5	5,6	-1,0	1,3	6,3	16,0	-3,3
6	ISMMEE	38,0	8,0	2,5	41,3	3,2	5,4	43,6	-1,0	6,5
7	Matériaux de Construction	33,3	-6,0	-1,7	41,7	17,0	7,0	46,0	13,0	-2,5
8	BTPH	401,0	5,9	2,4	458,7	7,0	6,9	505,4	9,7	0,4
9	Chimie, Plastiques, Caoutchouc	23,6	-4,4	9,6	26,2	6,2	4,4	27,3	0,3	4,2
10	Industries Agro-alimentaires	118,4	1,7	1,2	127,3	2,8	4,6	138,4	0,3	8,3
11	Textiles, confection, bonneterie	13,1	2,1	5,6	13,5	-0,4	3,1	14,2	-1,0	6,2
12	Cuirs et Chaussures	2,5	-6,2	1,4	2,7	5,0	3,4	2,7	-3,6	4,9
13	Bois, Papiers et lièges	13,8	1,4	2,0	15,4	3,9	7,5	15,6	-4,1	5,5
14	Industries diverses	45,3	6,8	4,8	46,7	-11,8	17,0	49,4	2,6	3,1
15	Transport et communications	390,6	2,9	11,3	512,6	5,5	24,4	645,0	11,3	13,1
16	Commerce	552,2	6,3	2,0	607,1	7,1	2,6	668,1	8,5	1,5
17	Hôtels-café-restaurants	58,5	7,1	2,2	62,7	6,0	1,0	69,6	8,6	2,3
18	Services fournis aux entreprises	43,9	11,9	0,5	48,8	8,8	2,2	58,0	19,4	-0,4
19	Services fournis aux ménages	67,1	3,3	5,8	72,1	4,1	3,2	78,2	3,2	5,1
	<b>Total sphère réelle</b>	<b>4 297,0</b>	<b>8,0</b>	<b>9,2</b>	<b>5 099,7</b>	<b>4,8</b>	<b>13,2</b>	<b>6 436,1</b>	<b>6,6</b>	<b>18,4</b>
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	260,1	4,6	-0,2	307,3	9,5	8,0	350,1	7,3	6,2
	Droits et taxes à l'importation	143,0	7,6	3,5	138,8	-12,3	10,8	143,9	-2,5	6,3
	<b>Production Intérieure Brute</b>	<b>4 700,0</b>	<b>7,7</b>	<b>8,4</b>	<b>5 545,9</b>	<b>4,5</b>	<b>12,9</b>	<b>6 930,2</b>	<b>6,4</b>	<b>17,5</b>
20	Banques et entreprises d'assurance	119,3	14,3	0,9	128,9	10,8	-2,4	155,8	8,9	11,0
21	Affaires Immobilières	45,5	3,0	1,5	48,6	2,4	4,5	54,2	2,5	8,8
22	Services non marchands fournis à la collectivité	532,1	2,2	8,6	584,4	1,9	7,8	612,3	1,2	3,5
	<b>Total Sphère non productive</b>	<b>696,9</b>	<b>4,3</b>	<b>6,7</b>	<b>761,9</b>	<b>3,5</b>	<b>5,7</b>	<b>822,3</b>	<b>2,6</b>	<b>5,2</b>
	Ajustement PISB	100,8	14,8	16,9	106,7	10,7	-4,4	132,9	8,8	14,5
	Ajustement services non marchands	43,8	2,2	-17,5	52,0	1,9	16,4	57,5	1,2	9,3
	<b>Le Produit Intérieur Brut</b>	<b>5 252,3</b>	<b>7,2</b>	<b>8,3</b>	<b>6 149,1</b>	<b>4,3</b>	<b>12,2</b>	<b>7 562,0</b>	<b>5,9</b>	<b>16,1</b>

## ANNEXES

NSA	Intitulés des NSA	2006			2007			2008		
		VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix
1	Agriculture, sylviculture et pêche	641,3	8,1	2,0	708,1	2,5	7,7	727,4	-3,8	6,8
2	Eau et Energie	82,7	3,4	6,9	87,7	4,5	1,5	93,7	7,5	-0,6
3	Hydrocarbures	3 882,2	-3,0	19,4	4 089,3	-0,9	6,3	4 997,6	-3,2	26,3
4	Services et Travaux Publics Pétroliers	64,3	17,7	-7,4	92,4	14,1	26,0	86,7	2,4	-8,3
5	Mines et carrières	8,6	37,0	-0,8	10,6	-0,7	24,7	17,1	2,5	56,7
6	ISMMEE	45,4	0,9	3,2	53,5	5,1	12,2	64,4	19,8	0,5
7	Matériaux de Construction	50,9	8,0	2,5	58,5	7,6	6,9	60,4	1,8	1,4
8	BTPH	610,1	12,5	7,3	732,7	8,3	10,9	870,0	9,5	8,4
9	Chimie, Plastiques, Caoutchouc	35,2	8,9	18,1	37,2	12,0	-5,7	41,9	6,1	6,3
10	Industries Agro-alimentaires	146,0	2,9	2,6	156,1	2,6	4,2	164,3	4,8	0,4
11	Textiles, confection, bonneterie	13,6	-0,5	-3,6	13,0	0,0	-4,2	12,9	-1,5	0,3
12	Cuirs et Chaussures	2,6	-7,1	1,6	2,4	-4,0	-4,3	2,5	3,8	3,3
13	Bois, Papiers et lièges	16,6	4,0	2,3	16,1	-6,4	3,7	16,7	1,7	2,1
14	Industries diverses	48,2	-2,3	-0,3	44,8	-7,0	0,0	45,7	2,7	-0,6
15	Transport et communications	730,2	6,0	6,8	808,4	8,0	2,5	830,3	7,5	-4,5
16	Commerce	728,4	6,6	2,2	863,2	14,2	3,8	1 003,2	9,8	5,8
17	Hôtels-café-restaurants	75,2	9,3	-1,2	81,1	4,4	3,4	91,0	4,4	7,5
18	Services fournis aux entreprises	64,2	7,4	3,2	71,7	3,4	7,9	84,0	14,7	2,2
19	Services fournis aux ménages	86,8	4,4	6,4	95,1	4,3	5,1	105,0	4,8	5,4
	<b>Total sphère réelle</b>	<b>7 332,3</b>	<b>2,0</b>	<b>11,6</b>	<b>8 021,8</b>	<b>3,1</b>	<b>6,1</b>	<b>9 315,0</b>	<b>1,4</b>	<b>14,6</b>
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	376,7	3,2	4,2	399,3	8,0	-1,8	489,0	12,7	8,7
	Droits et taxes à l'importation	114,8	-24,9	6,3	133,1	5,9	9,4	164,9	7,9	14,8
	<b>Production Intérieure Brute</b>	<b>7 823,8</b>	<b>1,5</b>	<b>11,2</b>	<b>8 554,3</b>	<b>3,4</b>	<b>5,8</b>	<b>9 968,9</b>	<b>2,0</b>	<b>14,3</b>
20	Banques et entreprises d'assurance	235,3	15,2	31,1	346,4	24,6	18,1	448,1	14,7	12,8
21	Affaires Immobilières	59,6	2,7	7,1	64,3	3,6	4,1	67,8	3,5	1,8
22	Services non marchands fournis à la collectivité	652,3	3,2	3,2	777,1	2,8	15,9	1 057,4	6,3	28,0
	<b>Total Sphère non productive</b>	<b>947,2</b>	<b>5,4</b>	<b>9,2</b>	<b>1 187,7</b>	<b>8,3</b>	<b>15,8</b>	<b>1 573,3</b>	<b>8,6</b>	<b>22,0</b>
	Ajustement PISB	203,3	16,9	30,9	314,4	25,6	23,1	401,4	14,7	11,3
	Ajustement services non marchands	66,0	3,2	11,3	74,7	2,8	10,1	97,1	6,3	22,2
	<b>Le Produit Intérieur Brut</b>	<b>8 501,6</b>	<b>1,7</b>	<b>10,6</b>	<b>9 352,9</b>	<b>3,4</b>	<b>6,4</b>	<b>11 043,7</b>	<b>2,4</b>	<b>15,4</b>

## ANNEXES

NSA	Intitulés des NSA	2009			2010			2011		
		VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix
1	Agriculture, sylviculture et pêche	931,3	21,1	5,7	1 015,3	4,9	3,9	1 183,2	11,6	4,4
2	Eau et Energie	91,2	9,7	-11,3	98,6	5,4	2,6	110,6	7,4	4,4
3	Hydrocarbures	3 109,1	-8,0	-32,4	4 180,4	-2,2	37,5	5 242,5	-3,3	29,7
4	Services et Travaux Publics Pétroliers	94,8	2,5	6,6	63,3	1,8	-34,4	70,7	4,6	6,8
5	Mines et carrières	13,1	-18,0	-6,6	18,2	15,0	21,2	19,5	-5,7	13,8
6	ISMMEE	83,1	23,0	4,9	83,6	2,4	-1,7	89,9	4,2	3,2
7	Matériaux de Construction	66,9	5,6	4,8	70,5	-0,8	6,3	74,8	2,0	4,0
8	BTPH	1 000,1	9,1	5,4	1 194,1	9,6	8,9	1 262,6	5,2	0,5
9	Chimie, Plastiques, Caoutchouc	44,9	8,8	-1,6	48,4	3,7	4,0	53,2	11,7	-1,6
10	Industries Agro-alimentaires	188,5	7,6	6,6	214,1	4,5	8,7	231,8	5,4	2,8
11	Textiles, confection, bonneterie	14,6	0,6	12,6	13,8	-2,4	-2,8	13,5	-2,0	-0,6
12	Cuir et Chaussures	2,5	-2,3	3,3	2,6	0,0	1,7	2,6	-0,6	1,0
13	Bois, Papiers et lièges	16,9	1,1	0,0	17,2	3,3	-1,3	17,6	0,8	1,7
14	Industries diverses	49,1	7,7	-0,4	50,3	1,3	1,2	50,1	-4,9	4,8
15	Transport et communications	865,2	4,0	0,2	933,7	6,2	1,6	1 074,1	6,2	8,3
16	Commerce	1 160,2	11,0	4,2	1 283,2	7,9	2,5	1 446,3	8,0	4,4
17	Hôtels-café-restaurants	110,6	5,6	15,0	120,8	5,2	3,9	134,0	6,6	4,1
18	Services fournis aux entreprises	98,6	12,6	4,1	122,8	14,4	8,8	140,3	10,7	3,2
19	Services fournis aux ménages	114,5	3,3	5,5	125,8	5,7	3,9	138,4	5,3	4,5
	<b>Total sphère réelle</b>	<b>8 055,0</b>	<b>0,5</b>	<b>-13,9</b>	<b>9 656,8</b>	<b>3,3</b>	<b>16,0</b>	<b>11 355,9</b>	<b>2,7</b>	<b>14,5</b>
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	545,6	10,0	1,4	565,8	3,3	0,4	632,3	1,2	10,4
	Droits et taxes à l'importation	170,2	5,9	-2,5	181,9	5,4	1,3	222,4	-3,0	26,1
	<b>Production Intérieure Brute</b>	<b>8 770,8</b>	<b>1,0</b>	<b>-12,9</b>	<b>10 404,5</b>	<b>3,3</b>	<b>14,8</b>	<b>12 210,6</b>	<b>2,5</b>	<b>14,5</b>
20	Banques et entreprises d'assurance	457,9	9,3	-6,5	470,8	11,5	-7,7	516,3	22,7	-10,6
21	Affaires Immobilières	75,1	4,3	6,3	80,0	3,9	2,6	85,7	3,3	3,7
22	Services non marchands fournis à la collectivité	1 180,8	7,6	3,8	1 569,0	5,7	25,7	2 368,3	5,2	43,5
	<b>Total Sphère non productive</b>	<b>1 713,7</b>	<b>7,9</b>	<b>0,9</b>	<b>2 119,9</b>	<b>7,2</b>	<b>15,4</b>	<b>2 970,3</b>	<b>9,0</b>	<b>28,5</b>
	Ajustement PISB	404,3	9,4	-8,0	406,2	11,8	-10,2	436,9	23,9	-13,2
	Ajustement services non marchands	112,2	7,6	7,4	126,6	5,7	6,8	155,5	5,2	16,7
	<b>Le Produit Intérieur Brut</b>	<b>9 968,0</b>	<b>1,6</b>	<b>-11,2</b>	<b>11 991,6</b>	<b>3,6</b>	<b>16,1</b>	<b>14 588,5</b>	<b>2,9</b>	<b>18,2</b>

## ANNEXES

NSA	Intitulés des NSA	2012			2013			2014			2015		
		VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volume	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix	VA en valeur	Δ Volum e	Δ Prix
1	Agriculture, sylviculture et pêche	1 421,7	7,2	12,1	1 640,0	8,2	6,6	1 771,5	2,5	5,4	1 936,4	6,4	2,7
2	Eau et Energie	122,6	10,2	0,6	132,2	5,5	2,3	144,7	7,1	2,3	155,6	6,8	0,6
3	Hydrocarbures	5 536,4	-3,4	9,3	4 968,0	-6,0	-4,5	4 657,8	-0,6	-5,7	3 134,3	0,4	-33,0
4	Services et Travaux Publics Pétroliers	80,1	-0,4	13,7	58,1	1,1	-28,2	63,8	3,6	6,0	57,4	4,0	-13,6
5	Mines et carrières	22,8	0,9	15,4	22,4	1,9	-3,2	23,1	3,3	-0,3	26,1	-2,7	16,0
6	ISMMEE	97,4	7,4	0,8	104,0	5,5	1,2	109,2	0,7	4,3	124,2	10,5	3,0
7	Matériaux de Construction	75,9	1,3	0,1	80,3	0,6	5,3	88,2	2,4	7,2	93,2	3,3	2,2
8	BTPH	1 411,2	8,6	2,9	1 569,3	7,1	3,8	1 730,2	6,9	3,1	1 850,8	4,9	2,0
9	Chimie, Plastiques, Caoutchouc	59,2	6,3	4,7	64,9	1,9	7,7	66,9	1,4	1,7	71,6	2,6	4,3
10	Industries Agro-alimentaires	266,1	5,4	8,9	285,5	7,0	0,3	324,5	6,3	7,0	353,7	5,8	3,0
11	Textiles, confection, bonneterie	14,0	1,5	2,4	14,3	0,3	2,0	14,8	-0,1	3,3	15,8	2,7	3,9
12	Cuirs et Chaussures	2,7	2,8	-0,4	2,7	-0,5	0,0	2,9	4,9	3,1	2,8	-4,7	2,1
13	Bois, Papiers et lièges	18,4	2,3	1,9	18,9	3,6	-0,6	19,7	1,2	2,9	20,0	3,0	-1,2
14	Industries diverses	49,7	-3,8	3,0	46,5	-7,8	1,6	44,4	-5,3	0,9	37,8	-19,8	6,1
15	Transport et communications	1 194,8	8,7	2,3	1 462,8	8,0	13,4	1 559,3	6,2	0,4	1 660,8	6,2	0,3
16	Commerce	1 650,0	5,4	8,2	1 870,6	9,6	3,4	2 067,5	10,5	0,1	2 259,3	5,1	4,0
17	Hôtels-café-restaurants	151,2	4,9	7,6	170,7	4,2	8,3	189,0	1,9	8,6	212,8	1,3	11,1
18	Services fournis aux entreprises	154,6	4,9	5,1	178,4	8,6	6,2	199,2	7,7	3,7	214,5	3,2	4,4
19	Services fournis aux ménages	154,5	2,4	9,0	167,1	4,8	3,2	180,1	4,7	2,9	202,4	7,3	4,8
	<b>Total sphère réelle</b>	<b>12 483,1</b>	<b>2,1</b>	<b>7,7</b>	<b>12 856,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>13 257,0</b>	<b>3,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>12 429,5</b>	<b>3,6</b>	<b>-9,5</b>
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	739,3	9,1	7,2	838,4	11,9	1,3	871,2	8,9	-4,6	913,1	5,8	-0,9
	Droits et taxes à l'importation	338,2	45,0	4,9	403,8	18,0	1,2	370,9	-5,1	-3,2	395,6	4,7	1,8
	<b>Production Intérieure Brute</b>	<b>13 560,6</b>	<b>3,2</b>	<b>7,6</b>	<b>14 099,0</b>	<b>2,5</b>	<b>1,4</b>	<b>14 499,1</b>	<b>3,7</b>	<b>-0,8</b>	<b>13 738,2</b>	<b>3,8</b>	<b>-8,7</b>
20	Banques et entreprises d'assurance	527,7	0,3	1,9	534,7	4,8	-3,3	540,1	6,9	-5,5	536,7	4,7	-5,1
21	Affaires Immobilières	97,8	4,1	9,6	103,3	3,2	2,4	110,4	4,3	2,4	118,6	5,3	2,1
22	Services non marchands fournis à la collectivité	2 635,0	4,1	6,9	2 538,3	3,8	-7,2	2 722,3	4,4	2,7	2 833,3	3,6	0,5
	<b>Total Sphère non productive</b>	<b>3 260,5</b>	<b>3,4</b>	<b>6,1</b>	<b>3 176,3</b>	<b>3,9</b>	<b>-6,3</b>	<b>3 372,8</b>	<b>4,8</b>	<b>1,3</b>	<b>3 488,6</b>	<b>3,8</b>	<b>-0,4</b>
	Ajustement PISB	452,0	-0,1	3,6	456,1	4,3	-3,2	462,3	6,8	-5,1	453,5	4,7	-6,3
	Ajustement services non marchands	160,3	4,1	-1,0	169,0	3,8	1,6	167,1	4,4	-5,3	181,4	3,6	4,8
	<b>Le Produit Intérieur Brut</b>	<b>16 208,7</b>	<b>3,4</b>	<b>7,5</b>	<b>16 650,2</b>	<b>2,8</b>	<b>0,0</b>	<b>17 242,5</b>	<b>3,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>16 591,9</b>	<b>3,8</b>	<b>-7,3</b>

## ANNEXES

Tableaux des échange importation et exportation du (1997-2021)

Variables	Unité	1997	1998	1999	2000	2001
47,46	Milliards DZD	53,57	54,60	59,10	69,80	58,80
199,295	Milliards DZD	248,69	300,40	247,10	387,70	556,90
0,1	Milliards DZD	- 0,29	0,52	- 6,50	30,90	32,60
0	Milliards USD	-	-	-	-	-
USD/DZD		57,7269	58,7376	66,6413	75,2899	77,2725
Importations (f.o.b.)	Milliards DZD	-	-	-	-	-

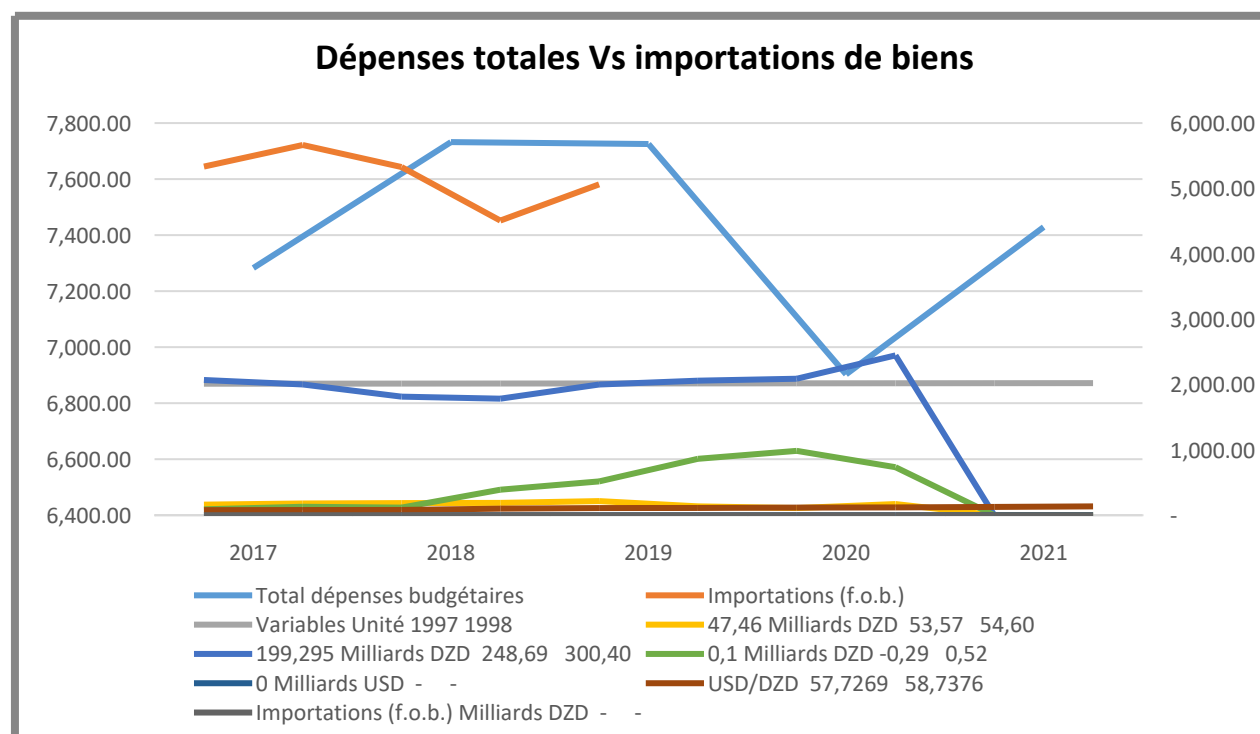
Variables	Unité	2002	2003	2004	2005	2006
47,46	Milliards DZD	71,70	76,00	95,70	93,80	111,70
199,295	Milliards DZD	633,60	597,60	733,30	781,80	1 102,90
0,1	Milliards DZD	11,80	5,20	32,10	141,30	123,80
0	Milliards USD	-	-	-	-	-
USD/DZD		79,6871	77,3768	72,0653	73,3627	72,6464
Importations (f.o.b.)	Milliards DZD	-	-	-	-	-

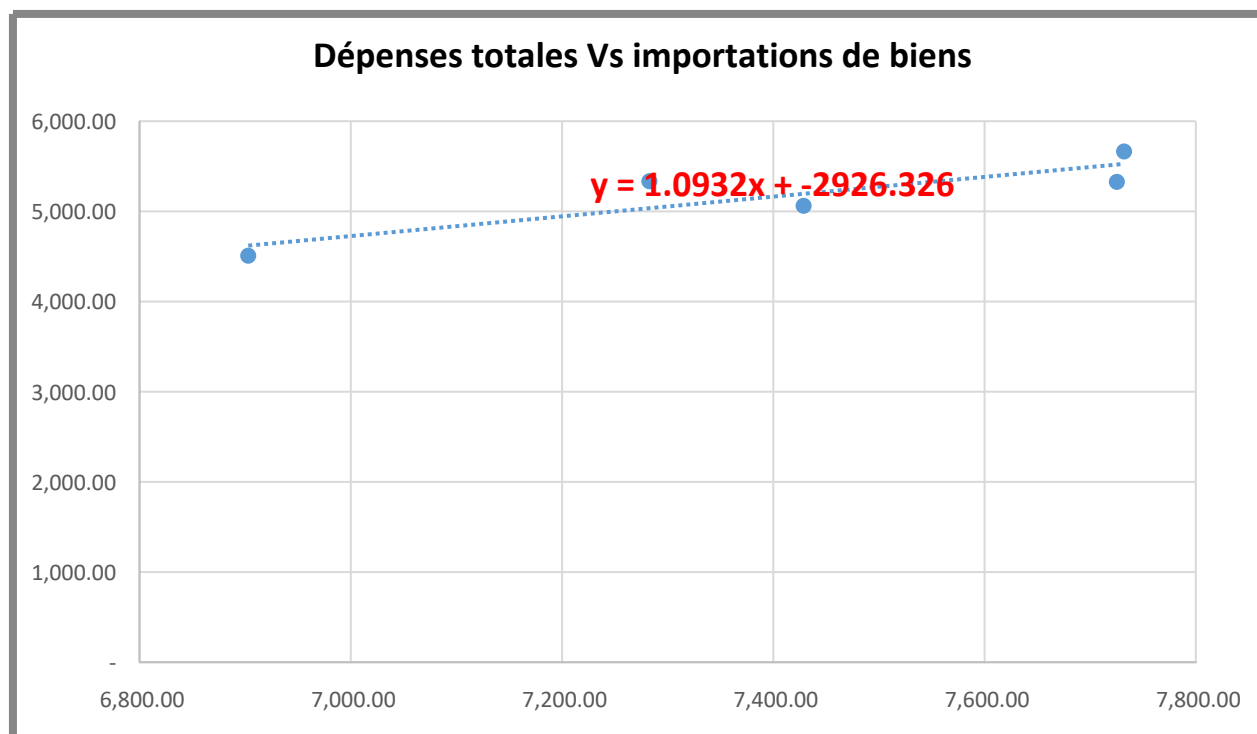
Variables	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Total dépenses budgétaires	Milliards DZD	3 108,50	4 191,00	4 246,30	4 466,90	5 853,60
Dépenses courantes	Milliards DZD	1 673,90	2 217,70	2 300,00	2 659,00	3 879,20
Dépenses en capital	Milliards DZD	1 434,60	1 973,30	1 946,30	1 807,90	1 974,40
Importations (f.o.b.)	Milliards USD	26,35	37,99	37,40	38,89	46,93
USD/DZD		69,3656	64,5684	72,6462	74,4041	72,8537
Importations (f.o.b.)	Milliards DZD	1 827,78	2 453,15	2 717,11	2 893,20	3 418,81

Variables	Unité	2012	2013	2014	2015	2016
Total dépenses budgétaires	Milliards DZD	7 058,10	6 024,10	6 995,70	7 656,30	7 297,50
Dépenses courantes	Milliards DZD	4 782,60	4 131,50	4 494,30	4 617,00	4 585,60
Dépenses en capital	Milliards DZD	2 275,50	1 892,60	2 501,40	3 039,30	2 711,90
Importations (f.o.b.)	Milliards USD	51,57	54,99	59,67	52,65	49,44
USD/DZD		77,5519	79,3809	80,5606	100,4641	109,4654
Importations (f.o.b.)	Milliards DZD	3 999,27	4 364,92	4 807,05	5 289,32	5 411,67

## ANNEXES

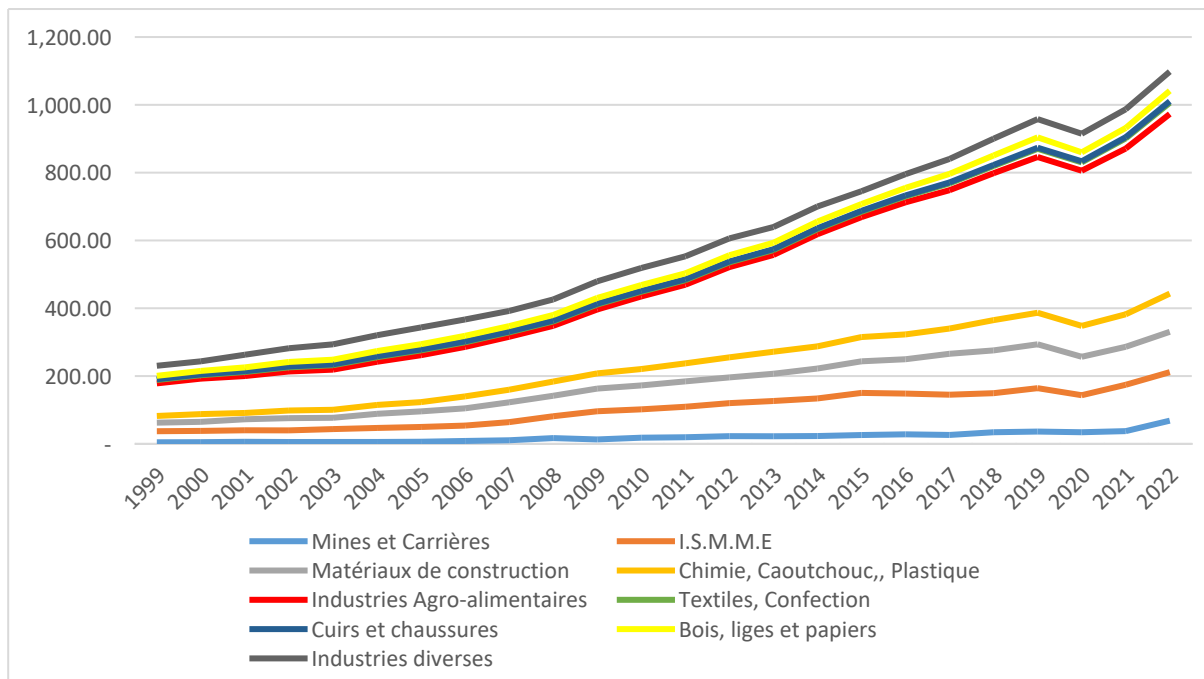
Variables	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Total dépenses budgétaires	Milliards DZD	7 282,66	7 732,07	7 725,23	6 902,89	7 428,68
Dépenses courantes	Milliards DZD	4 677,21	4 813,68	4 879,13	5 009,35	5 444,14
Dépenses en capital	Milliards DZD	2 605,45	2 918,39	2 846,11	1 893,54	1 984,54
Importations (f.o.b.)	Milliards USD	48,08	48,57	44,63	35,55	37,47
USD/DZD		110,9610	116,6169	119,3606	126,8288	135,1064
Importations (f.o.b.)	Milliards DZD	5 334,51	5 664,43	5 327,35	4 508,39	5 061,87



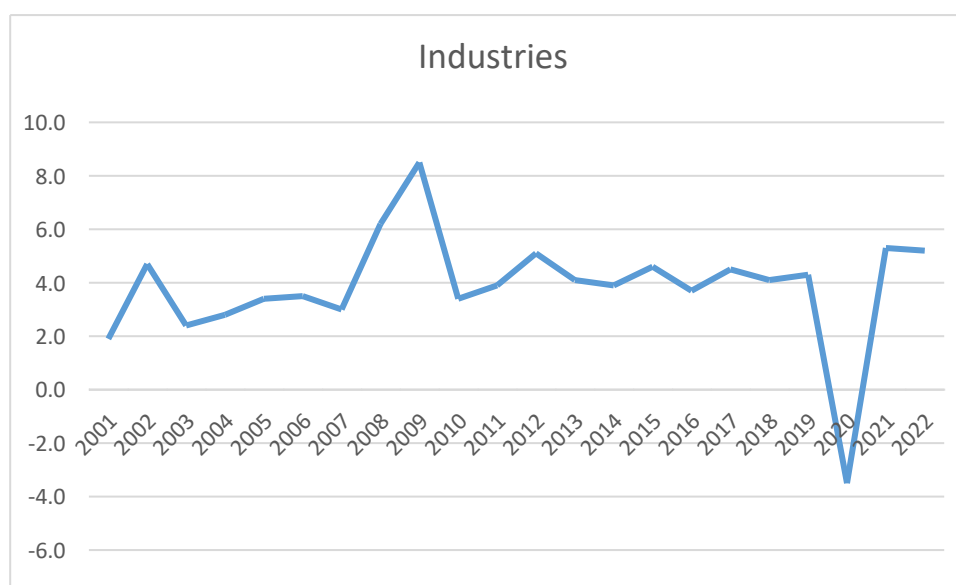


Liste des graphes :

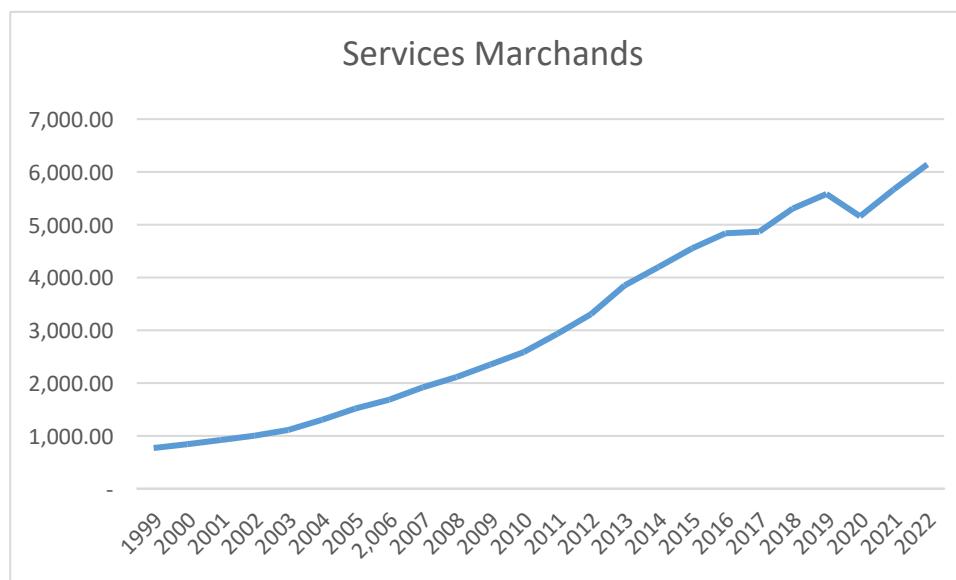
Evolution du taux de croissance du secteur industriel ventilation par branche d'activité



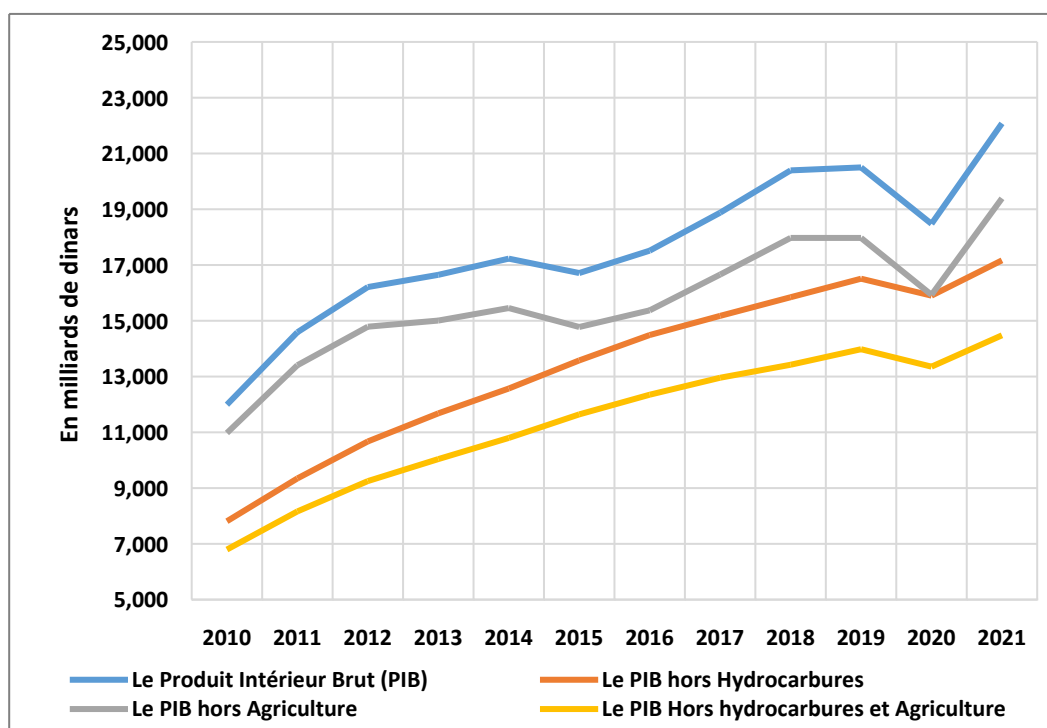
Evolution du taux de croissance du secteur industriel

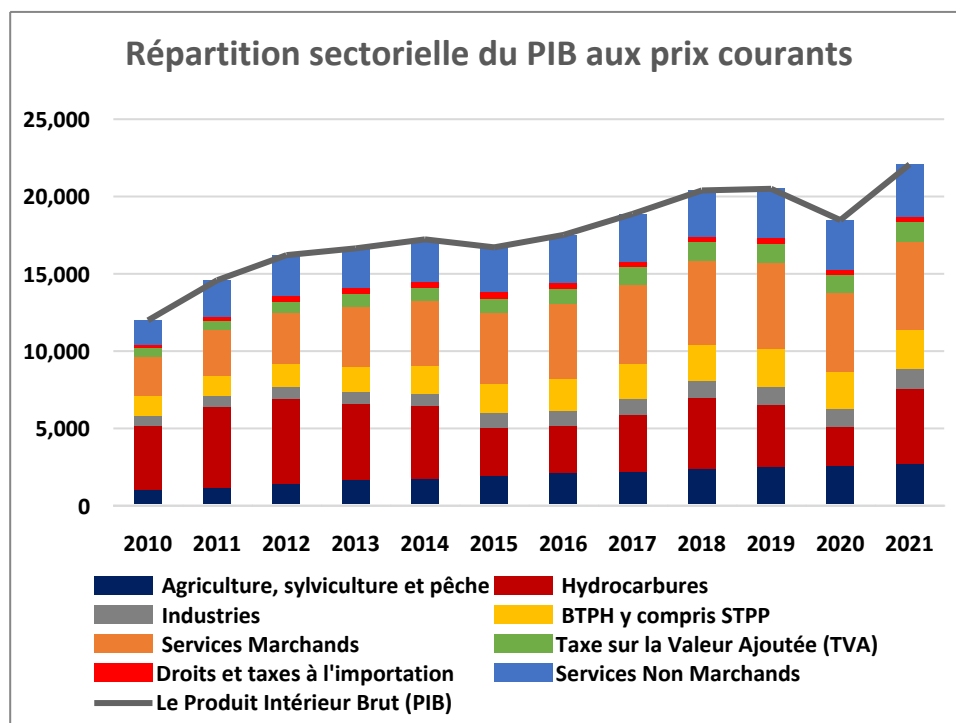


Evolution du taux de croissance du secteur des services



Sources : ministère de l'industrie





Prépondérance de la fiscalité pétrolière par rapport au total des recettes de l'Etat.

## Tendance du commerce international :

Analyse Figure 1 : importations et exportations (en pourcentage du PIB), 1967-2016

Les statistiques du commerce international démontrent l'importance des relations économiques transfrontalières.

Cette figure indique l'évolution du poids des échanges commerciaux dans le PIB, pour les États-Unis, la Chine et la zone euro (Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovénie).

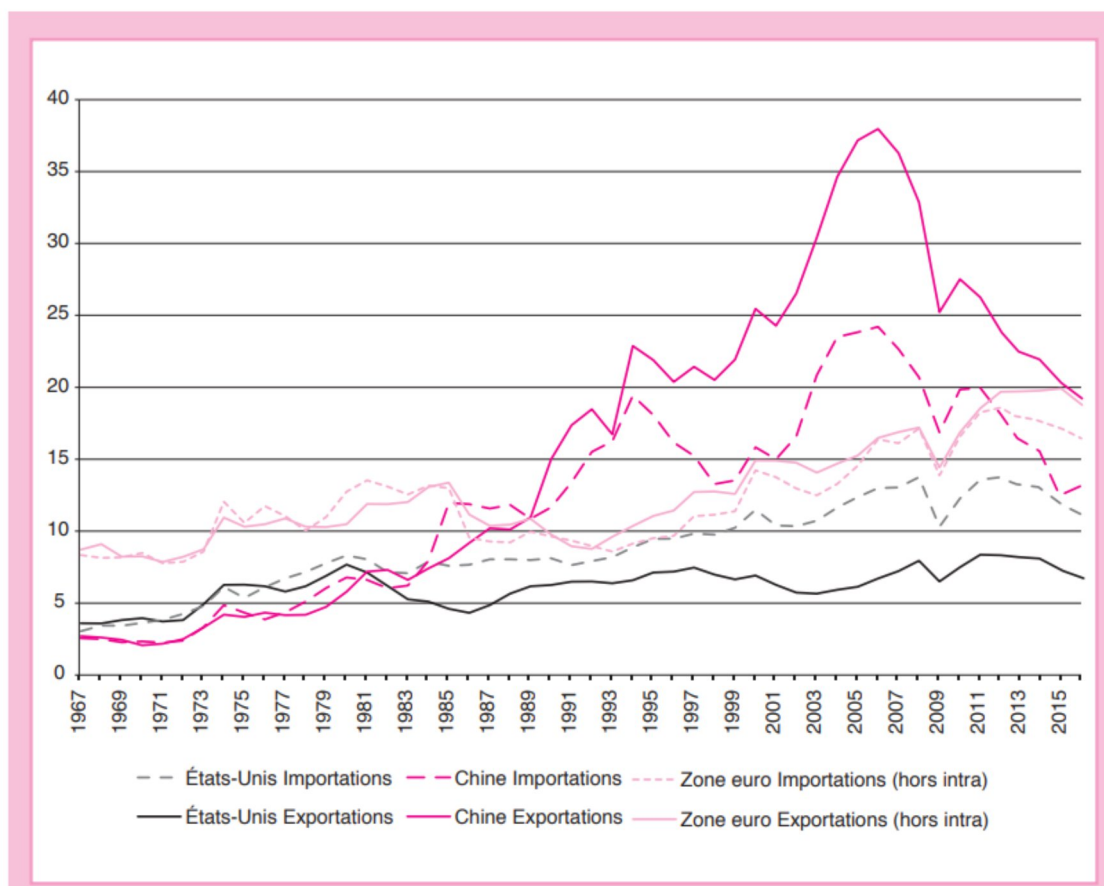
De 1967 à 2016, le poids du commerce international dans l'économie européenne a plus que doublé, si bien que le commerce total (c'est-à-dire les importations plus les exportations) représente aujourd'hui plus de 35 % du PIB de la zone euro.

De leur côté, les États-Unis présentent un degré d'ouverture commerciale plus faible, mais la progression des échanges extérieurs n'en est pas moins étonnante : le poids des importations et des exportations dans le PIB a presque triplé au cours de la période. Le cas de la Chine est encore plus saisissant.

D'une situation de quasi-fermeture aux échanges internationaux, ce pays est devenu en l'espace de quelques décennies l'une des toutes premières puissances commerciales du monde.

Autre fait saillant ressort de la figure : depuis le début des années 1990, la Chine enregistre davantage d'exportations que d'importations, alors que, de leur côté, les États-Unis importent davantage qu'ils n'exportent. Les États-Unis attirent d'importants investissements étrangers, alors que la Chine place massivement son épargne à l'étranger. L'écart persistant entre les importations et les exportations est donc révélateur d'un autre aspect de la mondialisation : l'interdépendance des marchés financiers. Cette figure illustre enfin la chute brutale des échanges commerciaux lors de la crise financière de 2008-2009 et rappelle les liens étroits entre la santé de l'économie mondiale et la vigueur du commerce international.

## LISTE DES GRAPHES

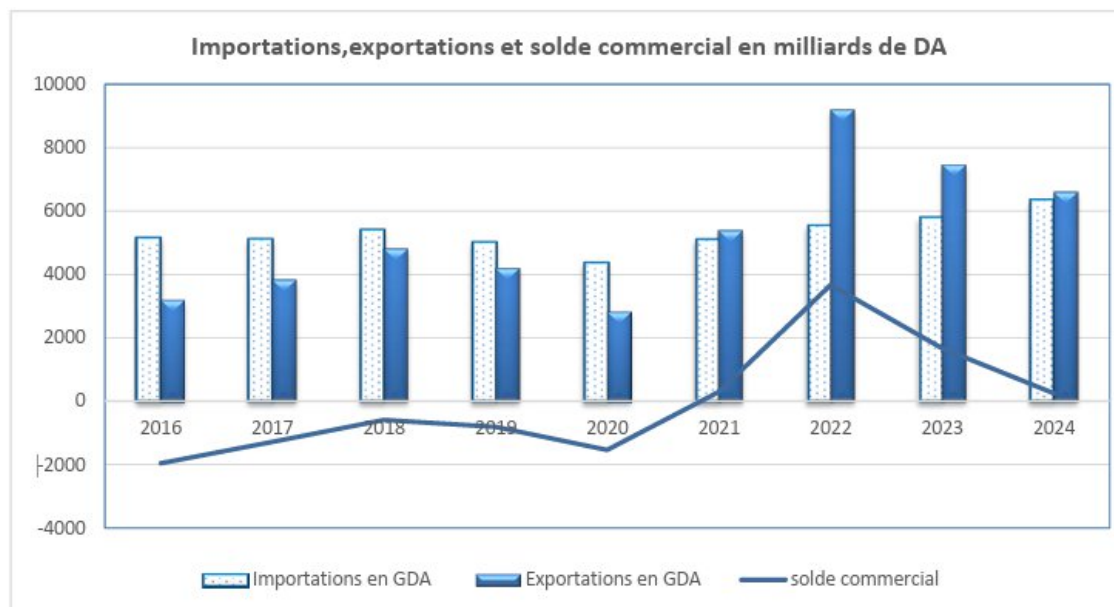


Source : Office national des statistiques (avril 2025)

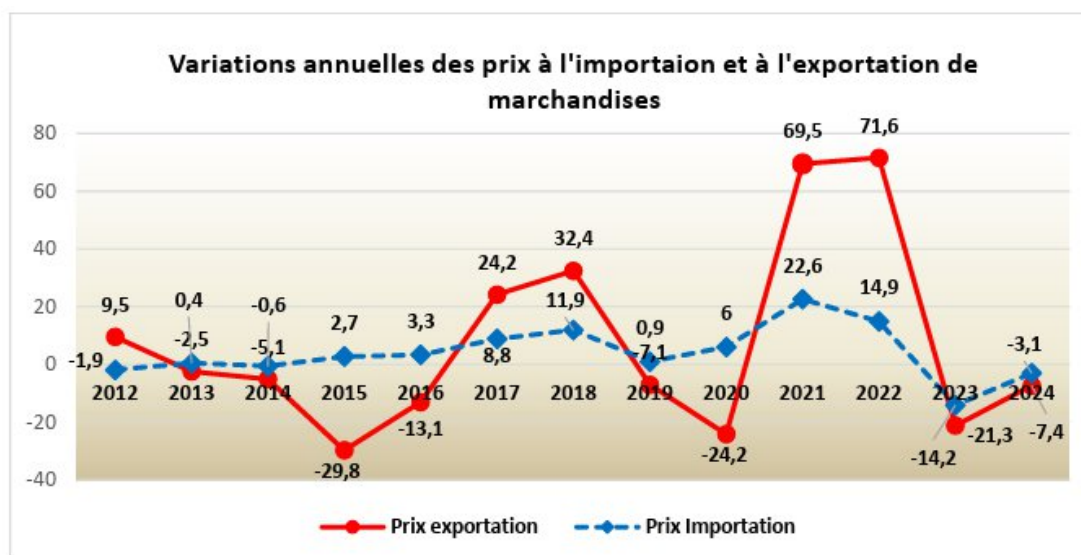
Les exportations de marchandises en 2024 se sont évaluées à 6 605,8 milliards de DA contre 7 468,5 milliards de DA en 2023, soit une baisse de 11,6%. - Les importations ont atteint 6 352,1 milliards de DA en 2024 contre 5 794,0 milliards de DA au cours de l'année précédente, soit une hausse en valeurs courantes de 9,6%. Ces évolutions des échanges de marchandises enregistrées durant l'année 2024 conduisent à un recul de l'excédent commercial qui passe de 1 674,5 milliards de DA en 2023 à 253,7 milliards de DA en 2024, soit une diminution de 84,8%. Le taux de couverture des importations par les exportations est en baisse, passant de 128,9% en 2023 à 104% en 2024.

## LISTE DES GRAPHES

Parallèlement, les termes de l'échange se détériorent, passant de 100,4% en 2023 à 95,9% en 2024.



Par rapport à 2023, les prix à l'exportation et les prix à l'importation de marchandises ont diminué respectivement de 7,4% et de 3,1% au cours de l'année 2024.



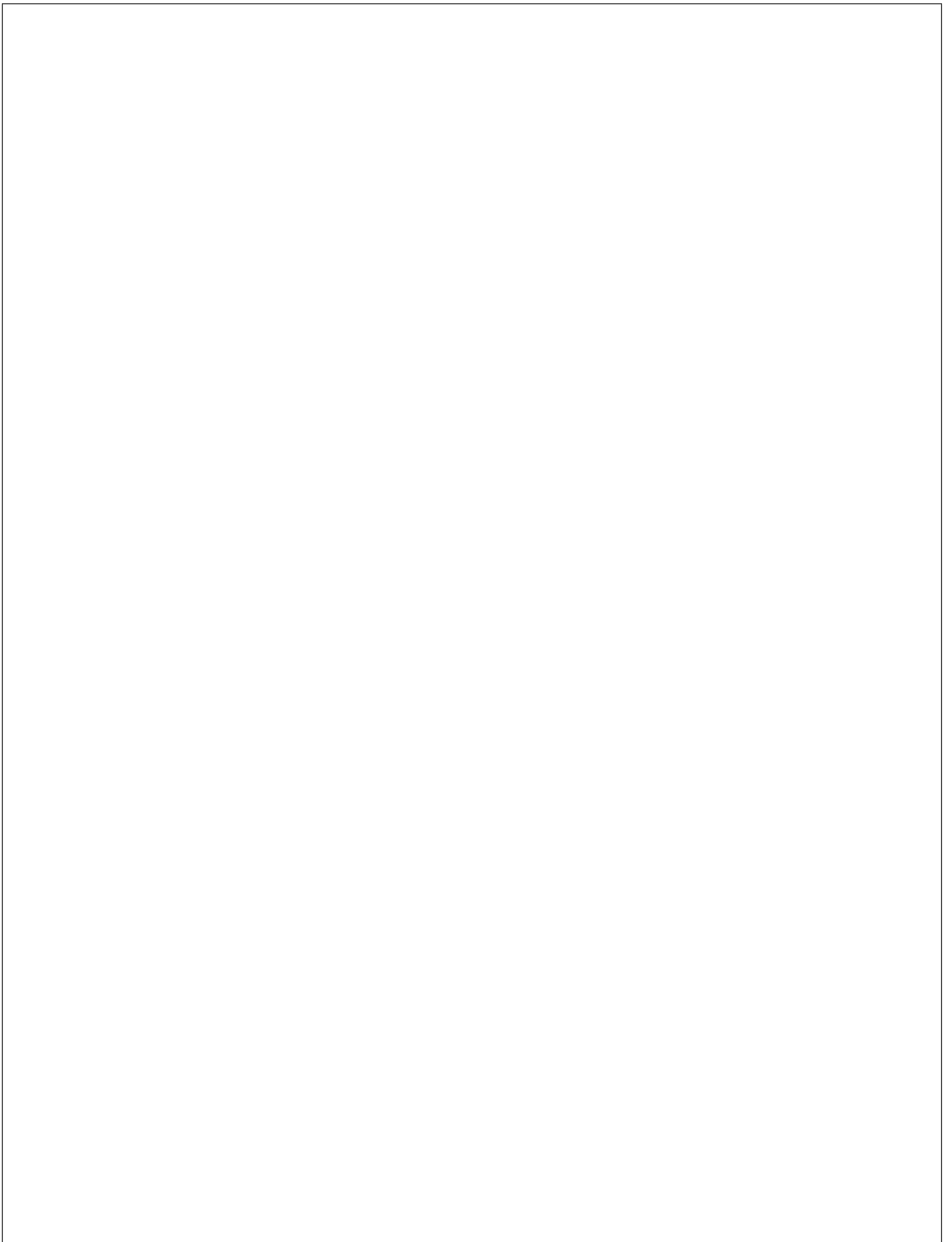
Site web: <http://www.ons.dz>

**TABLEAU DES ABREVIATIONS**

<b>ABREVIATIONS</b>	<b>DENOMINATION</b>
AAPI	Agence algérienne de promotion de l'investissement.
ARDL	Autoregressive distributed lag.
BA	Banque d'algérie.
BM	Banque mondiale.
CI	Commerce international.
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
CEPAL	Centre africain pour les politiques commerciales.
FRR	Fonds de régulation des recettes.
FMI	Fonds monétaire international.
FMN	Firme multinationale.
HHI	Indice herfindahl hirschman.
ISE	Industrialisation par substitution aux exportateurs.
ISI	Industrialisation par substitution aux importations.
MC	Ministre de commerce.
MI	Ministre de l'industrie.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
ONS	Office national des statistiques.
PIB	Produit interieur brut.
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.
TIC	Technologies de l'information et de la communication.

## TABLEAU DES ABREVIATIONS

UE	Union européen.
UNECA	Commission économique pour l'Afrique des Nations unies.
VA	Valeur ajoutée.
ZALE	Zone arabe de libre échange.
ZLECAF	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine.



## Diversification économique et croissance économique en Algérie

Cette thèse traite de la diversification économique et de la croissance en Algérie, un pays qui avance- au pas de charge- dans sa quête de diversification économique afin de répondre aux enjeux économiques auxquels il est confronté depuis plusieurs décennies.

Une diversification économique qui s'impose comme un impératif pour sortir de l'emprise des hydrocarbures.

Il s'agit d'une orientation stratégique, en rupture avec le modèle de rente qui a prévalu et qui répond, du reste, aux exigences d'une économie mondiale en pleine mutation.

Une économie de plus en plus interconnectée, fondée sur un projet de société renouvelé, après la récession en 2020 qui a fragilisé l'économie nationale et le tissu social.

Une économie qui a souffert de dysfonctionnements, errements et autres travers à la fois de lourdeurs bureaucratiques, de problèmes de gestion, de difficultés d'accès au financement ou tout simplement d'une vision intersectorielle de long terme pouvant guider et encadrer la mise en œuvre des politiques publiques.

L'approche intersectorielle, une sorte de nouvelle boussole, vise à apporter plus de diversification à l'économie algérienne, sur la base d'une stratégie devant renforcer sa résilience pour affronter, sans coup férir, les aléas et crises structurels et conjoncturels éventuels induites par la mondialisation et les externalités négatives.

Une stratégie qui consacre le principe d'un retour à la croissance, grâce à la mobilisation des ressources nécessaires pour financer le développement des infrastructures et la recherche de solutions adaptées pour l'élargissement de la diversification et le maintien de la croissance de long terme.

### Economic Diversification and Economic Growth in Algeria

This thesis examines economic diversification and growth in Algeria, a country moving forward—at a rapid pace—in its quest for economic diversification to address the economic challenges it has faced for several decades.

This economic diversification is essential to escape the influence of hydrocarbons.

This strategic direction breaks with the prevailing rent-seeking model and, moreover, meets the demands of a rapidly changing global economy.

An increasingly interconnected economy, based on a renewed social vision, following the 2020 recession that weakened the national economy and social fabric.

### التنوع الاقتصادي والنمو الاقتصادي في الجزائر

تتناول هذه الرسالة موضوع التنوع الاقتصادي والنمو في الجزائر، البلد الذي يتقدم بخطى سريعة في سعيه نحو التنوع الاقتصادي لمواجهة التحديات الاقتصادية التي يواجهها منذ عدة عقود إن التنوع الاقتصادي ضروري للهروب من تأثير الهيدروكربونات. وهذا اتجاه استراتيجي يكسر نموذج الربيع السائد، وهو يلبي، علاوة على ذلك، متطلبات الاقتصاد العالمي المتغير بسرعة..

اقتصاد عانى من الخلل والأخطاء وغيرها من الإخفاقات، سواء بسبب البيروقراطية أو مشاكل الإدارة أو صعوبات الحصول على التمويل أو ببساطة بسبب رؤية طويلة الأجل بين القطاعات يمكنها توجيه ومراقبة تنفيذ السياسات العامة.